

**LE ROLE DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX DANS
LA MIGRATION INTERNATIONALE :
ETUDE DE CAS DES IMMIGRANTS HAÏTIENS AU CANADA**

Thèse de maîtrise

Soumise par
Amina Mezdour

Sous la direction de
Dr Luisa Veronis, Université d'Ottawa

Aux membres du jury :

Dr Robert McLeman, Université Wilfrid Laurier
Dr Brian Ray, Université d'Ottawa

Département de Géographie
Université d'Ottawa

© Amina Mezdour, Ottawa, Canada, 2014

RÉSUMÉ

Cette thèse pose un regard environnemental sur la migration internationale des Haïtiens au Canada en relevant les types de changements environnementaux qui affectent les populations urbaines et rurales tout en analysant l'interaction de ces éléments avec des facteurs non-environnementaux (politiques, économiques et sociaux). Pour cela, nous avons procédé à une collecte de données de type qualitative, dont des entrevues semi-structurées avec des informateurs clés (huit personnes), des groupes de discussion (20 participants) et des entrevues individuelles (sept participants). Cette recherche met ainsi en évidence qu'aucun participant n'a immigré uniquement à cause d'enjeux environnementaux, soulignant de la sorte qu'une telle décision résulte de l'interaction entre divers facteurs environnementaux et non-environnementaux difficilement distinguables les uns des autres. Ainsi, nous favorisons une analyse inclusive lors de l'étude de la migration environnementale en proposant le concept de « migration environnementale inter-active ». En second lieu, cette thèse se penche sur le rôle des classes sociales et des réseaux sociaux dans les stratégies d'immigration et souligne que les choix de destinations ainsi que les stratégies d'immigration (étudiants, travailleurs qualifiés, réunification familiale, demandeurs d'asile et réfugiés) varient selon ces deux facteurs, surtout lorsque la destination est le Canada.

Mots clés : changement environnemental; migration ; enjeux socio-économiques ; enjeux politiques ; classes sociales ; réseaux sociaux ; stratégie d'immigration.

This thesis takes an environmental approach to study the international migration of Haitians to Canada by identifying environmental changes that affect the urban and rural populations and by analyzing the interaction of these elements with non-environmental factors, including political, economic and social influences. The data collection relied on qualitative research methods, including semi-structured interviews with eight key informants, four focus groups with a total of 20 participants, and seven personal interviews. The research findings reveal that none of the participants interviewed have immigrated solely for environmental reasons but rather that migration decisions are the outcome of complex and dynamic interactions between environmental and non-environmental factors, which are often difficult to distinguish. Thus, we suggest an inclusive analysis in the study of environmental migration by proposing the concept of "interactive environmental migration". Secondly, the thesis examines the role of social class and social networks in immigration strategies and concludes that these two factors influence the choice of destination and immigration strategies (students, skilled workers, family reunification, asylum seekers and refugees) particularly in the case of immigration to Canada.

Key terms: environmental changes; migration; socioeconomic and political issues; social class ; networks ; immigration strategies.

REMERCIEMENTS

L'accomplissement de la présente thèse de maîtrise est tributaire de l'aide et du soutien apporté par plusieurs personnes tant au niveau professionnel que personnel.

Mais avant tout, et étant consciente de l'absence de mots pour le faire, je tiens à remercier du fond du coeur mon conjoint Gabriel pour TOUT. Il sait être le copilote rêvé pour tous mes projets, incluant celui-ci.

Je tiens également à remercier ma directrice de thèse, Dr Luisa Veronis, pour son encadrement, ses encouragements et sa grande disponibilité lors de ces deux dernières années. Je veux aussi diriger mes profonds remerciements aux membres de mon comité qui m'ont fait réaliser que le rôle de celui-ci est non seulement d'évaluer la thèse finale, mais également de guider et de conseiller l'étudiant tout au long du projet. Ainsi, je remercie Dr Robert McLeman, chercheur principal du grand projet dans lequel s'inscrit la thèse, pour son expertise sur le sujet. De plus, je remercie sincèrement Dr Brian Ray pour ses précieux conseils dans tous les stades de la présente thèse. Je remercie aussi tous les participantEs pour leur temps et intérêt au projet.

Cette thèse n'aurait pas été possible sans le soutien financier de l'Université d'Ottawa et du département de géographie et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), qui a subventionné le grand projet dans lequel s'inscrit cette thèse.

Je tiens également à remercier mes amiEs et ma famille sans lesquels cette aventure aurait été plus longue et laborieuse que ce qu'elle a été réellement. Un tendre remerciement va à ma petite soeur qui est toujours la source de mes joies et mes inspirations.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

Résumé.....	ii
Remerciements	iii
Table des matières	4
Liste des tableaux.....	7
Liste des graphiques et cartes.....	8
Introduction : problématique, question de recherche et justifications	9
1-Problématique et question de recherche	11
2-Pertinence et justification du projet de recherche.....	12
Chapitre 1 : Environnement et migration : quel lien ?.....	17
1.1 Les débats concernant la migration environnementale	17
1.2 Les évidences empiriques sur la migration environnementale	21
1.2.1 Environnement et flux migratoires : une réalité des régions rurales.....	22
1.2.2 Changements environnementaux en zones urbaines	25
1.2.3 La migration et les classes sociales.....	30
1.2.4 Complexité des facteurs engendrant la migration	33
1.2.4 Les interprétations du concept d'« environnement »	34
1.3 Conclusion.....	36
Chapitre 2 : Mise en contexte historique et démographique d'Haïti	37
2.1 Contextes politique, économique et social d'Haïti	37
2.2. Données démographiques et statistiques d'Haïti.....	42
2.3 Contexte environnemental en Haïti.....	48
2.3.1 Les impacts des changements climatiques pour la région des Caraïbes et d'Haïti	48
2.3.2 La pauvreté dans l'espace rural	51
2.3.3 Vulnérabilité des populations rurales aux changements environnementaux ...	57
2.3.4 Interaction entre pauvreté et facteurs environnementaux	61
2.4 Contexte migratoire.....	65
2.4.1 Schèmes migratoires des Haïtiens	65
2.4.2 La migration haïtienne au Canada	66
2.5 Conclusion.....	69
Chapitre 3 : Cadre méthodologique	71
3.1 Outils méthodologiques : entrevues et groupes de discussion.....	72
3.1.1 Entrevues avec les informateurs clés	74

3.1.2 Les groupes de discussion.....	76
3.1.3 Entrevues individuelles avec les membres de la communauté haïtienne de Montréal.....	84
3.2 Analyse de données	91
3.3 Défis éthiques	91
Chapitre 4 : Présentation et discussion des résultats : les groupes de discussion.....	93
4.1 Survol général et complexité des facteurs influençant la décision d'immigration des Haïtiens	93
4.1.1 Facteurs pris en compte dans la décision d'immigration.....	93
4.2 Analyse des processus d'interaction des facteurs influents la migration.....	106
4.2.1 L'interaction entre l'environnement et les facteurs non-environnementaux dans la décision d'immigration :La migration environnementale interactive.....	106
4.2.2 L'importance des facteurs environnementaux dans les régions rurales.....	109
4.2.3 Impacts sur les stratégies de migration des Haïtiens au Canada	113
4.3 Conclusion.....	115
Chapitre 5 : Présentation et discussion des résultats : les entrevues individuelles.....	118
5.1 Résultats des entrevues individuelles : la compréhension de l'espace rural	119
5.1.1 Les villes rurales d'origine et leur isolement de Port-au-Prince.....	119
5.1.2 Les enjeux environnementaux dans les villes rurales d'origine des participants	127
5.1.3 L'interconnectivité de la déforestation et des facteurs politiques et socio-économiques.....	141
5.2 Migration nationale et internationale et stratégies.....	151
5.2.1 Première migration : migration nationale et enjeux dans la capitale d'Haïti..	151
5.2.2 Catégories et motifs d'immigration des participants :.....	154
5.4 Conclusion	159
Conclusions : Apports de la recherche et contributions à la littérature	161
1 - Principales conclusions	161
2 – Explications des conclusions	161
3 – Apports à la littérature scientifique.....	165
4- Limitation des résultats et suggestions de pistes à suivre pour recherches futures	166
Annexes	168
Annexe 1- Guide d'entrevue avec informateurs clés.....	168
Annexe 2-Guide d'entrevue pour les groupes de discussion	173
Annexe 3- Guide d'entrevue individuelle avec les membres de la communauté haïtienne à Montréal.....	176
Annexe 4- Questionnaire individuel.....	180

Annexe 5- Questionnaire d'évaluation du groupe de discussion	182
Annexe 6- Villes d'origine des participants aux entrevues individuelles	184
Annexe 7- Formulaire de consentement pour les groupes de discussion.....	185
Annexe 8- Formulaire de consentement pour les entrevues individuelles.....	187
Annexe 9-Procédure de déontologie	189
Annexe 10- Arborescence de codage pour les groupes de discussion	190
Annexe 11- Arborescence de codage pour les entrevues individuelles.....	191
Bibliographie	192

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 2.3.2A : LES TECHNOLOGIES AGRICOLES UTILISÉES EN HAÏTI.....	53
TABLEAU 2.3.2B : IMPACTS DE CERTAINS SERVICES SUR LE REVENU DES PAYSANS	56
TABLEAU 2.3.3 : DISPONIBILITÉS DE TERRES ARABLES EN HAÏTI DE 1983 À 1990.....	59
TABLEAU 2.4.1 : ESTIMATIONS DE LA REPARTITION DE LA DIASPORA HAÏTIENNE DANS LE MONDE.....	66
TABLEAU 3.1.1 : IDENTIFICATION DES INFORMATEURS CLÉS-LEADERS DE LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE À OTTAWA- GATINEAU.....	75
TABLEAU 3.1.2 : PÉRIODES DE COLLECTE DE DONNÉE PAR LE BIAIS DE GROUPE DE DISCUSSION.....	76
TABLEAU 3.1.2.1A : NIVEAUX D'ÉDUCATION DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION.....	80
TABLEAU 3.1.2.1B : CATÉGORIES D'IMMIGRATION DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION	81
TABLEAU 3.1.2.1C : STATUTS D'EMPLOI DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION	82
TABLEAU 3.1.3 : PÉRIODES DE COLLECTE DE DONNÉE PAR LE BIAIS D'ENTREVUE INDIVIDUELLE	87
TABLEAU 3.1.3.1A : NIVEAUX DE SCOLARITÉ DES PARTICIPANTS ET CATÉGORIES D'IMMIGRATION DES PARTICIPANTS AUX ENTREUVES INDIVIDUELLES.....	88
TABLEAU 3.1.3.1-B : STATUTS D'EMPLOI ET REVENUS PAR MÉNAGE DES PARTICIPANTS AUX ENTREUVES INDIVIDUELLES.....	89
TABLEAU 3.1.3.1C : RÉGIONS D'ORIGINE DES PARTICIPANTS AUX ENTREUVES INDIVIDUELLES	89
TABLEAU 4.1.1 : FRÉQUENCES DES THÈMES SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DANS LES GROUPES DE DISCUSSION	95
TABLEAU 5.1.1.1 : TYPES DE CULTURES DANS LES VILLES RURALES D'ORIGINE DES PARTICIPANTS	125
TABLEAU 5.2.2A : NIVEAUX DE SCOLARITÉ ET CATÉGORIES D'IMMIGRATION DES PARTICIPANTS AUX ENTREUVES INDIVIDUELLES.....	155
TABLEAU 5.2.2B : LES PRINCIPAUX FACTEURS QUI ONT MENÉ À LA MIGRATION DES PARTICIPANTS AUX ENTREUVES INDIVIDUELLES.....	156

LISTE DES GRAPHIQUES ET CARTES

GRAPHIQUE 2.2 : POPULATION DES CHEFS-LIEUX DES DÉPARTEMENTS HAÏTIENS EN 2003 (DONNÉES LES PLUS RÉCENTES).....	45
CARTE 2.2 : LE DEGRÉ D'ACCÈS À L'ÉDUCATION EN HAÏTI.....	46
CARTE 2.3.1 : LA VULNÉRABILITÉ AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE MONDE.....	50
GRAPHIQUE 2.3.2 : CLASSES ÉCONOMIQUES HAÏTIENNES EN FONCTION DE LEUR APPARTENANCE URBAINE OU RURALE.....	52
CARTE 2.3.2 : RÉSEAU ROUTIER D'HAÏTI	54
GRAPHIQUE 2.3.4 : CARACTÈRE MULTIDIMENSIONNEL DE LA PAUVRETÉ EN HAÏTI SELON LA LITTÉRATURE CITÉE CI-DESSUS.....	64
GRAPHIQUE 2.4.2-A : NOMBRE D'IMMIGRANTS D'ORIGINE HAÏTIENNE AU CANADA PAR PÉRIODE D'IMMIGRATION.....	67
GRAPHIQUE 2.4.2-B : CATÉGORIES D'IMMIGRATION DES HAÏTIENS AU CANADA.....	68
GRAPHIQUE 3.1.2.1 : CATÉGORIES D'ÂGE DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION	80
GRAPHIQUE 3.1.2.1 : REVENUS ANNUELS PAR MÉNAGE DES PARTICIPANTS AUX GROUPES DE DISCUSSION	83
GRAPHIQUE 3.1.3.1 : CATÉGORIES D'ÂGE DES PARTICIPANTS AUX ENTREVUES INDIVIDUELLES.....	87
GRAPHIQUE 4.1.1 : TYPES DE FACTEURS QUI INFLUENCENT LA DÉCISION D'IMMIGRATION DES POPULATIONS URBAINES.....	95
FIGURE 4.2.2 : CERCLE VICIEUX QUE VIVENT LES POPULATIONS RURALES HAÏTIENNES.....	111
CARTE 5.1.1 : LE RÉSEAU ROUTIER MENANT AUX VILLES RURALES D'ORIGINE DES PARTICIPANTS	121
GRAPHIQUE 5.1.2 : ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DES VILLES RURALES, AINSI QUE LES FRÉQUENCES DE MENTION LORS DES ENTREVUES INDIVIDUELLES.....	128
GRAPHIQUE 5.1.2.4 : DÉTÉRIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES ZONES RURALES DES PARTICIPANTS.....	141
TABLEAU 5.1.3 : LIENS ENTRE LA DÉFORESTATION ET LES FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES.....	143

INTRODUCTION : PROBLÉMATIQUE, QUESTION DE RECHERCHE ET JUSTIFICATIONS

À l'échelle planétaire, des millions de personnes font face quotidiennement à des conditions environnementales précaires : pollution atmosphérique, manque d'eau potable, sécheresses répétitives, érosion du sol, inondations, etc. (McAdam, 2012 ; GIEC, 1995). Ces perturbations ont des conséquences majeures à de nombreux niveaux, notamment en agriculture, en sylviculture et en santé publique (GIEC, 2007). Plusieurs chercheurs soulignent que ce type de perturbations environnementales ne cesseront d'augmenter en nombre ainsi qu'en intensité dans le futur en raison des changements climatiques globaux (Paskal, 2007 ; GIEC, 2007 ; Gemenne et coll., 2012 ; UNFPA, 2009). Cette situation s'avère particulièrement préoccupante dans les pays en voie de développement¹, tels qu'Haïti, dont la vulnérabilité de la population, surtout rurale, aux changements climatiques est élevée en raison notamment de sa position géographique (State of the Planet, 2010) et de la faiblesse institutionnelle (Pender, 2008).

Étant donné la gravité des enjeux environnementaux, il apparaît pertinent de se questionner sur le rôle de ceux-ci dans les processus de la migration internationale, particulièrement en ce qui concerne les pays qui reçoivent un grand nombre d'immigrants comme le Canada. En effet, ce dernier représente l'une des principales destinations de migration pour de nombreuses communautés, dont la communauté haïtienne (Association d'études canadiennes, 2011). Plus précisément, nous nous questionnons sur le rôle des changements environnementaux (inondation, glissement de terrain, sécheresse, érosion, pollution, etc.),

¹ Dans la présente thèse, nous avons décidé d'utiliser les expressions communément jugées péjoratives pays en « voie de développement » et pays « développés » afin de concorder avec les termes utilisés dans d'autres recherches liées à notre sujet d'étude.

dans le pays d'origine, lors de la prise de décision d'immigrer au Canada. Dans le présent projet d'étude, nous nous intéressons à la communauté haïtienne établie à Ottawa-Gatineau et à Montréal. De plus, ce projet de recherche porte une attention particulière au rôle potentiel des classes et réseaux sociaux dans les stratégies d'immigration de la communauté haïtienne.

Il est à noter que ce projet d'étude s'inscrit dans le cadre d'un plus large projet mené par Dr Robert McLeman de l'Université Wilfrid Laurier et les Drs Luisa Veronis et Nadia Abu-Zahra de l'Université d'Ottawa, intitulé « Influences environnementales et migration internationale au Canada » subventionné par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), qui examine d'autres communautés immigrantes. Ainsi, notre cadre conceptuel s'inscrit également dans ce large projet de recherche.

Dans le cadre de la présente étude, on entend par « changement environnemental » des variabilités environnementales engendrées par des processus naturels et/ou par des activités humaines, qui altèrent les conditions environnementales immédiates des populations. Cette définition comprend donc comme « changement environnemental » les inondations, érosions, sécheresses, déforestations, pollutions atmosphériques et insalubrités et autres phénomènes engendrés par le manque de planification et/ou croissance rapide de la population et/ou surpopulation. Les impacts humains et matériels des changements environnementaux sont évalués par la communauté scientifique par le concept de vulnérabilité (McLeman, 2010; Adger, 2006). En conséquence et dans le cadre de cette thèse, nous adhérons à la définition suivante du concept d'« adaptation », proposée par GIEC (2007) :

Le degré par lequel un système [une région] risque de subir ou d'être affecté[e] négativement par les effets néfastes des changements climatiques, y compris la variabilité climatique et les phénomènes extrêmes. La vulnérabilité dépend du caractère, de l'ampleur, et du rythme des changements climatiques auxquels un système est exposé, ainsi que de sa sensibilité, et de sa capacité d'adaptation.

Face aux divers changements environnementaux ainsi qu'au degré de vulnérabilité, les populations se voient obligées de s'adapter à de telles conditions. Les mesures d'adaptation varient non seulement selon les types de changements environnementaux et du degré de vulnérabilité, mais également selon des facteurs socioéconomiques, du capital humain et des conditions économiques (McLeman, 2010; Smit and Pilifosova, 2003). En conséquence, dans la présente thèse nous considérons la migration comme un moyen d'adaptation, tel que considéré par plusieurs académiques (McLeman and Smit, 2006; Perch-Nielsen et al., 2008; Tacoli, 2009)

1-PROBLÉMATIQUE ET QUESTION DE RECHERCHE

Sur la scène internationale, les discussions au sujet de l'environnement et des déplacements de population suscitent des débats farouches concernant, premièrement, la terminologie utilisée afin de définir les populations déplacées par des facteurs environnementaux, et deuxièmement, leur gouvernance par des politiques nationales et internationales visant à contrôler leurs déplacements. Ces débats apparaissent problématiques dans un contexte où il existe un manque flagrant de données empiriques sur les populations déplacées par des changements environnementaux, et ce particulièrement concernant la migration internationale. Actuellement, il n'existe que quelques études empiriques à ce sujet, dont la majorité s'inscrit dans le cadre du projet *Environmental Change and Forced Migration Scenarios* (EACH-FOR, 2009) financé par la Commission Européenne.

Ce projet de recherche s'inscrit précisément au sein de ces lacunes observées dans les études empiriques actuelles sur l'environnement et la migration internationale. D'où l'émergence de notre principale question de recherche ainsi que trois sous-questions :

Quel a été le rôle de facteurs environnementaux dans la prise de décision d'immigration au Canada chez les immigrants d'origine haïtienne établis à Ottawa-Gatineau et à Montréal?

De cette question principale émergent trois sous questions :

Comment est-ce que les facteurs environnementaux interagissent avec d'autres facteurs d'importance (politiques, économiques et sociaux) ?

Quelles sont les stratégies d'immigration utilisées par les Haïtiens établis à Ottawa-Gatineau et à Montréal dans le contexte des changements environnementaux?

Comment est-ce que ces stratégies d'immigration sont influencées par les facteurs de classes et réseaux sociaux ?

2-PERTINENCE ET JUSTIFICATION DU PROJET DE RECHERCHE

La présente étude vise en premier lieu à analyser les liens potentiels entre les facteurs environnementaux et la migration internationale, puisque le peu d'études faites à ce sujet se limite à la migration interne et/ou au déplacement international des réfugiés, particulièrement en ce qui concerne leur gouvernance. De plus, contrairement à la grande majorité des études de migration, nous envisageons d'étudier la question depuis le pays d'accueil des immigrants (le Canada, en ce qui nous concerne), et non au pays d'origine, ce que peu d'études ont fait jusqu'à présent. En conséquence, nous serons mieux en mesure de percevoir l'existence de migrants environnementaux internationaux, un sujet jamais étudié au Canada. En deuxième lieu, ce projet cherche à jeter un éclairage novateur sur les interactions et les relations des facteurs environnementaux avec d'autres facteurs d'importance (économiques, politiques et sociaux) afin d'étudier pleinement le rôle de

l'environnement dans la décision d'immigration. En dernier lieu, cette recherche prévoit analyser les types de stratégies d'immigration des individus en se questionnant sur les influences des classes sociales et des réseaux sociaux dans le choix du processus d'immigration au Canada.

Afin d'effectuer ce projet de recherche, nous nous sommes intéressés à la communauté haïtienne établie à Ottawa-Gatineau et à Montréal pour diverses raisons. Tout d'abord, Haïti est un pays où les perturbations environnementales sont très importantes en raison de sa localisation géographique en plein cœur de la ceinture des tempêtes tropicales, et de ses contraintes anthropogéniques (déforestation aigüe, pollution des cours d'eau, dégradation du sol, etc.). Ces perturbations environnementales affectent beaucoup la population haïtienne, et particulièrement les populations rurales, qui représentent la majorité, sinon la moitié de la population (Rural Poverty Portal, 2013 ; Échevin, 2011 ; FAO, 2013). De plus, les vagues ultérieures de migrants haïtiens au Canada, plus précisément à Montréal, ont été catégorisées principalement de migrants « politiques » (Crues, 2012), ce qui nous amène à nous questionner sur une possible modification du qualificatif utilisé pour les décrire. Ainsi, ce projet cherche à jeter un regard environnemental sur la migration haïtienne au Canada. Quant au choix du lieu d'établissement, la région d'Ottawa-Gatineau s'inscrit dans le cadre du projet « Influences environnementales et migration internationale au Canada » dont le but est d'étudier plusieurs communautés culturelles d'Ottawa-Gatineau ainsi que de Toronto. En ce qui concerne la métropole de Montréal, elle se justifie par le fait qu'en 2001, Montréal constituait la ville de résidence à plus de 65 mille résidents d'origine haïtienne (Statistique Canada, 2011a)

De plus, il est important de mentionner que nos résultats d'analyse, tirés des entrevues avec les membres de la communauté haïtienne d'Ottawa-Gatineau et de Montréal sont bien évidemment à l'image des critères de sélection des politiques d'immigration canadienne qui ont en quelque sorte présélectionné notre bassin de participants. Ces politiques migratoires favorisent la migration des personnes relativement jeunes qui sont dans la capacité d'intégrer facilement le marché du travail de par leurs connaissances acquises dans leurs pays d'origine et qui contribuent à la croissance économique du Canada (Gogia et Slade : 2011). Ce type de sélection influence donc les résultats de l'ensemble de nos entrevues puisqu'il affecte le bassin de participants potentiels en baissant le nombre des candidats qui ne correspondent pas aux critères de sélection canadiens, notamment, les populations les moins instruites et celles présentant de faibles revenus vivant dans les zones rurales haïtiennes. Ces populations marginalisées en Haïti sont celles qui risquent le plus d'être affectées par les changements environnementaux de par leur vulnérabilité accrue aux changements environnementaux (Marchiori et coll., 2012 ; Feng et coll., 2010). Dans ce contexte, il est important de souligner que nos résultats de recherche présentés aux chapitres quatre et cinq sont inévitablement influencés par les politiques d'immigration canadiennes qui ne reconnaissent pas les facteurs environnementaux comme cause de migration.

Dans la présente thèse, nous soutenons que la migration environnementale est un sujet d'étude qui a besoin d'être examiné non pas en isolation, mais plutôt en combinaison avec les facteurs non environnementaux d'ordre social, économique et politique. Tout au long de ce projet de recherche, nous questionnerons la pertinence de la séparation des différents facteurs d'influence dans la décision de migration en exposant les relations complexes qui

lient ces divers facteurs (sociaux, économiques, politiques et environnementaux). Ainsi, le premier chapitre présente et discute des recherches empiriques effectuées sur la migration et l'environnement, en portant une attention particulière aux impacts des changements environnementaux sur les zones urbaines et rurales.

Le chapitre deux présente les événements historiques clés d'ordre social et politique d'Haïti, notre étude de cas. Cette mise en contexte est primordiale dans cette thèse, car elle est au centre de notre compréhension des enjeux socio-économiques et politiques évoqués par les participants dans les chapitres ultérieurs. De plus, ce chapitre présente quelques données démographiques actuelles découlant inévitablement du contexte politique et socio-économique d'Haïti.

Le chapitre trois présente de son côté le cadre méthodologique que nous avons appliqué à ce projet de recherche. Ainsi, les groupes de discussion et les entrevues sont présentés comme étant deux méthodes de recherche complémentaires. Les groupes de discussion détaillent l'image globale des facteurs menant à la migration et exposent la vulnérabilité des populations rurales aux changements environnementaux. De là, les entrevues individuelles se concentrent sur les zones rurales en étudiant en profondeur les types de changements environnementaux et leur influence dans la prise de décision d'immigration. De plus, ce chapitre présente le profil détaillé des participants.

Le chapitre quatre arbore quant à lui la présentation et l'analyse des résultats des groupes de discussion principalement composés de migrants d'origine urbaine maintenant installés à Ottawa-Gatineau. Dans ce chapitre, nous essayons d'écarter les relations complexes entre les impacts des facteurs environnementaux et les facteurs non environnementaux

(socio-économiques et politiques). De plus, ce chapitre présente les stratégies d'immigration des populations urbaines ainsi que le rôle primordial des classes sociales qui permet facilite une migration internationale, particulièrement pour le Canada.

Le chapitre cinq présente et analyse quant à lui les résultats des entrevues individuelles menées avec des immigrants haïtiens d'origine rurale vivant à Montréal. Ainsi, ce chapitre dévoile la vulnérabilité de ces populations face à plusieurs types de facteurs environnementaux et son exacerbation par la faiblesse institutionnelle et la quasi-absence de services considérés comme étant de base (électricité, eau potable, institutions scolaires et de santé, etc.) de plus, ce chapitre démontre la complexité des interactions entre les facteurs environnementaux et non-environnementaux. En outre, ce chapitre discute des stratégies de migration nationale et internationale (Port-au-Prince et le Canada) des populations rurales. Finalement ce chapitre se concentre particulièrement sur le rôle des classes sociales et des réseaux sociaux dans le soutien financier et social, spécialement pour les destinations internationales.

Enfin, la conclusion de cette thèse de maîtrise présente nos principaux apports et nos principales conclusions en mettant en évidence la nécessité de comprendre la migration environnementale comme un « processus inter-actif » entre différents facteurs d'influence.

CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT ET MIGRATION : QUEL LIEN ?

Dans le cadre de ce projet de recherche, il est primordial d'effectuer une revue de littérature concernant les études empiriques faites au sujet de l'environnement et la migration. Ainsi, ce chapitre présente en premier lieu les principaux arguments des deux écoles de pensée (les alarmistes et les minimalistes) dans l'étude de la migration environnementale, afin d'être en mesure par la suite de situer nos résultats dans ce débat. De plus, ce chapitre discute des principaux facteurs environnementaux qui affectent les zones urbaines et rurales. Cela dit, puisque nous nous intéressons principalement aux populations rurales, cette section porte une attention particulière aux types de facteurs environnementaux qui affectent les zones rurales ainsi que le rôle des classes sociales et des stratégies de migration de ces populations. En dernier lieu, nous exposons la variété et complexité des facteurs qui rentrent en compte dans la migration des populations ainsi que l'interprétation de ces dernières du concept d'« environnement ».

1.1 LES DÉBATS CONCERNANT LA MIGRATION ENVIRONNEMENTALE

Depuis les années 70s, il existe sur la scène internationale un débat continu et tumultueux entre les « alarmistes » et les « sceptiques » concernant la migration environnementale. Les « alarmistes » prédisent des vagues de « réfugiés climatiques » (Hulme, 2008 ; Castles, 2002 ; Black, 1998, 2001 ; Kibreab, 1997) et les « sceptiques », aussi appelés les minimalistes, remettent en question l'appellation même de « réfugiés climatiques » ainsi que les prédictions catastrophiques concernant leur nombre élevé (Barnett et Webber, 2009; Vag, 2007; Castles, 2002). En fait, le nombre de personnes qui ont été et qui seront déplacées ou forcées de migrer dans le futur – en raison de facteurs liés à l'environnement

– diffère considérablement en fonction des publications des différents chercheurs et institutions (organisations internationales, ONGs, associations caritatives, etc.) s’y étant intéressés. Ce nombre varie ainsi de 24 à 700 millions de personnes². Ce manque de cohérence à ce sujet s’explique, d’après les sceptiques, par l’insuffisance évidente de recherches empiriques sur l’environnement et la migration internationale. Ce manque de recherches empiriques cause la spéculation alarmiste de la grande majorité de ces estimations (Black et coll., 2008). Néanmoins, quel que soit le nombre exact de personnes affectées par les changements environnementaux, et au regard des évidences scientifiques sur les impacts des changements climatiques (GIEC, 2007), il est certain que ce nombre n’est pas négligeable (Marchiori et Schumacher, 2011), ce qui justifie l’étude attentive de ce sujet.

En ce qui concerne l’appellation des personnes affectées par les perturbations environnementales, le consensus est également loin d’être atteint. Dans le monde académique, on réfère à cette catégorie de personne de diverses manières (réfugiés climatiques, réfugiés écologiques et migrants environnementaux), sans toutefois arriver à un consensus sur l’appellation la plus appropriée. D’un côté, la littérature actuelle réfère à cette catégorie de personnes comme étant uniquement des « réfugiés climatiques » (Biermann et Boas, 2008, 2010; Christian Aid, 2007; Myers, 1993, 2002, 2005; Conisbee et Simms, 2003; Jacobson, 1988). Cette expression a été mentionnée pour la première fois par Essam El-Hinnawi dans son rapport à l’intention du Programme des Nations Unies

²Voir par exemple : Piguet (2013); Biermann et Boas (2010), McLeman (2010), Warner (2010), Boano et Morris (2008), Stern (2007), Kolmannskog (2008), GIEC (2007), Friends of Earth (2007), Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) (2008), Bates (2002), Myers (2002, 2005), Kibreab (1997), Westing (1992).

pour l'Environnement (PNUE) en 1985³. Plusieurs chercheurs, dont Norman Myers, un des auteurs les plus prolifiques au sujet des « réfugiés climatiques », soutient que l'environnement influence directement les flux migratoires actuels et ceux du futur (Christian Aid, 2007 ; Myers, 2002, 2005). L'environnement deviendrait ainsi, pour les alarmistes, le facteur principal, outrepassant les facteurs économiques et sociopolitiques, dans le déplacement de milliers de personnes à l'échelle planétaire. Myers (1993, 2002) explique ce lien de causalité direct entre l'environnement et la migration en insistant sur le fait que l'environnement est étroitement lié à l'état économique d'une région, et par le fait même, au bien-être sociopolitique et parfois même politique d'une population. Ainsi, la dégradation de l'environnement entraîne l'affaiblissement et dans certains cas l'écroulement économique d'une région, ce qui pourrait entraîner selon lui des instabilités sociales et politiques. Ainsi, selon les alarmistes, les principaux facteurs environnementaux qui engendrent des « réfugiés climatiques » sont la désertification, la déforestation, le manque d'eau potable, la salinisation des terres irriguées et la baisse de biodiversité (Piguet, 2013 ; Conisbee et Simms, 2003; Myers, 2002 ; Homer-Dixon, 1999). Myers souligne que :

There are fast-growing numbers of people who can no longer gain a secure livelihood in their homelands because of drought, soil erosion, desertification, deforestation and other environmental problems, together with the associated problems of population pressures and profound poverty. In their desperation, these people feel they have no alternative but to seek sanctuary elsewhere, however hazardous the attempt. (2002:612)

³ D'après cet auteur, le concept de « réfugié climatique » se définit de la manière suivante: « people who have been forced to leave their traditional habitat, temporarily or permanently, because of a marked environmental disruption (natural and/or triggered by people) that jeopardize their existence and/or seriously affected the quality of their life. By "environmental disruption" in this definition is meant any physical, chemical, and/or biological changes in the ecosystem (or resource base) that render it, temporarily or permanently, unsuitable to support human life » (El-Hinnawi, 1985:4).

D'un autre côté, plusieurs chercheurs s'interrogent sur la crédibilité de l'appellation « réfugié climatique » (Hulme, 2008 ; Black, 1998, 2001 ; Kibreab, 1997, et McGregor, 1993 ; Barnett et Webber, 2009). Ces sceptiques font valoir que la migration ne peut être strictement environnementale, car les décisions de migration sont étroitement liées à une multitude d'autres facteurs, incluant les facteurs économiques, politiques et sociaux (Hulme, 2008 ; Castles, 2002 ; Black, 1998, 2001 ; Kibreab, 1997). Donc, pour ces chercheurs, étudier la migration humaine que du point de vue environnemental n'aidera en rien la compréhension *complète et systématique* des facteurs qui poussent réellement les gens à quitter leur lieu d'origine (Hulme, 2008 ; Black, 1998). Donc, d'après Black (1998), se concentrer uniquement sur des causes environnementales agit plutôt comme une forme de distraction et simplification erronée de la complexité des enjeux qui suscitent le déplacement de milliers de personnes. Cet argument est par exemple soutenu par Castles, pour qui :

[t]he term environmental refugee is simplistic, one-sided and misleading. It implies a monocausality which very rarely exists in practice. [Environmental and natural factors] are part of a complex pattern of multiple causality, in which [they] are closely linked to economic, social and political ones. (2002:5)

Lorsque l'environnement constitue un facteur additionnel, mais non le facteur principal, l'expression « migration environnementale » devient plus appropriée pour de telles migrations (Dun et Gemenne, 2008). D'après cette école de pensée, les chercheurs alarmistes ont tendance à concentrer leurs analyses sur le degré de dégradation environnementale sans toutefois considérer pleinement la complexité des liens entre l'environnement et le développement économique, de même qu'avec les conditions sociopolitiques (Piguet, 2013). Dans ce contexte, Lee (2001) soutient que les interactions entre les facteurs environnementaux (sécheresse, inondation, glissement de terrain, etc.),

les désastres anthropogéniques (déforestation, pollution atmosphérique, contamination des cours d'eau, etc.) et les facteurs politiques (institutions, types de politiques publiques, services obtenus par la corruption, etc.) produisent une forte complexité lorsqu'il est question de la migration. En conséquence, il apparaît difficile d'isoler la ou les causes de déplacement, puisque ceux-ci résultent d'une combinaison complexe de facteurs (Keane, 2004; Lee, 2001). L'interconnectivité de ces facteurs décisionnels dans la migration est, d'après Castles (2002), ce qui explique la présence de différences d'opinions se manifestant dans l'existence de deux écoles de pensées distinctes à ce sujet, soit les alarmistes et les minimalistes. De ce contexte, Black et coll. (2011) proposent un modèle d'analyse de la décision de migration en incluant une variété de facteurs (économiques, politiques, sociaux, démographiques et environnementaux) qui sont dépendant des capacités individuelles et des obstacles/facilités d'ordre institutionnel. Ainsi, d'après ce modèle l'étude de la migration devrait désormais être multicausal puisque tous ces facteurs interagissent simultanément dans le quotidien des gens. De plus, ce modèle représente la migration comme étant le résultat des conséquences négatives de tous ces facteurs sur les conditions de vie des populations.

1.2 LES ÉVIDENCES EMPIRIQUES SUR LA MIGRATION ENVIRONNEMENTALE

Plusieurs chercheurs s'entendent sur le manque de données empiriques important concernant le lien potentiel entre l'environnement et la migration (Alsher, 2011 ; Afifi, 2011 ; Dun, 2011 ; Gila et coll., 2011 ; Gray, 2009). Néanmoins, il existe quelques études empiriques récentes qui mettent en lumière le rôle de l'environnement dans les décisions

de migration de certaines populations dans le monde⁴. Un grand nombre de ces études ont été réalisées sous la tutelle de la Commission européenne EACH-FOR dans 23 régions au monde. Elles apportent donc un éclairage intéressant sur le lien entre environnement et migration que nous abordons dans les sections qui suivent.

1.2.1 ENVIRONNEMENT ET FLUX MIGRATOIRES : UNE RÉALITÉ DES RÉGIONS RURALES

Premièrement, ces études démontrent que l'environnement joue un rôle crucial dans la détermination et la fréquence de migration ainsi que dans la destination (nationale et/ou internationale) des flux migratoires (Gila et coll., 2011 ; Jager, 2009 ; Warner et coll., 2009a, 2009b). Les facteurs environnementaux étudiés se limitent principalement à des régions géographiques marginalisées de pays en voie de développement telles que le Delta Mékong au Vietnam (Dun, 2011), le village de Brong Ahafo, au Ghana (Van Der Geest, 2009), le regroupement de villages à Diamou au Mali (Findley, 1994), le sud des Andes en Équateur (Gray, 2009), la vallée Chitwan au Népal (Shrestha et Bhandari, 2007), les zones rurales du Burkina Faso (Kniveton et coll., 2011), de même que les villages de Garifuna au Honduras (Wrathall, 2012). L'intérêt du choix des régions d'étude est d'exposer la vulnérabilité des populations rurales aux changements environnementaux.

En se basant sur ces études, on constate qu'il existe deux types de facteurs qui expliquent la vulnérabilité de ces populations. Le premier est la localisation géographique du lieu de résidence, qui peut être plus sujette aux perturbations environnementales. Le second est

⁴Voir par exemple : Marchiori et coll. (2012), Shen et Binns (2012), Wrathall (2012), Afifi (2011), Alscher (2011), Dun (2011), Gila et coll. (2011), Kniveton et coll. (2011), Shen et Gemenne (2011), Marchiori et Schumacher (2011), Nicholls et coll. (2011), Gray (2009), Perch-Nielsen et coll. (2008), Reuveny (2007), Shrestha et Bhandari (2007), Sunil et coll. (2007), Henry et coll. (2004). Nous reviendrons en détail sur ces études plus loin.

d'ordre structurel, où le manque d'infrastructures et de programmes venant en aide à ces populations augmente leur vulnérabilité. En ce qui concerne la définition d'un milieu rural, toutes les recherches mentionnées ci-dessus, dont le sujet d'étude est le milieu rural (dont Gemenne, 2011 ; Gila et coll., 2011 ; Henry et coll., 2004), discutent de la migration rurale-urbaine, sans toutefois fournir une définition de ce qu'ils entendent par les termes « régions rurales » et « zones urbaines ». Plutôt, la majorité de ces études (Black et coll., 2011 ; Warner 2010 ; Collin-Chobanian et coll., 2010; Farbotko et Lazrus, 2012) discutent et analysent les définitions des personnes déplacées pour des causes principalement environnementales (migrants environnementaux ou réfugiés climatiques). Ceci dit, à l'analyse de toutes ces études, on constate que les régions rurales sont des lieux où l'on trouve des terres agricoles (Connell, 2012), où l'on y pratique de l'agriculture et de l'élevage (Findley 2011 ; Feng et coll., 2010 ; Perch-Nielsen et coll., 2008) et où les populations mènent un mode de vie basé sur des moyens de subsistance (Gray, 2009).

En outre, un grand nombre d'études empiriques évoque le rôle primordial de la déforestation dans l'augmentation de la vulnérabilité des populations étudiées (Afifi, 2011 ; Alscher, 2011 ; Dun, 2011 ; Henry et coll., 2004). Par exemple, le degré élevé d'absence de couverture végétale en Haïti accentue la vulnérabilité des Haïtiens aux intempéries climatiques plus qu'en République dominicaine (où l'amplitude de déforestation est moindre). C'est pourquoi le passage des tempêtes tropicales sur l'île Hispaniola (Haïti et République dominicaine) cause des pertes humaines et matérielles plus importantes en Haïti qu'en République dominicaine (Alscher, 2011).

Malgré ces perturbations soudaines, de nombreuses recherches (IDDR/IOM, 2012 ; Alscher, 2011 ; Kniveton et coll., 2011 ; Henry et coll., 2004) ont démontré que ce sont

plutôt les changements environnementaux lents qui causent la migration des populations, et non les facteurs brusques. Ces facteurs sont, entre autres, la dégradation du sol, engendrée par la sécheresse, le lessivage et/ou l'érosion du sol. Ce type de conditions environnementales « *makes livelihood strategies based on farming unsustainable* » (Henry et coll., 2004:417). On constate donc que les populations rurales sont également plus sujettes aux effets lents des changements environnementaux, puisque la prévention ainsi que la remédiation aux pertes causées par la dégradation lente de l'environnement ne sont pas faites adéquatement et sont parfois même complètement absentes des pays en voie de développement étudiés. Ainsi, face à un manque d'infrastructure, il revient aux habitants de s'adapter à en se déplaçant prioritairement vers des centres urbains (Alscher, 2011 ; Kniveton et coll., 2011). Ceci est notamment le cas des populations haïtiennes, tel que démontré par Alsher (2011) dans son étude sur l'île Hispaniola ainsi que tel nous en discuterons plus en détail dans les chapitres quatre et cinq.

À ce sujet, Dun (2011:e212) a par exemple affirmé, dans son étude menée sur les inondations au Delta Mékong au Vietnam et la migration vers le Cambodge, que :

migrants, as farmers, are directly affected by repeated flooding, hence the link between flooding and migration is more evident than for the migration decisions of others, such as traders, whose livelihoods are not as directly dependent on the environment.

On constate que les sources de revenus des populations rurales dépendent directement des conditions environnementales. À titre d'exemple, des perturbations dans les cycles de pluies causent des sécheresses et/ou des inondations affectant directement les ressources de survie des ménages ruraux, puisque de telles conditions (sécheresse et inondation) rendent l'agriculture non praticable et causent l'amaigrissement et parfois même la perte de bovins (IDDR/IOM, 2012 ; Alscher, 2011 ; Dun, 2011 ; Henry et coll., 2004). En conséquence,

cela engendre le déplacement massif des populations rurales (majoritairement vers des centres urbains), engendrant ainsi l'exode rural (Alscher, 2011 ; Kniveton et coll., 2011 ; Henry et coll., 2004).

De telles conditions, surtout lorsqu'elles sont combinées avec des facteurs d'ordre sociopolitique et économique (Bogardi, 2010), causeront naturellement le déplacement des personnes affectées. À titre d'exemple, Alscher (2011) argumente que la migration des populations rurales dominicaines et haïtiennes est principalement justifiée par le manque d'infrastructure, particulièrement les infrastructures agricoles. Tel que soutenu par plusieurs chercheurs, ces personnes quittent un lieu défavorisé environnementalement et/ou politiquement-structurellement parlant, vers un autre perçu comme plus favorisé en ces aspects (Marchiori et coll., 2012 ; Alscher, 2011 ; Marchiori and Schumacher, 2011 ; Van Der Geest, 2009 ; Henry et coll., 2004). Dans la grande partie de ces études, la population rurale déplacée par des facteurs d'ordre environnemental choisit les centres urbains comme destination, car, tel qu'argumenté par Dun (2011 :e212) ils sont :

perceived by those migrating to offer more diverse income generating opportunities and stable conditions compared to those in the rural environments [...] and therefore present a stronger pull factor for those who perceive they are at risk if they remain in their place of former residence.

La nature de ces déplacements (temporaires et/ou permanents) dépendra de la période de stress environnemental, du degré de l'absence structurelle et du statut social (Marchiori et Schumacher, 2011).

1.2.2 CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX EN ZONES URBAINES

Il existe peu d'études empiriques sur les impacts des changements environnementaux dans les centres urbains et particulièrement ceux des pays en voie de développement, puisque tel

que prouvé ci-dessus, la majorité des recherches sur l'environnement et la migration se concentre sur les zones rurales. Ce manque de recherche est surprenant puisque depuis 2008, plus que la moitié de la population du globe vit dans les centres urbains (United Nations, 2008) qui sont majoritairement situés, pour des raisons stratégiques (faciliter les échanges de biens et le commerce) en zones côtières (Schiller et coll., 2007). Ainsi, étudier les impacts des changements climatiques dans les milieux urbains devient une nécessité.

Il est également important de mentionner qu'il n'existe pas de définition claire et précise pour les centres urbains et les villes. Il semble exister un consensus non dit concernant ce qu'est une ville et un centre urbain, puisque la grande majorité des études, auxquelles nous ferons référence ci-dessous, ne fournissent pas une définition précise de ces termes clés dans leurs recherches. Ces études sous-entendent plutôt que les centres urbains sont des lieux caractérisés par une grande agglomération ainsi qu'une forte croissance économique. Pour les chercheurs qui ont fourni une définition de ces concepts, cette dernière varie selon les auteurs. Les centres urbains sont appelés des mégavilles par Nicholls (1995) et Rosenzweig et Soleck (2011), et sont définis, par Nicholls (1995) comme des villes dont la population dépasse 8 millions de personnes. Quant au rapport du groupe de recherche de l'Université de Cambridge, il fournit une définition vague de la ville qui se détaille comme suit :

« We define "cities" here in the broad sense to be urban areas, including metropolitan and surrounding suburban regions » (Rosenzweig et coll. 2011 : p.4).

Cela dit, il existe quelques études qui démontrent que les zones côtières de faible altitude sont des zones plus à risque aux changements climatiques et particulièrement aux calamités liées à l'eau, comme l'augmentation du niveau de la mer et les tempêtes par exemple

(OCDE, 2010 ; Schiller et coll., 2007, Rosenzweig et Solecki, 2001 ; Nicholls, 1995). Ajouté à cela, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) ainsi que l' « Urban Climate Change Research Network » de l'Université de Columbia ont tous deux publié des rapports réunissant plusieurs études faites concernant les impacts actuels et futurs des changements climatiques en milieu urbain. On constate ainsi que plusieurs chercheurs (Corfee-Morlot et coll., 2010, Hallegatte et coll., 2010 ; Mansanet-Bataller et coll., 2008) affirment que les changements climatiques affecteront autant les centres urbains des pays développés que ceux des pays en voie de développement. Par contre, le degré de leur « exposure and vulnerability [vary] depending upon the metric used (i.e. population or built infrastructure assets) » (OCDE, 2010 :64). Ainsi, les centres urbains des pays en voie de développement apparaissent comme étant plus vulnérables aux impacts des changements climatiques. De plus, la surpopulation rapide des centres urbains de ces derniers engendre souvent des bidonvilles situés majoritairement dans des zones sensibles aux perturbations climatiques (Rosenzweig et coll., 2011 ; OCDE, 2010 ; Corfee-Morlot et coll., 2010). Ces lieux sont habités par la population la plus démunie, étant donné que ce sont des localités d'habitation moins coûteuse qu'ailleurs en ville (Rosenzweig et coll., 2011 ; OCDE, 2010 ; Corfee-Morlot et coll., 2010) en raison de leur grande vulnérabilité aux aléas environnementaux.

Il devient donc évident que les populations les plus démunies des centres urbains sont celles qui sont les plus vulnérables aux perturbations environnementales exaspérées par le réchauffement planétaire (Rosenzweig et coll., 2011 ; OCDE, 2010 ; Corfee-Morlot et coll., 2010). Tel est le cas par exemple dans les bidonvilles de Mumbai (Schiller et coll., 2007 ; Ranger et coll., 2010) et du Bangladesh (Alam et Rabbani, 2007), où les pertes

humaines et matérielles sont plus grandes chez les résidents des bidonvilles suite à l'augmentation du niveau de la mer et des inondations. Ceci s'explique notamment par le fait que ces populations n'ont pas accès aux ressources (sociales, économiques, institutionnelles, matérielles, etc.) nécessaires afin de « quickly and effectively protect themselves from extreme weather patterns and shifting climatic conditions » (OCDE, 2010 :11). À cela, Ruth et Ibararan (2009) ajoutent que parmi les populations les plus démunies, ce sont principalement les femmes, les enfants et les personnes âgées qui sont les plus sévèrement touchées par les changements climatiques en milieu urbain.

Les changements climatiques peuvent également endommager les infrastructures nécessaires au bon fonctionnement des centres urbains. D'après plusieurs auteurs (Hallegatte et col, 2010 ; Cochran, 2009 ; Mansanet-Bataller et coll., 2008, Alam et Rabbani, 2007 ; Schiller et coll., 2007), les infrastructures urbaines ne sont généralement pas conçues pour faire face à des événements environnementaux extrêmes, et ce, particulièrement dans les pays en voie de développement où le manque de ressources ne permet pas des investissements physiques et institutionnels permettant de protéger adéquatement les populations. Ibararán et coll. (2009) ont également souligné que cette situation met en place un cercle vicieux de vulnérabilité aux changements environnementaux et de pauvreté chez les populations des pays en voie de développement.

En se basant sur les rapports de l'OCDE et du GIEC (GIEC, 2007), on constate qu'il existe deux principaux types d'impacts environnementaux dans les centres urbains liés aux changements climatiques. Premièrement, les vagues de chaleur dans les villes seront plus fréquentes et intenses dans les zones urbaines que dans les régions rurales (Patz et coll. 2005). Ceci s'explique d'un côté par l'augmentation de la température engendrée par le

réchauffement planétaire, et de l'autre, par son amplification causée par la présence d'îlots de chaleur urbains. Ces derniers constituent la différence de température d'un milieu urbain et d'une zone rurale environnante (INSPQ, 2009). Les îlots de chaleur urbains sont accentués, entre autres, par les polluants atmosphériques comme le CO₂ (produits principalement par les véhicules) ainsi que par les matériaux de construction (béton, asphalte, etc.) présents en grande quantité dans les centres urbains (OCDE, 2008). De plus, les vagues de chaleur peuvent être intensifiées par l'augmentation de l'utilisation d'équipement de refroidissement comme les climatiseurs (OCDE, 2010). Ainsi, tous ces facteurs engendrent l'augmentation de la température de centres urbains de 3,5 à 4,5⁰C par rapport aux zones rurales (OCDE, 2010), ce qui augmentera le nombre de décès lié à la chaleur.

En deuxième lieu, et d'après les prédictions du GIEC (2007), les métropoles côtières feront face à l'élévation du niveau de la mer « due to melting land-based glaciers and polar ice caps [...] We adopt a common projected projected sea-level rise of 50 centimetres by 2050, although local variations in land subsidence will affect the relative sea-level rise in each location. » (Schiller et coll., 2007:43). Ce changement dans le niveau de la mer augmentera la fréquence et la sévérité des inondations, ce qui accroîtra les risques de contamination des sources d'eau potable de même que les risques de propagation des maladies transmises par l'eau (OECD, 2008; Miller and Yates, 2006). En outre, d'après plusieurs chercheurs, dont Bemenne (2009) et Rosenzweig et coll. (2011), la combinaison de l'augmentation et le réchauffement de la mer entrainera l'augmentation de l'intensité des tempêtes tropicales. Ceci n'affectera pas uniquement les populations urbaines, mais également les infrastructures physiques comme les routes, les établissements produisant de

l'énergie et les moyens de communication ; ainsi que les infrastructures sociales, telles que les institutions gouvernementales, de santé et d'éducation (Hitchcock, 2009).

Il devient ainsi apparent que les divers impacts engendrés par les changements environnementaux dans les milieux urbains, comme les vagues de chaleur, les élévations du niveau de la mer, les inondations, les manques d'eau potable et les propagations de maladies, affectent majoritairement les populations pauvres. À l'intérieur de ce processus de vulnérabilisation aux changements climatiques, la classe sociale semble également jouer un rôle primordial dans le degré de vulnérabilité des populations de milieux urbains aux changements climatiques ainsi que dans leurs stratégies potentielles d'immigration.

1.2.3 LA MIGRATION ET LES CLASSES SOCIALES

La majorité des études empiriques concernant l'environnement et la migration soulignent l'influence du statut social sur le processus de migration. Gray (2009), par exemple, démontre que les changements environnementaux rapides des régions rurales des Andes (Équateur) suscitent deux types de migration : la migration interne et la migration internationale dépendamment du statut social. De ce fait, lors d'un stress environnemental, les stratégies de migration (destination, moyens de transport, membre de ménages, etc.) diffèrent selon la possession ou pas de propriétés foncières (Gray, 2009). En conséquence, les membres des ménages des classes aisées (possédant des propriétés foncières) sont non seulement plus aptes à migrer ensemble, mais ils ont également tendance à migrer directement vers des destinations internationales. Il est important de noter que le rôle de la classe sociale dans la migration est complexe, puisque les études de Dun (2011) auprès des populations du Delta Mékong au Vietnam révèlent que les propriétaires de terres agricoles ont tendance à rester. Cela dit, les deux études indiquent que les membres des ménages qui

ne possèdent pas de capital important ou de titres de propriété sont moins en mesure de migrer ensemble et, majoritairement, leur processus de migration s'effectue en plusieurs étapes (Shrestha et Bhandari, 2007). Cette catégorie de population migre vers des destinations locales et nationales, puisqu'elles sont des destinations peu coûteuses avant de tenter de migrer vers des destinations internationales (Gray 2009).

De plus, face à la dégradation de l'environnement qui cause la baisse de revenus des populations rurales (en affectant la production agricole) et face à l'absence de soutien de la part de l'État, la majorité des populations rurales cherchent des sources de revenus alternatives par la migration (Alscher, 2011). Cette stratégie de migration change en fonction du type d'emploi et de la destination. Au Niger, par exemple, ce sont les jeunes hommes des ménages qui migrent à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Les femmes, les personnes âgées ainsi que les enfants restent dans la région d'origine (Afifi, 2011). Shrestha et Bhandari (2007) constatent également la même tendance au Népal.

D'autres études démontrent quant à elles que la migration des femmes est parfois aussi courante que celle des hommes, où elles y occupent des emplois sexués, tels que ménagère, gardienne, aide-soignante, etc. (Alsher, 2011; Marchiori et Schumacher, 2011 ; Nicholls et coll., 2011). Ce premier mouvement de migration est souvent suivi par des procédures de réunification familiale (Alscher, 2011:e178-179). C'était également le cas lors de la sécheresse aiguë au Mali entre 1983 et 1985, où le nombre de femmes qui ont migré des régions rurales vers les centres urbains ou vers des destinations internationales était aussi élevé que celui des hommes (Findley, 1994). Plusieurs études démontrent que, dans le cas

de la migration d'un seul membre du ménage, il s'agit majoritairement de migration circulaire.

De plus, ce type de migration pourrait être vu comme étant une stratégie de réduction de la taille du ménage, et par le fait même, de la quantité de nourriture nécessaire pour le ménage (Findley, 1994 :541). En outre, plusieurs études démontrent l'existence de diverses stratégies de migration pour les enfants de 5 à 7 ans (Gila et coll., 2011 ; Dun, 2011 ; Findley, 1994). En fait, ces derniers sont par exemple envoyés pour étudier et/ou visiter des membres de la famille lointaine (Findley, 1994), intégrés dans des camps d'été afin de leur épargner les grandes périodes de chaleur dans leur village d'origine (Gila et coll., 2011) ou placés dans des refuges contre des intempéries, telles que des inondations, gérées par des ONGs (Dun, 2011).

On constate donc que les stratégies de migration sont diverses et que les facteurs qui les influencent sont complexes. Subséquemment, le rôle de la classe sociale apparaît crucial dans le type de migration des ménages, surtout des régions rurales, puisque non seulement le statut social offre la possibilité de migration, mais il élargit les choix de destinations, incluant des destinations internationales. Quel que soit le type de migration (locale, nationale, internationale, temporaire et/ou circulaire), elles constituent irréfutablement un moyen d'adaptation aux changements environnementaux (sécheresse, inondation, etc.) et le statut social influence le processus de migration à divers niveaux, incluant la sélection du nombre de migrants dans un ménage ou sa destination finale.

1.2.4 COMPLEXITÉ DES FACTEURS ENGENDRANT LA MIGRATION

Les principales conclusions des études empiriques démontrent également la difficulté à cerner le type de facteur déclencheur de la migration en raison de la complexité du phénomène⁵. L'interconnectivité de divers facteurs dans le déclenchement de la migration se concrétise par la difficulté à séparer les facteurs environnementaux des facteurs sociopolitiques et économiques. Malgré l'insécurité et la dégradation environnementale dans leur lieu d'origine, la majorité des participants aux études mentionnées ci-dessus ne justifie pas leur déplacement principalement par des raisons environnementales. Ces derniers justifient d'abord leur migration en évoquant des facteurs sociopolitiques et/ou socioéconomiques (Afifi, 2011 ; Alscher, 2011 ; Dun, 2011 ; Gila et coll., 2011 ; Kniveton et coll., 2011).

Que ce soit chez la communauté hondurienne (Wrathall, 2012), les paysans du Niger (Afifi, 2011), chez les Touaregs du Sahara (Gila et al, 2011), chez les paysans vietnamiens du Delta Mékong (Dun, 2011), chez les populations rurales haïtiennes et dominicaines (Alscher, 2011) ou chez les habitants de la vallée Chitwan au Népal (Shrestha et Bhandari, 2007), les facteurs environnementaux ne semblent pas constituer la raison principale de leur déplacement. En fait, la majorité des répondants n'associent pas directement leurs difficultés économiques et/ou sociopolitiques aux changements environnementaux qui ont eu lieu dans leur région et/ou pays d'origine. Au Burkina Faso par exemple, le manque de pluie a été cité comme étant à la base de la migration que par 27 des 3517 participants à l'étude (Kniveton et coll., 2011). La même conclusion s'applique pour les Dominicains où

⁵ Améliorer le formatage Voir par exemple : Shen et Binns (2012), Afifi (2011), Alscher (2011), Dun (2011), Gila et coll. (2011), Kniveton et coll. (2011), Marchiori et Schumacher (2011), Shen et Gemenne (2011), Gray (2009), Shrestha et Bhandri (2007), Henry et coll. (2004).

l'absence de services sociaux, tels que les écoles et les services de santé, ainsi que les changements de politiques dans le secteur agricole de la part du gouvernement (annulation des subventions pour l'agriculture) constituent les raisons fondamentales expliquant leur migration. Par ailleurs, l'étude menée par Gila et coll. (2011 : e158) montre une fois de plus l'importance des facteurs économiques et sociopolitiques dans la prise de décision de migration. Ces auteurs affirment que :

[t]his means that [Sahrawi] prioritize their goals, putting first the resolution of political matters, and afterwards the environmental ones. In other words, the Sahrawi people would return to their homeland if the political situation changes, even if the environment does not; but not in the opposite case.

Dans ce cas, il devient évident que la grande majorité des personnes affectées par des changements environnementaux associe leur migration aux impacts de ces changements (sécheresse, inondation, dégradation du sol, érosion, glissement de terrain, etc.) sur leur situation économique et celle de leur village en général (Kniveton et coll., 2011). De ce fait, nous pouvons nous questionner sur la manière d'étudier la migration et l'environnement, puisque le rôle des facteurs environnementaux même diffère en fonction des perceptions des populations étudiées.

1.2.4 LES INTERPRÉTATIONS DU CONCEPT D'« ENVIRONNEMENT »

En se basant sur ces études empiriques, on constate que le concept d'« environnement » en soi n'est pas facile à définir. Tout d'abord, la perception des changements environnementaux varie selon les régions du monde étudiées. Dans ces études, la conception de ce que constitue l'« environnement » change constamment : il s'agit de la sécheresse au Sahara occidental (Gila et coll., 2011) et au Sénégal (Findley, 1994), de la déforestation ainsi que l'infertilité du sol au Niger (Afifi, 2011) et en Équateur (Gray,

2009), des anomalies climatiques (perturbation du cycle de pluie) au Burkina Faso (Henry et coll., 2004) et en Afrique subsaharienne (Marchiori et coll., 2012), ainsi que de la montée du niveau de la mer dans le monde (Perch-Nielsen et coll., 2008 ; Reuveny, 2007) et aux îles Tuvalu (Shen et Binns, 2012). Autrement dit, toutes ces études s'intéressent au rôle de l'environnement sur la migration, sans toutefois étudier le même type de manifestations environnementales, ce qui rend ces études difficilement comparables entre elles.

Deuxièmement, l'importance de l'environnement dans le déclenchement de la migration varie selon les groupes et les contextes. À titre d'exemple, l'étude menée par Gila et coll. (2011) démontre que les Sahraouis du Sahara occidental vivant à l'étranger, principalement en Espagne, ont accordé plus d'importance aux facteurs environnementaux dans leur décision de migration que les Sahraouis restés dans des camps de réfugiés en Afrique, pour qui l'environnement n'est pas la cause de leur migration. Ces auteurs expliquent cette dissemblance par les contextes socio-économiques et environnementaux différents pour chaque groupe au moment de l'étude.

De surcroît, les participants aux études changent parfois d'avis concernant les causes de leur migration au fur et à mesure que l'entretien avec les chercheurs progresse, démontrant une influence entre les chercheurs et les personnes étudiées. Par exemple, dans certaines études, les participants évoquent des facteurs économiques et politiques au début de l'entrevue, pour modifier par la suite leur argumentation en incluant des facteurs environnementaux. Ceci prouve que les personnes interviewées semblent comprendre les liens de causalité entre les changements environnementaux et l'état économique et

sociopolitique de leur région d'origine et/ou de pays durant le processus d'entrevue (Dun, 2011).

1.3 CONCLUSION

En somme, l'étude des changements environnementaux comme facteur de migration s'avère difficile puisque nous n'avons toujours pas été en mesure d'établir un consensus sur le sujet à l'échelle internationale. Tel que discuté ci-haut, les changements environnementaux varient en fonction du type de perturbation (sécheresse, inondation, montée de l'océan, pollution, etc.) ainsi qu'en intensité selon les régions du monde, ce qui rend les conclusions de plusieurs recherches empiriques à ce sujet non comparables. De plus, les contextes géographiques, sociaux et économiques (qui influencent directement le degré de vulnérabilité des populations) de chaque étude sont spécifiques à sa zone d'étude géographique (pays développé/en voie de développement, régions rurales/urbaines, etc.).

En somme, la migration internationale apparaît comme un sujet difficile à cerner, surtout lorsqu'il s'agit d'analyser l'impact de l'environnement sur la migration internationale. C'est pourquoi nous croyons qu'étudier la question dans les pays de destination des immigrants, tels que le Canada, s'avère utile, surtout en questionnant directement les immigrants quant à l'influence de l'environnement sur leur prise de décision d'immigration (et leur perception du phénomène). Notre projet vise ainsi à fournir des apports empiriques et théoriques sur les liens complexes entre les facteurs environnementaux et non-environnementaux (économiques, politiques, sociaux et structurels).

CHAPITRE 2 : MISE EN CONTEXTE HISTORIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE D'HAÏTI

Dans le cadre de ce projet de recherche, l'histoire politique et économique d'Haïti est primordiale à la compréhension de l'influence des facteurs environnementaux dans la décision de quitter Haïti, puisque, tel qu'argumenté par les sceptiques (Hulme, 2008 ; Castles, 2002 ; Black, 1998, 2001 ; Kibreab, 1997), la perception et le vécu des facteurs sont également influencés par l'état des structures économiques et politiques d'une région donnée. Cette mise en situation nous aide à approfondir notre étude puisqu'elle nous éclaire sur les principaux facteurs qui ont possiblement influencé les conditions de vie des participants à notre étude et nous aide ainsi à mieux comprendre les motifs qui les ont menés à migrer au Canada. Pour cela, ce chapitre se concentre sur la présentation des principaux enjeux historiques de même que de l'évolution et de l'état actuel des sphères politique, économique et sociale du pays. Par la suite, ce chapitre brosse le portrait démographique d'Haïti qui résulte des contextes historiques du pays. De plus, nous enchaînerons avec la mise en contexte environnementale en Haïti, en portant une attention particulière sur les types de facteurs environnementaux qui affectent les populations rurales. Ceci nous permet de mettre en perspective les interactions entre la pauvreté des populations rurales et les impacts des facteurs environnementaux. En dernier lieu, ce chapitre présentera les tendances migratoires des Haïtiens dans le monde, avec un accent sur le Canada et en particulier sur Montréal et Ottawa-Gatineau.

2.1 CONTEXTES POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'HAÏTI

Afin de comprendre la vulnérabilité et la marginalisation de certaines populations en Haïti, notamment celles vivant en milieu rural, il faut tout d'abord remonter jusqu'au 19^e siècle

quand les dirigeants du pays (des soldats qui avaient libéré Haïti de l'esclavage en 1804) avaient maintenu pendant quelque années la division d'Haïti en deux parties, le Nord et le Sud (Ferrer, 2003, Lundahl, 2011). L'État du nord était réservé aux vastes plantations de canne à sucre et de coton hérités de la colonisation, car le relief relativement plat de cette partie du pays facilitait les pratiques agraires par le biais d'esclavagisme envers certaines populations (Lundahl, 2011). Par contraste, l'État du sud était quant à lui le lieu de résidence et de plaisance à la classe dirigeante et donc bourgeoise d'Haïti qui s'identifiaient à la culture européenne, notamment du fait qu'elle est principalement mulâtre (Lundahl, 2011). Il devient évident que cette division géographique a inévitablement engendré une division sociale au sein de la population du pays nouvellement souverain. En conséquence, il a eu une concentration de pouvoir et de richesses parmi une petite proportion de la population haïtienne, une situation qui, d'après Lundhall (2011) a perduré avec le temps jusqu'à nos jours. Aujourd'hui, la classe bourgeoise (celle qui dirige le pays) représente un peu moins de 5 % de la population, mais détient plus de 50 % des richesses du pays (World Bank, 2000), ce qui en fait une des nations les plus inégalitaires au monde (Ortiz et Cummin, 2012).

Cette catégorie de la population possède en général un niveau de scolarité élevé, parle français, habite les centres urbains (principalement la capitale), n'effectue pas de travail manuel et/ou exigeant physiquement et pratique la religion catholique (Lundhal, 2011; Doura, 2001). Comme le rappelle Lundhal, l'haïtien moyen est un « manual worker, illiterate, speaks nothing but Creol, lives in the country-side, [...] practices voodoo and [is] black » (Lundhal, 2011:107). Ce profil correspond à la majorité de la population haïtienne, isolée de la capitale et privée des services de base nécessaires pour mener un niveau de vie

décent, notamment en ce qui concerne l'accès aux établissements d'éducation et aux services de santé, à des logements sécuritaires et abordables, aux systèmes d'assainissement (CIA, 2013 ; Lundhal, 2011).

Un tel contexte historique a mené aux conditions de vie de la grande majorité de la population haïtienne que nous connaissons aujourd'hui, c'est-à-dire une population principalement paysanne et pauvre (59 % de la population totale) (IFDA, 2009 : 51, République d'Haïti, 2004). Cette mise en contexte historique nous aide à mieux comprendre la pauvreté actuellement présente en Haïti, et plus particulièrement dans les départements du Nord et Nord-Est du pays (Verner, 2008). Cette différence est très visible dans l'analyse des revenus des classes sociales. Les données les plus récentes à ce sujet datent de 2001 et démontrent que les 20 % de la population la plus démunie n'a accès qu'à 2 % des retombés économiques du pays, tandis que les 20 % plus riches ont eu accès à 68 % des retombées économiques (Échevin, 2011). De plus, 55,6 % de ménages haïtiens vivaient en 2001 dans l'extrême pauvreté⁶ et 76,7 % dans la pauvreté⁷ (Échevin, 2011). Il est important de spécifier qu'entre 77 % (Échevin, 2011 ; Verner, 2008) et 82 % (Lundahl, 2011) de la population qui vit dans l'extrême pauvreté sont établies en zones rurales avec un revenu par habitant équivalant à un tiers de celui des urbains (Lundahl, 2011 ; Doura, 2001). Ces conditions précaires financières des populations rurales augmentent leur vulnérabilité à tout type de perturbations (politique, économique, environnementale, etc.)

Un second moment historique décisif dans la compréhension des facteurs environnementaux pouvant affecter la décision d'immigration des Haïtiens est la réforme des terres arables de 1809 (Lundahl, 2011). Cette réforme résulte de la coupure du marché

⁶ Définit par la Banque Mondiale (2001) comme étant les personnes vivant avec moins de 1\$ par jour.

⁷ Définit par la Banque Mondiale (2001) comme étant les personnes vivant avec moins de 2\$ par jour.

français aux produits des plantations haïtiennes, ce qui a cessé de générer des revenus pour les soldats-dirigeants de l'époque (Lundahl, 2011 ; Doura, 2001). Ainsi, ces derniers avaient décidé de diviser également les terres de plantations entre la population travailleuse, désormais libre, et de la taxer afin de continuer à avoir un revenu permanent. Cette décision a fait d'Haïti un pays principalement paysan, dépourvue de grandes parcelles de terre (Échevin, 2011 ; Verner, 2008 ; Wiens et Sobrado, 1997). Au fil du temps, les terres sont devenues de plus en plus petites à cause des successions et des héritages. Ceci explique l'existence en Haïti de parcelles de terres arables aussi petites que de 0,5 ha et moins (Verner, 2008). En effet, 77,7 % des exploitations agricoles en 2001 ne dépassaient pas deux hectares (Verner, 2008f). En conséquence, la petite taille des terres d'agriculture est à la base d'une multitude d'enjeux environnementaux auxquels fait aujourd'hui face la population rurale et dont nous discuterons en profondeur plus tard. En outre, la réforme des terres a engendré un changement des types de cultures où la majorité des paysans ont remplacé les cultures de plantes destinées à l'exportation telles que le sucre, le coton et le café, par des cultures de plantes domestiques, comme le manioc, le riz et les haricots pour leur propre consommation (Lundahl, 2011). Ce transfère de type de culture illustre le besoin de la population haïtienne à sécuriser son apport alimentaire de base, avant d'entreprendre la culture de produits de luxe (le café, le sucre, etc.) réservés à l'exportation. Ainsi, lors de perturbations environnementales intenses comme des ouragans et tempêtes tropicales, les impacts peuvent affecter directement la source de subsistance des populations haïtiennes qui dépendent de l'agriculture afin de se nourrir et avoir une source de revenus, où 85 % des revenus de la population rurale active économiquement (IFAD, 2010).

Par conséquent, avec le système de taxation instauré lors de la réforme des terres arables, l'accès au pouvoir était devenu synonyme d'enrichissement rapide et facile. C'est d'ailleurs ce qui explique les courtes durées des périodes présidentielles de plusieurs gouvernements à cause de multiples coups d'État dans l'histoire d'Haïti motivés par l'accès au pouvoir (Delince, 1993). À titre d'exemple, de 1843 à 1915, Haïti a eu 22 présidents, dont 11 sont restés au pouvoir pendant moins d'un an, et quatre sont morts « naturellement » durant leur mandat (Lundahl, 2011). En outre, Lundahl rappelle que

those rulers who managed to stay in office for longer periods succeeded in doing so only because they chose to deliberately invest in extraordinary security measures: police, spy networks, and so on. (2011:8)

Ce contexte d'instabilité politique a créé un mécanisme de sous-développement pour la majorité de la population et un mécanisme d'enrichissement personnel pour la minorité dirigeante (Wind et Kinley III, 1988).

De telles circonstances, il a régné pendant des années en Haïti une ambiance propice aux interactions entre une série de facteurs négatifs qui ont engendré l'instabilité actuelle. Lundahl suggère que cette ambiance est principalement nourrie par les interactions des facteurs de « population growth and soil erosion on the one hand and the kleptocracy which exploited the masses on the other » (2011:8) soulignant de la sorte l'interaction entre facteurs environnementaux et facteurs sociopolitiques. Ces perturbations politiques, sociales et économiques se sont perpétuées bien au-delà du 19^e siècle avec l'occupation états-unienne qui a duré 19 ans et la dictature des Duvaliers pendant 29 ans (François Duvalier de 1957 à 1971 et Jean Claude Duvalier de 1971 à 1986 ; Delince,1993). La longévité de ce dernier régime est le résultat de la réorganisation complète de l'armée ainsi

que la création et l'infiltration de « Tontons Macoutes »⁸ dans toutes les sphères du pays (Muggah, 2013; Lundahl, 2011). Haïti a ainsi vécu une période de perturbation accrue jusqu'à l'élection de Jean-Bertrand Aristide en décembre 1990. La présidence de ce gouvernement n'a pas réussi à durer une année, qu'un autre coup d'État a eu lieu, ce qui replongea Haïti dans une série de courses à la présidentielle (comme au 19^e siècle) jusqu'au milieu des années 2000.

De cette instabilité politique a découlé une grande faiblesse institutionnelle et structurelle, ce qui dicte une ambiance de chaos social, économique et environnemental, dominant le restant du pays et créant une niche propice au désordre social ainsi qu'à la corruption. Aujourd'hui Haïti est un pays fragile de toute part, mais surtout institutionnellement et économiquement, ce qui accroît la vulnérabilité aux facteurs environnementaux. Le GIEC rappelait d'ailleurs à ce sujet que :

Countries with institutional and governance fragilities often lack the capacity to identify and reduce risks and to deal with emergencies and disasters effectively. The recent disaster and problems in coping and recovery in the aftermath of the earthquake in Haiti or the problems in terms of managing recovery and emergency management after the Pakistan floods are examples that illustrate the importance of governance as a subject of resilience and vulnerability. (GIEC, 2012:86)

On constate ainsi le rôle primordial d'un État puissant et d'une économie forte lors de problèmes environnementaux, ce qui n'est pas le cas avec Haïti. Bien au contraire, les Haïtiens et particulièrement les populations rurales sont hautement vulnérables aux perturbations et facteurs environnementaux.

2.2. DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES ET STATISTIQUES D'HAÏTI

⁸ Les «Tontons Macoutes» sont des gestionnaires dans les ministères et institutions publiques et des prêtres et/ou chefs de communes dans les régions rurales et les zones reculées du pays dont la mission était d'intimider et parfois même liquider toute personne qui manifestait une quelconque forme d'opposition vis-à-vis le régime du président Duvalier (Muggah, 2013; Lundahl, 2011)

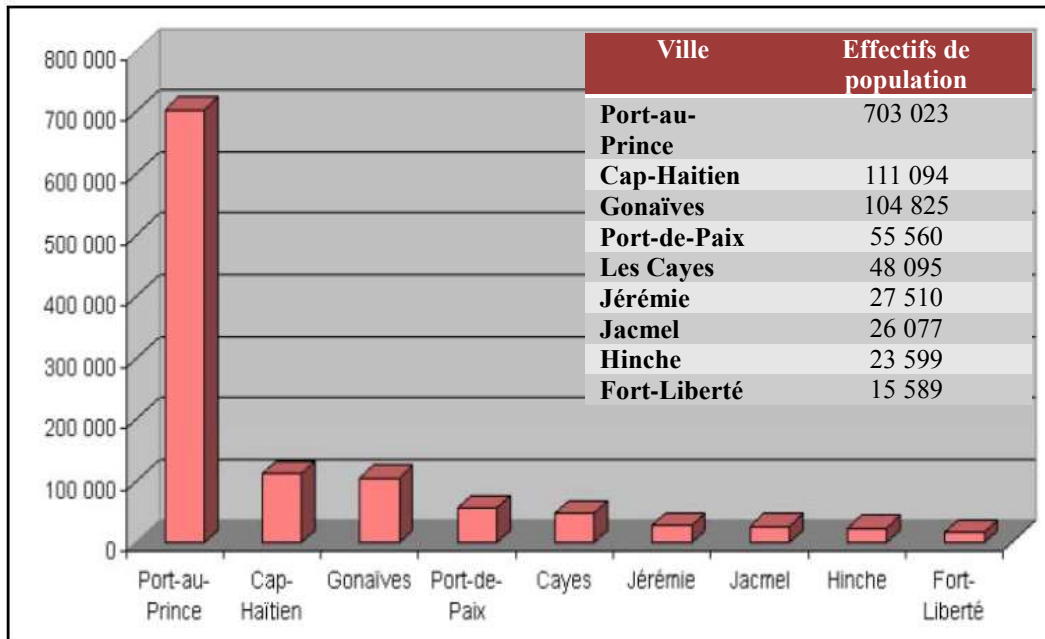
En 2013, la population totale d'Haïti est de 9 893 934 personnes (CIA, 2013). Près de 35 % de la population se situe dans la tranche d'âge de moins de 14 ans, et plus de 53 % de la population se situe entre l'âge de 15 et 64 ans. Cette proportion élevée de jeunes s'explique par le taux de croissance annuelle relativement élevé de près de 2 % (RPP, 2010). À ce sujet, Doura (2001), argumente, qu'une forte croissance démographique dans un pays économiquement pauvre, tel qu'Haïti, est problématique puisqu'une plus grande population augmentera le stress sur les ressources naturelles et sociales disponibles dans le pays.

Tel que discuté ci-dessus, historiquement la grande majorité de la population haïtienne était rurale, et représentait près de 70 % de la population entre les années 1970 et 90 (Doura, 2001; Wind et Kinley III, 1988). En revanche cette dernière a diminué rapidement depuis, à cause de l'exode rural et le pourcentage exact de la population rurale varie, dépendamment des études, entre 50 % (IFAD, 2010; RPP, 2013) et 60 % (Échevin, 2011). Simultanément et en aval à l'exode rural, la population urbaine ne cesse d'augmenter. En fait, cette dernière a doublé de 1971 à 2003, et a plus que triplé depuis 1950 (Échevin, 2011). Quant à la population rurale en Haïti, elle ne cesse de baisser. En 1950, la population rurale constituait près de 88 % de la population. Ce taux a baissé à 60 % en 2003 (République d'Haïti, 2004). Cet exode rural se dirige principalement vers l'unique métropole d'Haïti et sa capitale, Port-au-Prince (PNUD, 2004). Cette dernière attire la grande majorité des migrants ruraux pour y effectuer des études et/ou y trouver des opportunités d'emploi. En conséquence, près de 70 % des population de Port-au-Prince

sont des migrants (Paul, 2008⁹). Par ailleurs, la population de la capitale a cru au point de déborder sur des villes voisines, dont Carrefour, Delmas, Pétion-Ville, Crois-des-Bouquets, et Kenscoff (République d'Haïti, 2004). Aujourd'hui, la population de Port-au-Prince est estimée à 2,14 millions de personnes (21%) (CIA, 2013), ce qui la rend de loin la ville la plus peuplée d'Haïti (voir Graphique 2.2).

⁹ Paul, B. 2008. Migration et pauvreté en Haïti: impacts économiques et sociaux des envois de fonds sur l'inégalité et la pauvreté?.

Graphique 2.2 : Population des chefs-lieux des départements haïtiens en 2003 (données les plus récentes)



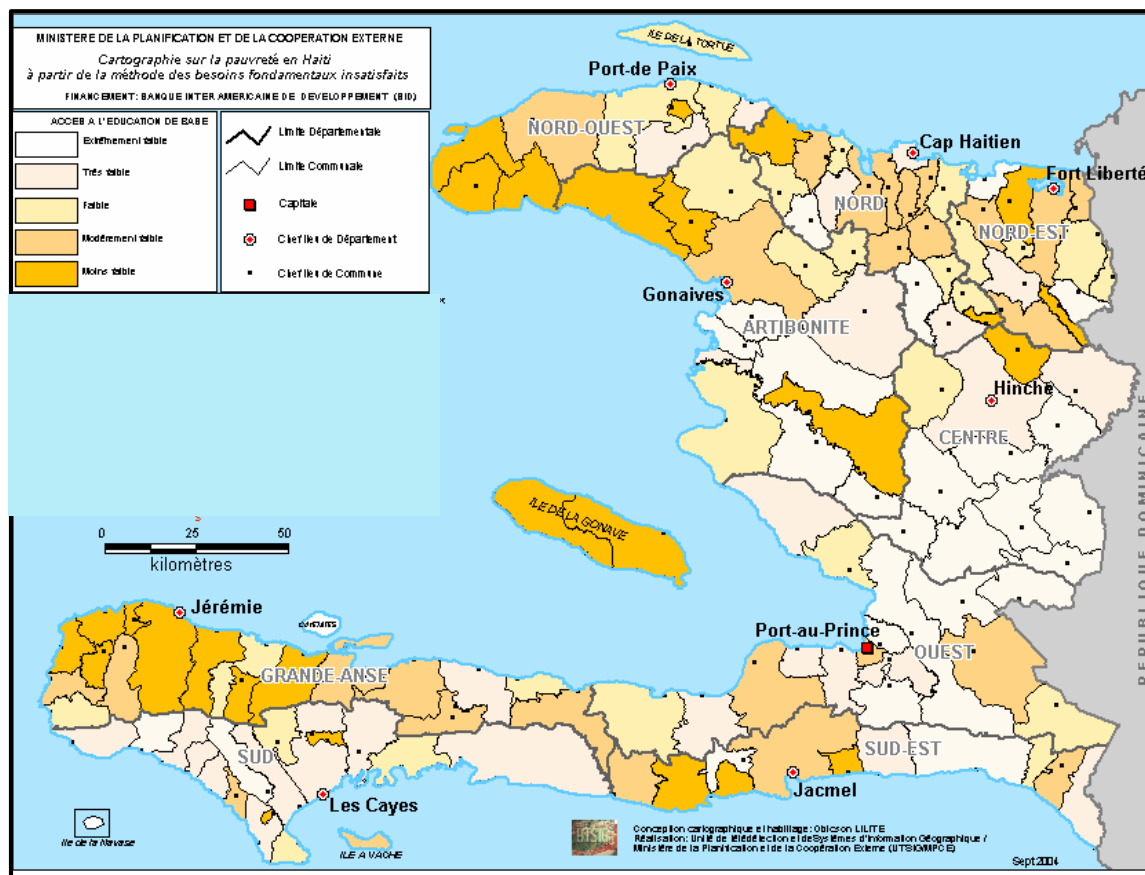
Source : IHSI, dans République d'Haïti, 2004.

En ce qui concerne le niveau et la qualité de vie en Haïti, il existe plusieurs indicateurs sociaux qui laissent paraître que « le pays fait face à un accès très précaire en services sociaux de base tels que l'éducation, la santé, l'eau courante et l'assainissement » (République d'Haïti, 2004). L'espérance de vie des Haïtiens est de 61 ans pour les hommes et 64 ans pour les femmes, ce qui place Haïti à la 186^e place (sur 223 pays) au monde. Un autre indicateur est le taux de mortalité infantile, qui est le plus élevé de la région des Caraïbes avec 58,3/1000 naissances par an (UNDP, 2013c). En parallèle à cela, la mortalité maternelle est parmi les plus élevées au monde avec 5/1000 (République d'Haïti, 2004). En outre, la malnutrition affecte près de 50 % des enfants de moins de 5 ans, et 55 % de la population haïtienne adulte (Banque mondiale, 2001).

Quant à l'éducation, l'accès difficile aux établissements scolaires classe Haïti parmi les derniers pays au monde. La Carte 2.2 illustre les départements du pays où l'accès à

l'éducation primaire et secondaire est extrêmement faible. D'après le PNUD, la durée moyenne de scolarisation est de 4,9 années (PNUD, 2013b). Ceci se reflète sur le pourcentage d'analphabétisme en 2006, où plus de 51 % de la population de plus de l'âge de 15 ans ne sait ni lire, ni écrire (CIA, 2013).

Carte 2.2 : Le degré d'accès à l'éducation en Haïti.



Source : République d'Haïti, 2004.

Par ailleurs, d'après la CIA, en 2008 55 % de la population rurale avait ressenti une amélioration dans l'accès à l'eau potable et seulement 10 % pour le système sanitaire. De plus, seulement 10 % de la population rurale a l'électricité et moins de 8 % a accès à l'eau potable (IFAD, 2010). Combinés, ces principaux facteurs classent Haïti au 161^e rang (sur

187 pays) pour l'Indice du développement humain (IDH)¹⁰. Malgré cela, les variables qui rentrent en compte dans le calcul du IDH ont une tendance à s'améliorer avec le temps (UNDP, 2013b).

Quant aux données économiques d'Haïti, elle possède un PIB par capital de 1,3 \$ états-unien, ce qui la place en 208^e position (sur 229 pays) au monde (CIA, 2013). De plus, 70 % de la population active économiquement travaille dans le secteur primaire (agriculture, pêche, exploitation forestière et minière) (Doura, 2001 :60). Le secteur secondaire compte quant à lui 9 % de la population économiquement active. Ce secteur est principalement constitué de la transformation de matière première pour la production de matériaux de construction. Le secteur tertiaire (service, information, finance, etc.) compte 24 % de la population active économiquement (Doura, 2001 :60-61). On constate que l'agriculture qui est le domaine économique représentant une source de revenus pour la majorité de la population constitue le domaine le plus affecté par les changements environnementaux et climatiques, comme les sécheresses, les inondations et/ou l'érosion. Dans le cas d'une catastrophe environnementale qui engendrera des inondations par exemple, toute activité économique reliée à l'agriculture sera affectée par les pertes des récoltes causées par cet aléa environnemental. En conséquence et inévitablement, une telle situation affectera les secteurs économiques secondaire et tertiaire du pays et se reflètera par de hauts taux de pauvreté. Par ailleurs, actuellement, « 78 % de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue et 56 % dans une pauvreté extrême » (UNICEF, 2013).

¹⁰ Une « mesure composite de la santé, de l'éducation et du revenu présenté dans le premier Rapport sur le Développement humain en 1990 comme une alternative aux évaluations purement économiques des progrès nationaux telles que la croissance du PIB. [...] Les valeurs sont calculés en utilisant les données internationalement comparables les plus récentes » (PNUD, 2013)

2.3 CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL EN HAÏTI

2.3.1 *LES IMPACTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR LA RÉGION DES CARAÏBES ET D'HAÏTI*

Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) mettent en évidence que les perturbations environnementales auront des impacts négatifs particulièrement importants pour les populations des Caraïbes. Le GIEC prévoit « que vers le milieu du 21^e siècle les changements climatiques seront responsables de la réduction des ressources en eau » dans la majorité des îles des Caraïbes (GIEC, 2007a : 13), causant une augmentation du stress hydrique (idem, 69). De plus, le GIEC déclare avec un degré de confiance très élevé

[qu']il est probable [probabilité supérieure à 66 %], que la montée du niveau de la mer exacerbera la submersion, les tempêtes, l'érosion et les autres dangers côtiers, menaçant ainsi les infrastructures vitales qui soutiennent le bien-être socio-économique des communautés insulaires. (GIEC, 2007a : 11)

Il semble ainsi presque inévitable que ces conséquences négatives aient lieu puisque « plus de 50 % de la population [dans cette région] vit à moins de 1,5 km de la côte » (Idem). En conséquence, il y a des répercussions socioéconomiques sur les populations des pays des Caraïbes qui risquent d'être affectés négativement par ces perturbations environnementales. Le GIEC prévoit également une perte allant jusqu'à 38 % du total des plages actuelles des Caraïbes « suite à une montée du niveau de la mer de 0,5 m » (Idem : 69). Ce changement environnemental n'affectera pas uniquement la faune et flore de ces sites, mais également les communautés dont le revenu dépend de la pêche et de l'industrie du tourisme, particulièrement pour les communautés où le gouvernement ne possède pas les ressources nécessaires afin de remédier à ces pertes, telles que le gouvernement haïtien, établissant de la sorte des liens directs entre les conditions environnementales et l'état socioéconomique dans la région des Caraïbes.

Géographiquement, il y a deux facteurs qui accroissent la vulnérabilité d'Haïti aux perturbations environnementales. Le premier est qu'Haïti se situe près du lieu de rencontre des plaques tectoniques des Caraïbes et d'Amérique du Nord ce qui se manifeste en tremblements de terre récurrents, comme ce fut le cas en janvier 2010 (Le portrait de la science, 2011). En deuxième lieu, Haïti se situe dans le corridor des tempêtes tropicales saisonnières¹¹. Les modèles climatiques réalisés par le GIEC (2007b) prévoient qu'en conséquence du réchauffement climatique, les cyclones augmenteront d'intensité et de fréquence, augmentant la vulnérabilité d'Haïti.

L'importance des dégâts est aussi étroitement liée au taux élevé de déforestation dans le pays qui ne cesse d'augmenter : « Haiti's forested land has shrunk from about 75 percent during the colonial era to less than one percent in 2003 » (Regan, 2003 :67). Comme discuté dans la section 1.2.1, les arbres et la végétation agissent comme amortisseurs de ces intempéries en affaiblissant leur intensité et en retenant le sol (Dolisca et coll., 2007), la déforestation extrême accroît l'intensité des perturbations climatiques (tempêtes, ouragans, etc.) pour Haïti. Cette déforestation est causée, entre autres, par la recherche de sources d'énergie, et en premier lieu le charbon de bois (State of Planet, 2012). Cette situation augmente donc la vulnérabilité des écosystèmes et de la population haïtienne.

Ces catastrophes naturelles et perturbations climatiques influencent aussi directement l'économie d'Haïti. Les pertes engendrées que par les quatre ouragans de 2008 équivalent

¹¹ Le pays a été particulièrement touché en 2008 où, dans une période d'un mois, quatre ouragans – Ike, Fay, Hanna et Gustav – ont frappé Haïti (State of the planet, 2013; Oxfam, 2009), causant plus d'un millier de morts, près de 900 000 personnes affectées, de même que des pertes agricoles de 60 % (Oxfam, 2009). Le dernier ouragan qui s'est abattu sur Haïti en 2012, l'ouragan Sandy, a quant à lui causé le déplacement de 10 000 personnes (International, 2012), mettant en évidence le lien entre environnement et mouvements de population dans ce pays.

par exemple à 15 % du PBI annuel d’Haïti (Oxfam, 2009), affaiblissant davantage la croissance économique du pays, ce qui est encore plus problématique dans un contexte où la « [p]roportion de personnes vivant dans la pauvreté (moins de 2 \$ par jour) [est de] 76 % » (Oxfam, 2009). Cette situation entraîne un cercle vicieux où la réponse et la responsabilité faible de l’État aux niveaux économique, politique, institutionnel et/ou juridique augmentent la vulnérabilité aux perturbations environnementales, ce qui affecte en retour la prise de décision de migration des Haïtiens. Ainsi, Haïti était classé en 2011 au premier rang en ce qui concerne la vulnérabilité des pays du monde aux effets des changements climatiques (voir Carte 2.3.1).

Carte 2.3.1 : La vulnérabilité aux changements climatiques dans le monde



Source : Maplecroft. 2011

2.3.2 LA PAUVRETÉ DANS L'ESPACE RURAL

Puisque la présente thèse se penche sur les populations rurales, les prochaines sections traiteront particulièrement les divers enjeux liés aux populations rurales.

Haïti tel que nous la connaissons aujourd'hui, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental (Farmer et coll., 2001¹²), est donc le résultat de plusieurs siècles de troubles politiques qui ont des répercussions dévastatrices au niveau économique, social et environnemental. Aujourd'hui, les régions rurales représentent le lieu de résidence des plus démunies (voir le Graphique 2.3.2). L'agence de Fonds international de développement agricole (IFAD, 2010) a distingué quatre profils de démunis parmi les populations rurales :

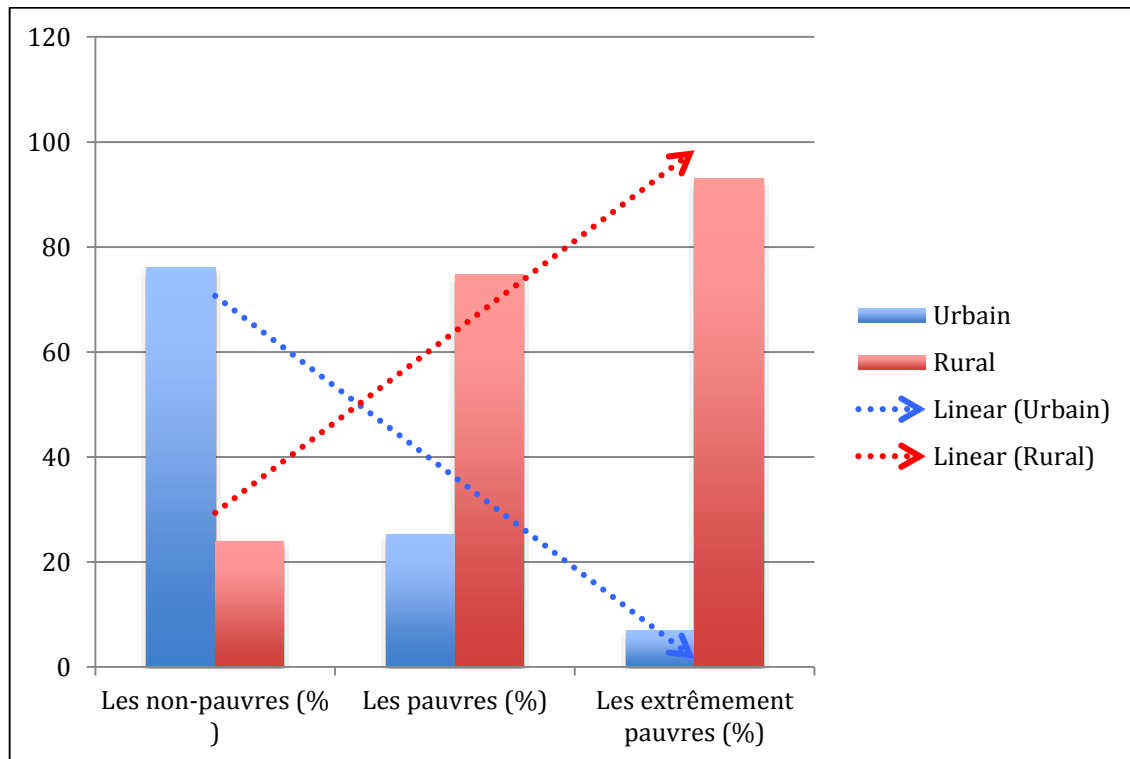
- les femmes qui sont chefs de ménage ;
- les paysans sans terre (locataire de parcelles de terre) ;
- les producteurs de charbon de bois (leur unique source de revenus) ;
- les travailleurs ruraux qui dépendent exclusivement d'un emploi salarié.

Comme en milieu urbain, les inégalités sont aussi importantes en régions rurales (Échevin, 2011, Verner, 2008). En fait, les populations rurales sont surreprésentées parmi les populations pauvres (74,7 %) et extrêmement pauvres (93,0 %) ainsi que parmi les personnes vulnérables à la pauvreté (74,2 %) et ceux vulnérables à l'extrême pauvreté (91,1 %) (Échevin, 2011). Cette différence se manifeste lors des stratégies trouvées afin de pallier à l'absence de l'État haïtien des régions rurales :

L'État oligarchique haïtien n'a jamais pensé le développement du pays dans la mesure où il ne s'est pas préoccupé historiquement de jeter les bases d'une révolution agricole qui aurait favorisé le bien-être de la population rurale. [...] Les zones rurales n'ont jamais constitué un secteur véritablement prioritaire pour les investissements publics [en Haïti]. (Doura, 2001 : 69)

¹² P. FARMER, et coll. 2001, Community-based approaches to HIV treatment in resource-poor settings. *Lancet*, vol. 358 (9279), p. 404-409.

Graphique 2.3.2 : Classes économiques haïtiennes en fonction de leur appartenance urbaine ou rurale



Source : graphique effectué à partir des données de Verner, 2008

Les paysans et les petits producteurs sont ainsi dépourvus d'une multitude de ressources nécessaires à un fonctionnement optimal des terres agricoles. Depuis plusieurs années maintenant, il n'existe pas de système d'irrigation, ni d'assistance technique de la part de l'État Haïtien dans la majorité des régions agricoles, de même qu'il y a peu de programmes de subvention aux agriculteurs afin de leur permettre d'acheter des produits comme des pesticides, insecticides et fertilisants afin d'augmenter leur production (voir Tableau 2.1), ni d'infrastructure de stockage des récoltes pour permettre aux agriculteurs de profiter des fluctuations des prix des denrées sur le marché international (Verner 2008). De plus, comme mentionné ci-haut, ce n'est qu'une petite partie de la population qui a accès à l'électricité ainsi qu'à l'eau potable (10 % et 8 % respectivement).

Dans de telles conditions, les paysans n'ont pas d'autre choix que de se fier à la fertilité de leurs terres ainsi qu'à la pluie pour l'arrosage de leurs semences. D'après la Banque Mondiale, seulement 4,41 % des paysans les plus démunis ont accès à un système d'irrigation et presque 96 % dépendent des pluies (voir Tableau 2.3.2a).

En outre, plus de 90 % des paysans les plus pauvres n'ont pas les moyens financiers pour acheter des produits visant à améliorer leur production. Ceci est problématique en soi puisque cela met en danger le revenu principal de la quasi-totalité des paysans. Ainsi, leur vulnérabilité à divers facteurs environnementaux affectant leurs récoltes s'accroît, telle que l'érosion, les glissements de terrain, la déforestation et les tempêtes tropicales (Sergot, 2009). On remarque ici la présence d'un cercle vicieux où les paysans pauvres restent pauvres puisqu'ils ne possèdent pas les ressources financières nécessaires afin d'augmenter leur production. Le manque au niveau de ces outils d'agriculture fait en sorte que les populations rurales ne peuvent pas exploiter leur terre à son plein potentiel et en tirer des profits qui leur permettraient de bien vivre. De plus, leur pauvreté (manque de ressources) combinée avec l'absence de l'État les rend d'autant plus vulnérables aux changements environnementaux. En fait, cette situation ressemble à une spirale où pauvreté et facteurs de l'environnement s'entremêlent de manière négative.

Tableau 2.3.2a : Les technologies agricoles utilisées en Haïti

Type de technologie	Utilisé ou non	Les paysans les plus pauvres (%)	Les paysans les plus riches (%)
Structure d'irrigation	Oui	4,41	23,45
	Pluie seulement	95,95	80,55
Pesticide ou insecticide	Oui	2,03	12,75
	Non	97,97	87,28
Fertilisant	Oui	7,47	35,18
	Non	92,53	64,82

Source : Verner, 2008.

Une autre structure nécessaire au bon fonctionnement des fermes en régions rurales est la présence d'un réseau routier en bon état. Or, en Haïti, le système routier est non seulement inadéquatement maintenu, mais il est également très peu développé. Tel que présenté dans la Carte 2.3.2, la route principale du pays ne lie directement la capitale qu'à deux centres urbains (Gonaïves et Cap-Haïtien). Le reste du pays est relié par des routes secondaires qui sont en mauvais état (Collier 2009). Cette situation isole davantage les régions rurales et ses populations et pose un sérieux obstacle au transport des marchandises à vendre jusqu'aux villes (Collier 2009).

Carte 2.3.2 : Réseau routier d'Haïti



Source : Wikimedia, 2013.

Ajoutés à ce manque d'infrastructure routière, habituellement mis en place par le gouvernement, les paysans travaillent leur petite parcelle de terre sans électricité et sans accès direct à l'eau potable (Verner, 2008). En effet, les régions rurales haïtiennes sont actuellement celles qui sont les moins desservies par le réseau électrique du pays dû à l'absence d'infrastructure nécessaire pour leur acheminement. En conséquence, la grande majorité des paysans ne peuvent pas utiliser de la machinerie électrique pour faciliter leurs tâches sur les champs. Au contraire, les paysans sont contraints à utiliser des pratiques d'agriculture fondées sur le travail manuel. Cette situation a également un effet négatif sur le rendement des récoltes et vient affecter directement le revenu des ménages ruraux. Or, il a été démontré que dans d'autres cas, la disponibilité de toutes ces commodités fait augmenter le revenu des paysans significativement, étant donné qu'elles améliorent les taux des récoltes (Verner 2008). Le Tableau 2.3.2b souligne à cet effet que l'accès à l'électricité augmente à lui seul jusqu'à 52 % le revenu des paysans, ce qui nous mène à déduire que la présence d'infrastructure et de services, comme un système d'irrigation, un réseau d'électricité, l'accès à l'eau courante et un réseau routier, pourraient nettement améliorer le revenu des paysans et leur qualité de vie. Dans un contexte où ces commodités de base se font rares, il semble clair que les agriculteurs deviennent vulnérables à tout type de perturbation environnementale, puisqu'ils ne possèdent pas les infrastructures sur lesquelles ils peuvent compter pour amoindrir les effets des changements environnementaux.

Tableau 2.3.2.2b : Impacts de certains services sur le revenu des paysans

Type de services	Amélioration du revenu des paysans (%)
Électricité	52,37
Eau	24,63
Routes	12,47
Système d'irrigation	40,8

Source : Verner, 2008.

Enfin, la taille des terres agricoles en Haïti représente un autre enjeu qui limite la productivité des paysans et ainsi leur revenu (Verner, 2008). Cette situation constitue un problème majeur dans un contexte où la population croît rapidement. En conséquence, plus de personnes cultivent des terres de taille limitée, ce qui, avec le temps, rend les sols moins productifs, puisque le contenu est surexploité (Verner, 2008). De ce fait, les nutriments essentiels à l'agriculture sont absorbés de toute part et en tout temps du sol arable par une population qui ne cesse de croître (Lundhal, 1996). Tel que discuté ci-haut, chaque ménage haïtien vise à subvenir à ses besoins en plantant plusieurs variétés de cultures locales (maïs, haricots, manioc, etc.) afin de varier son alimentation. Ces cultures de subsistances sont les cultures prédominantes des 84 % des terres cultivées en Haïti (Doura, 2001). Cette situation appauvrit davantage le sol de ses nutriments, puisque la multiculture continue nécessite de grandes quantités de nutriments du sol. De plus, des petits lots d'agriculture ne permettent pas aux paysans de pratiquer la jachère¹³, car faute de moyens, ces derniers intensifient leurs activités agraires afin d'assurer une certaine sécurité alimentaire à leur famille (Smucker, et coll., 2000).

De surcroît, il devient plus difficile pour les paysans de faire des économies avec de petites parcelles de terre, et dans un scénario idéal, où les producteurs auraient accès aux infrastructures nécessaires par une production agricole optimale, le revenu des paysans

¹³Technique qui consiste à faire reposer la terre pendant une période de temps déterminée, afin de lui permettre de se restaurer et retrouver en minéraux nécessaire à l'agriculture (Le Roy, 1993).

atteindrait un plafond étant donné que la superficie cultivée est petite. En outre, la possession de titre de propriété influence la productivité des paysans. D'après la Banque Mondiale (2013), l'absence de droits fonciers limite l'investissement des paysans dans de l'équipement moderne et garde donc les récoltes à leur minimum. Qui plus est, l'acquisition de droit foncier permet aux paysans de mettre leur terre en garantie lors de démarches de crédit financier. La différence de revenu des paysans est relativement significative, puisque, comme le souligne Verner (2008:23) « farmers with title to their land have an income 20 percent higher than farmers without a title ».

Il apparaît donc clair qu'en raison du manque d'investissement du gouvernement haïtien dans les infrastructures agricoles (système d'irrigation et autres matériels agricoles, petites parcelles de terres agricoles, etc.) ainsi que dans des infrastructures de base (réseaux routiers, d'électricité et d'eau potable), l'agriculture devient une pratique difficile (voire impossible) ce qui met en évidence l'interaction entre facteurs sociopolitiques et environnementaux affectant la vulnérabilité des populations en Haïti aux changements environnementaux.

2.3.3 VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS RURALES AUX CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

En ce qui concerne la vulnérabilité de la population rurale aux changements climatiques, il existe un grand nombre d'études qui mettent en évidence le lien explicite entre ce type de vulnérabilité et la pauvreté d'une population¹⁴. Ainsi, il existe un lien clair entre la pauvreté et la vulnérabilité des ménages ruraux, où ces derniers « have a limited capacity for response to recurrent natural crises and to the effects of political instability » (IFAD, 2010). Les populations rurales sont donc plus affectées par les ouragans, tempêtes tropicales,

¹⁴ Voir par exemple (State of the planet, 2013, Afifi, 2011; Alscher, 2011; Dun, 2011; Henry et coll., 2004)

sécheresses, inondations et glissements de terrain (Barthélémy, 1990). Ces changements environnementaux représentent tous des enjeux auxquels fait face la population haïtienne. Ce degré élevé de vulnérabilité suscite des pertes majeures pour la population paysanne du pays. À titre d'exemple, et seulement pour l'année 2008, les désastres environnementaux ont causé des pertes équivalentes à 200 millions de dollars états-uniens dans le secteur agricole en Haïti (IFAD, 2010). Ceci a causé un stress supplémentaire au niveau de l'insécurité alimentaire pour près de 3 millions de personnes, ce qui représente un tiers de la population totale haïtienne (IFAD, 2010).

Ajoutées à ces facteurs, et comme mentionnées précédemment, les populations rurales d'Haïti sont affectées par l'infertilité des sols, la déforestation, les inondations et les glissements de terrain (Lindahl, 2011, Versluis et Rogan, 2010; Bourne 2008). En effet, et tel que discuté ci-haut, les terres arables en Haïti sont de moins en moins fertiles, ce qui les rend facilement érodables par le vent et les pluies, surtout lors de la saison des tempêtes tropicales qui s'étendent annuellement d'avril à octobre (Doura, 2001). Cette situation affecte directement le rendement de récoltes des paysans et devient un obstacle additionnel à la série de barrières sociales, institutionnelles et politiques discutées ci-haut.

Tel que mentionné ci-dessus, la déforestation en Haïti représente en enjeu environnemental majeur (Versluis et Rogan, 2010; Bourne, 2008; Pellek, 1990, Regan, 2003). Les estimations de la couverture végétale restante en Haïti oscillent entre 1,25 % (Tippenhauer, 2010), 2 % (Verner, 2008) et 3 % (Dolisca et coll., 2007), ce qui fait en sorte qu'Haïti se trouve aujourd'hui dénudée de sa végétation, ce qui augmente sa vulnérabilité à plusieurs facteurs environnementaux tels que les ouragans, les glissements de terrain et les inondations.

En fait, la déforestation est entre autres le résultat des instabilités politiques et économiques, qui n'ont pas donné d'autres options à la population, surtout rurale, que de couper les arbres pour faire du charbon et répondre ainsi au manque de source d'énergie dans le quotidien des Haïtiens. Le charbon est principalement utilisé pour cuisiner, car la majorité de la population haïtienne n'est pas connectée à un réseau électrique à cause de dû à la faiblesse institutionnelle et au délaissement de la population par l'État. Il devient donc évident qu'au fil du temps, la demande pour le charbon a non seulement persisté, mais elle a probablement augmenté en parallèle à la croissance démographique. Actuellement, le charbon reste la source d'énergie la moins chère et répond aux besoins énergétiques de près de 76 % de la population (Tippenhauer, 2010).

Il a été prouvé que cet état de déforestation favorise l'érosion (Tippenhauer, 2010; Versluis et Rogan, 2010; Bourne 2008 Pellek 1990, Regan 2003, Katz 2008). En conséquence, chaque année, près de 15 000 hectares de terres arables sont érodés (Verner, 2008). Cette situation diminue la couche arable et réduit significativement la taille des terres arables à la grandeur du pays (voir Tableau 2.3.3).

Tableau 2.3.3 : Disponibilités de terres arables en Haïti de 1983 à 1990

Période de temps	Terres arables disponibles (ha)
1938	54 0000
1954	37 0000
1970	22 5750
1985	20 5000
1990	Entre 15 000 et 6 000

(ECMU, 1994)

Scherr (1999) souligne à ce titre qu'une baisse de la superficie et de la fertilité des terres agricoles augmente inévitablement les risques d'insuffisance alimentaire. De plus, comme la population rurale est la plus démunie, c'est elle qui risque d'être le plus affectée par la

famine, notamment suite à des perturbations environnementales telles que les ouragans. À titre d'exemple, l'ouragan Sandy qui s'est abattu sur Haïti à la fin octobre 2012 a causé des pertes humaines et matérielles (perte de cultures, terres agricoles et bétail) qui se sont ajoutées aux dégâts causés par la tempête tropicale Isaac qui avait frappé Haïti au mois d'août de cette même année, engendrant une situation cyclique dans laquelle l'État haïtien n'arrive pas à se relever des précédentes catastrophes environnementales avant que n'en survienne une nouvelle :

La tempête tropicale Isaac avait déjà détruit près de 40 pour cent des récoltes. Sandy a maintenant dévasté les terres agricoles du sud qu'Isaac n'avait pas touchées. Ainsi, environ 90 500 hectares de terres agricoles et de cultures dans au moins 60 des 140 communes du pays ont été détruits par Sandy. (FAO, 2012).

Qui plus est, afin d'augmenter leur niveau de productivité, les paysans cultivent même les pentes et montagnes peu fertiles qui, avec l'érosion croissante, ont également un faible rendement de production (de Wind et Kinley III, 1988) et qui ont un risque élevé d'accélération de l'érosion. Lundahl (2011) souligne toutefois que les paysans haïtiens sont bien conscients des conséquences néfastes de la déforestation sur leurs récoltes, mais que le contexte environnemental et socio-politique les oblige « littéralement à couper la branche sur laquelle ils reposent » (traduction libre de l'auteur, p.32).

La déforestation devient ainsi une « solution » pour les populations rurales qui visent à soulager un manque de ressources immédiat. Cela dit, la déforestation n'assure pas une sécurité environnementale et économique à long terme. De plus, la déforestation agit comme un accélérateur de l'insécurité environnementale actuelle. D'un côté, elle augmente la sévérité des périodes de sécheresse (généralement entre novembre et mars) où les précipitations sont minimales (Doura, 2001). En l'absence d'arbres, l'eau n'est donc pas stockée dans le sol et les nappes phréatiques ne sont pas approvisionnées. En conséquence,

lorsque la pluie se fait rare, la majorité des paysans sont souffrants, puisque, comme mentionnés ci-haut, faute d'infrastructure d'irrigation et de moyens financiers, ils dépendent uniquement des précipitations pour arroser leurs semences. La sécheresse affecte donc directement le sol en le rendant plus sujet à l'érosion.

De l'autre côté, la déforestation accentue et parfois même engendre des inondations et les glissements de terrain. Ceci explique également l'absence d'arbres qui tiennent le sol et le protègent des vents et pluies fortes (Tippenhauer, 2010; Versluis et Rogan, 2010; Bourne 2008, Katz 2008). Cette situation représente un risque pour les populations rurales qui, dans la majorité des cas, vivent près d'une falaise ou au pied d'une montagne. Qui plus est, les inondations et les glissements de terrain causent également la perte des semences et affectent inévitablement les récoltes. Lors de tels sinistres, les populations rurales se trouvent avec des pertes matérielles, partielles ou parfois totales, directement liées à leur source de revenus, de même que des pertes humaines. Dans de telles conditions, l'aide à ces populations se fait souvent rare étant donné l'isolement géographique des paysans d'Haïti ainsi que la faiblesse économique à l'État haïtien à réagir lors de catastrophes naturelles et/ou environnementales (GIEC, 2012).

2.3.4 INTERACTION ENTRE PAUVRETÉ ET FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Nous avons ici cherché à mettre en évidence le caractère multidimensionnel de la pauvreté (Verner, 2008) des populations rurales en Haïti, situation qui fait en sorte que 80 % des exploitations agricoles ne parviennent plus à nourrir tous les membres des ménages (IFAD, 2010), dus à leur grande vulnérabilité aux changements environnementaux. Il existe ainsi une combinaison de facteurs qui participent à la pauvreté et à la marginalisation de ceux-ci. Le Graphique 2.3.4 ci-dessous met en évidence ce caractère multidimensionnel. L'absence

de l'État qui se concrétise par la quasi-absence d'infrastructure et de programmes visant à améliorer la productivité paysanne et des petits agriculteurs, la taille infiniment petite des parcelles exploitées, jumelées aux enjeux environnementaux qui affectent Haïti et particulièrement les régions rurales, fait en sorte que la population rurale est de plus en plus vulnérable à tous types de stress, qu'ils soient de nature politique (coup d'État), économique (monté en flèche des prix des denrées sur le marché mondial) ou environnemental (ouragan, sécheresse). Ces conditions précaires dans lesquelles vivent les populations rurales ont des répercussions non seulement sur les ménages, mais également sur le taux de croissance de la production agricole nationale, au point que celle-ci ne répond plus à la demande alimentaire de la population haïtienne en croissance permanente (IFAD, 2010). C'est ce contexte multidimensionnel de vulnérabilité qui fait en sorte qu'Haïti importe plus de 60 % des denrées alimentaires nécessaires pour sa population, dont 80 % de sa consommation de riz (IFAD, 2010). Cette situation augmente par le fait même les risques d'insécurité alimentaire, surtout dans les régions les plus souvent affectées par des inondations et des tempêtes tropicales, comme le département d'Artibonite, où le pourcentage d'insécurité alimentaire est plus élevé que dans le reste du pays (54 % dans la région d'Artibonite, contre 38 % au niveau national), puisqu'il a été prouvé qu'il existe « un lien direct entre le niveau de sécurité alimentaire et le niveau de revenu des ménages » (ACTED, 2012:6).

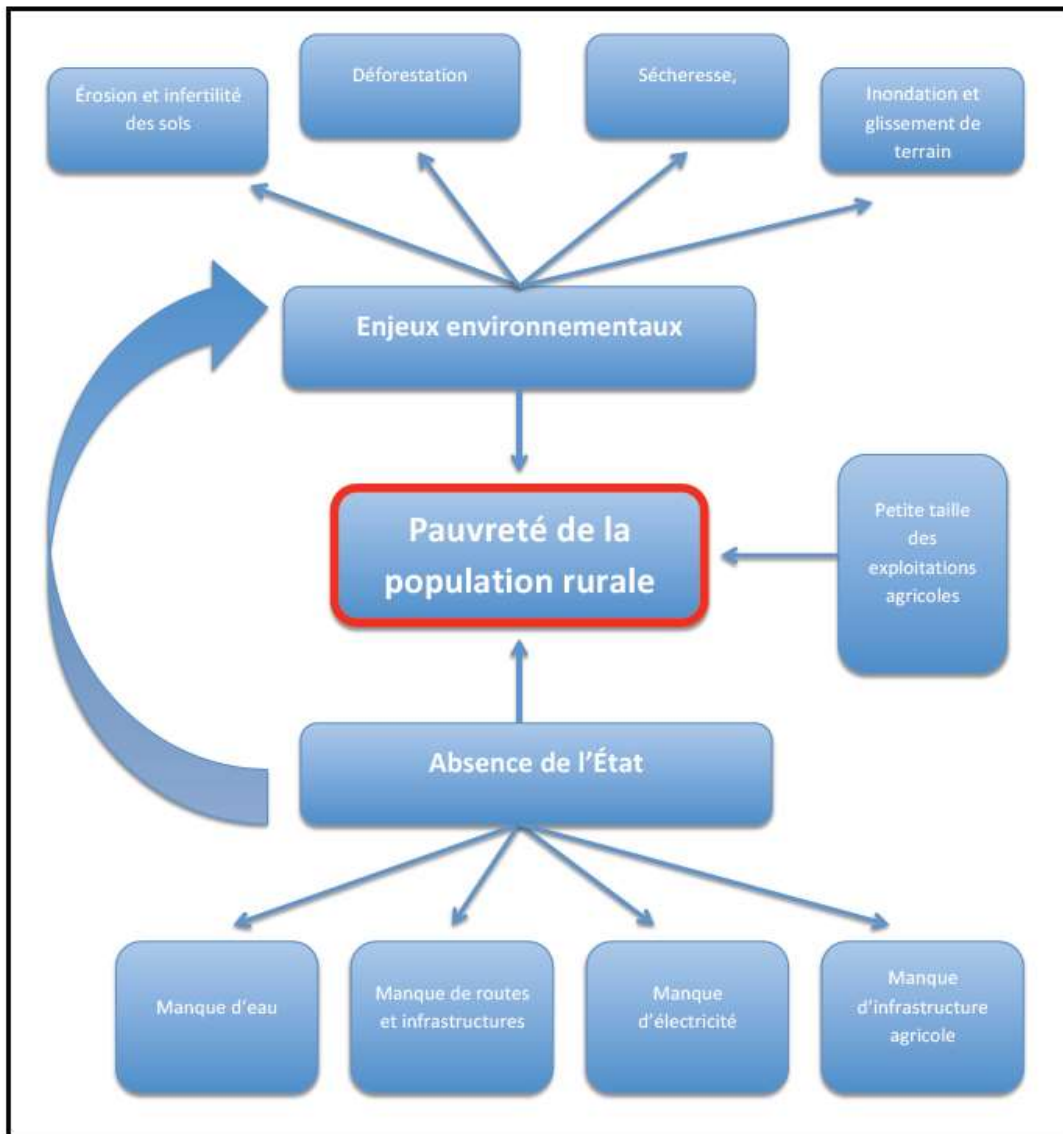
Face à une telle situation, les paysans se trouvent dans l'obligation de s'adapter de diverses manières. Échevin rappelle ainsi que :

In order to cope with poverty and food insecurity, households adopt various strategies: they diversify their income sources, migrate or receive international remittances, adopt food

restrictions strategies, lend money or food, sell part of the household's assets, or renounce costly activities (education for children, etc.). (2011 :4)

Donc, une des stratégies possibles pour faire face à cette vulnérabilité croissante est de mettre en place des stratégies de migration (internes et externes) afin de palier aux difficultés vécues dans l'espace rural. La migration interne, notamment vers la capitale Port-au-Prince, représente une de ces stratégies.

Graphique 2.3.4 : Caractère multidimensionnel de la pauvreté en Haïti selon la littérature citée ci-dessus



En effet dans les années 80, la capitale comptait plus de 17 % de la population totale du pays. Déjà en 1982 l'USAID avait prévu que la migration vers Port-au-Prince augmenterait au point d'engendrer une « désaffectation majeure, voir massive de la population vis-à-vis de l'agriculture » (USAID, 1982), ce qui favorise le cycle vicieux du désinvestissement agricole et de l'abandon des cultures locales. Présentement, Port-au-Prince est le lieu de résidence de quelque 2,5 millions de personnes, dont 65 % vivent dans l'extrême pauvreté (Doura, 2001). Dans ce contexte, l'idée selon laquelle les personnes qui quittent la campagne pour s'établir en ville, cherchant à s'éloigner de la pauvreté, apparaissent fort contestables. Rares sont ainsi les migrants ruraux dont le revenu atteint le niveau moyen relativement élevé de Port-au-Prince (Noel, 2012). Tel que mentionné ci-dessus, uniquement une minorité de la population qui possède la majorité des richesses du pays. Bien souvent, les migrants internes vivent dans des conditions impliquant un manque d'eau, d'hygiène, d'électricité, d'accès aux infrastructures, etc. (Lundahl, 2011). Cette situation où les migrations internes ne favorisent pas nécessairement le bien-être des populations risque d'affecter les potentiels de migrations internationales, hypothèse qui est à la base de ce projet de recherche.

2.4 CONTEXTE MIGRATOIRE

2.4.1 *SCHÈMES MIGRATOIRES DES HAÏTIENS*

Haïti, dont la population totale est près de 9 900 000 personnes (The World Fact Book, CIA), constitue le premier pays d'origine des immigrants dans les Caraïbes (Ferguson, 2003 – voir Tableau 2.4.1 pour un détail de la diaspora haïtienne).

Tableau 2.4.1 : Estimations de la répartition de la diaspora haïtienne dans le monde

Destination des migrants haïtiens					
	États-Unis	Canada	Rép. Dom.	Europe	Caraïbe
Pourcentages*	60		17,5	7,5	15
Populations**	1 000 000	100 000	600 000	300 000	

*Selon les informations rapportées par le MHAVE (2007)

**Selon les données de l'International Catholic Migration Commission (2006)

Source : Paul, 2008 :8

La frontière la plus traversée est celle entre Haïti et la République dominicaine : « [f]or decades [Haitians] have been crossing the border, either by invitation or illegally, to work on sugar plantations or in other agricultural or manual employment, doing the work that Dominicans have traditionally refused to do » (Ferguson, 2003: 4). Du côté dominicain, les Haïtiens sont perçus par les employeurs comme un réservoir de main-d'œuvre bon marché et exploitable (Ferguson, 2003).

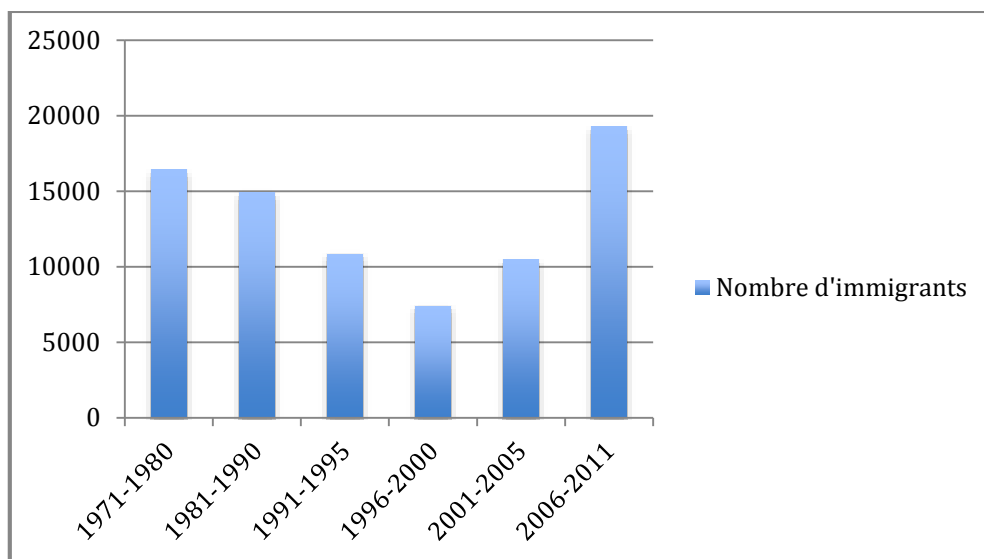
Les migrants haïtiens qui choisissent de partir vers la République dominicaine font souvent partie de la classe la plus défavorisée, dont la migration se fait à pied et souvent illégalement. Quant aux Haïtiens de la classe moyenne, ils possèdent assez de ressources pour se déplacer vers d'autres pays des Caraïbes, tels que Puerto Rico, les Bahamas, et les îles Vierges britanniques et états-uniennes, des destinations dont les coûts du voyage sont moindres et où il est relativement facile d'entrer (Alsher, 2011 ; Ferguson, 2003). Dans la plupart des cas, ce premier arrêt sert à amasser des ressources financières nécessaires afin d'immigrer vers des pays développés, notamment en Amérique du Nord.

2.4.2 LA MIGRATION HAÏTIENNE AU CANADA

Tel qu'illustré par les graphiques 2.4.2-a et 2.4.2-b, la migration massive d'Haïtiens au Canada trouve ces origines aux années de dictature par les Duvaliers – François Duvalier

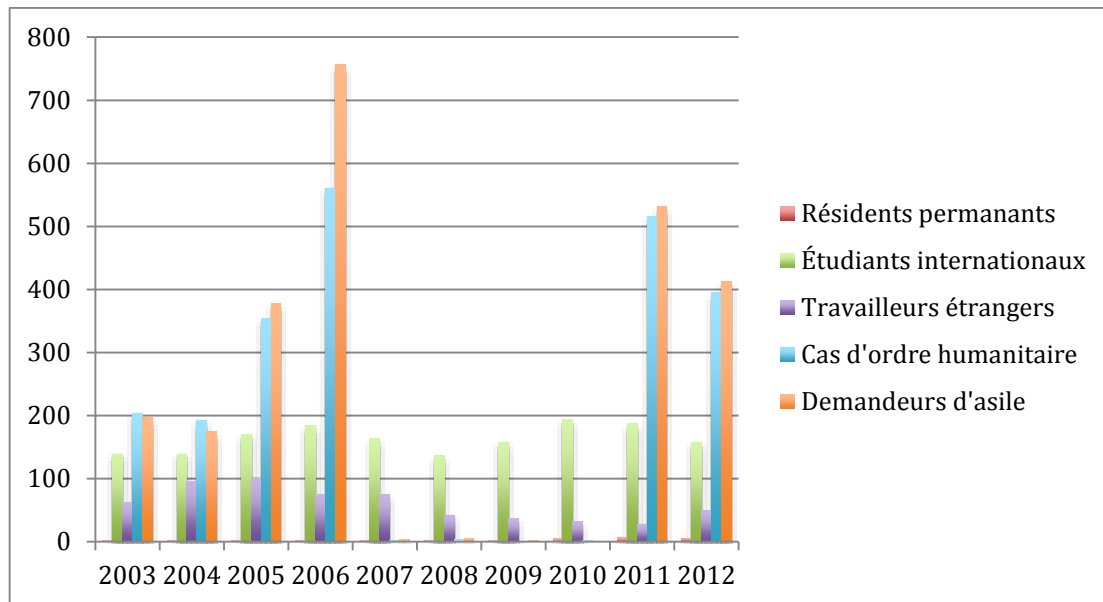
en 1957 et Jean-Claude Duvalier en 1971 (Crues, 2012 ; Couton, 1995). Le profil des immigrants haïtiens a changé au fil des ans. Les immigrants de la première vague (1960 à 1975) étaient des « members of the Haitian upper classes, such as intellectuals, artists, medical professionals, lawyers and also the whole political left » (Drotbohm, 2011 :188). Ces professionnels ont grandement collaboré au développement de leurs sociétés d'accueil au Canada, notamment au Québec durant la période de la Révolution tranquille (Icart, 2006). Quant aux immigrants haïtiens, de la deuxième vague (1975 à 1989) ne faisait pas partie de l'élite d'Haïti, mais était plutôt membres de la classe ouvrière, caractérisée par un niveau de scolarité bas (Drotbohm, 2011 ; Couton, 1995).

Graphique 2.4.2-a : Nombre d'immigrants d'origine haïtienne au Canada par période d'immigration.



Source: effectué à partir des données de Statistique Canada, 2011-b

Graphique 2.4.2-b : Catégories d'immigration des Haïtiens au Canada



Source : Citoyenneté et Immigration Canada, 2012.

La grande majorité des immigrants d'origine haïtienne au Canada choisissent de résider au Québec, notamment parce qu'ils partagent avec la population québécoise la langue française ainsi que la religion catholique (Icart, 2006). D'autant plus, Haïti s'était établie comme le premier pays fournisseur d'immigrants au Québec durant les années 70s (Couton, 1995; Icart, 2006), ce qui illustre bien les liens historiques d'immigration haïtienne au Québec. Aujourd'hui, près de 90 % de la population immigrante née en Haïti recensée au Canada réside au Québec, et 85 % résident à Montréal (Ville de Montréal, 2010). Au recensement de 2011, Statistique Canada a dénombré près de 111 600 résidents d'origine haïtienne à Montréal (Statistique Canada, 2011a). De plus, la communauté haïtienne représente la deuxième plus grande communauté ethnique à Montréal, précédant la communauté italienne et devançant la communauté algérienne (Ville de Montréal, 2010). Par conséquent, la communauté haïtienne de Montréal est présente sous différentes manières, entre autres par la présence de multiples organismes et associations, telles que la

Maison d'Haïti, Association culturelle haïtienne « La Perle retrouvée », Association des enseignants haïtiens au Québec et l'Association des retraités et retraitées d'origine haïtienne du Québec et du Canada. En outre, Montréal est également le lieu de résidence à près de 17 000 immigrants d'origine haïtienne avec un faible revenu (Statistique Canada, 2011c), ce qui représente 26 % de la communauté haïtienne de Montréal.

En ce qui concerne la communauté haïtienne à Ottawa-Gatineau, celle-ci est plus petite que celle à Montréal. Le recensement de 2011 compte dans la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau environ 9 900 personnes nées en Haïti (Statistique Canada, 2011d). Malgré leur nombre relativement faible, la communauté haïtienne d'Ottawa-Gatineau est active à travers divers organismes et événements culturels, tels que l'Union des Haïtiens de l'Outaouais (UNHO), le Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle-Ottawa-Gatineau (GRAHN-Ottawa/Gatineau), l'association Groupe Synergie Haïti, la société haïtienne des Samedis littéraires, la journée porte ouverte sur Haïti à Gatineau, et le festival Haïti en fête à Ottawa. Quant au statut économique de la communauté haïtienne d'Ottawa-Gatineau, il est plus élevé que celui de Montréal avec moins de deux mille personnes haïtiennes vivant avec un faible revenu, ce qui représente 25,3 % de la communauté haïtienne d'Ottawa-Gatineau.

2.5 CONCLUSION

Ce chapitre visait à présenter les profils démographiques, politique, économique, environnemental ainsi que migratoire dans le but d'effectuer une mise en contexte qui nous aidera à mieux comprendre les facteurs ainsi que les conditions qui potentiellement mèneront les Haïtiens à immigrer vers des destinations internationales telles que le Canada.

Notre analyse de ces contextes nous montre que suite à la longue période de déstabilisation politique qui a eu des répercussions néfastes sur le milieu économique, social et environnemental, la société haïtienne s'est divisée entre une minorité de la population aisée et puissante et une majorité pauvre et paysanne. Cette dernière classe est celle qui dépend le plus directement de l'environnement afin de subvenir à ses besoins. Ainsi, lors de perturbations environnementales comme des tempêtes tropicales, les populations paysannes apparaissent comme les plus affectées et ainsi les plus vulnérables.

De plus, comme discuté ci-dessus, les pertes suscitées par de tels aléas environnementaux sont aggravées par une série de facteurs sociaux, principalement d'ordre économique. Ainsi, pour des raisons économiques, la coupe de bois s'est accentuée en Haïti, ce qui augmente la vulnérabilité des populations rurales aux changements environnementaux. De plus, en raison du manque d'initiatives gouvernementales visant à améliorer la qualité de vie des populations rurales, celles-ci se tournent vers des activités néfastes au niveau environnemental (utilisation et production du charbon de bois par exemple).

De ce contexte, il apparaît évident que l'interaction entre tous ces facteurs (économiques, politiques, sociaux et environnementaux) contribuent, non seulement à la migration interne, mais également internationale des Haïtiens, comme vers le Canada, où la diaspora haïtienne est parmi une des plus importantes du pays.

CHAPITRE 3 : CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Notre projet de recherche suit le cadre méthodologique utilisé par Dr Robert McLeman de l'Université Wilfrid Laurier et les Drs Luisa Veronis et Nadia Abu-Zahra de l'Université d'Ottawa, puisque notre étude s'inscrit dans le cadre du projet « Influences environnementales et migration internationale au Canada ». Pour saisir la perception des facteurs environnementaux ainsi que l'expérience d'immigration de la diaspora haïtienne, nous avons opté pour une méthodologie qualitative, puisqu'elle nous permettra de comprendre les motifs derrière l'acte de migration. Cet aspect est primordial pour notre recherche puisque tel qu'argumenté par Porta et Keating (2008), les motifs constituent un élément central dans la recherche qualitative, car ils sont un enjeu « that cannot be reduced to any predefined element but must be placed within a cultural perspective » (26). Avec la méthodologie qualitative, le contexte politique et social sera dévoilé par les divers effets des changements environnementaux ainsi que par les différentes stratégies de migration des Haïtiens. Ainsi, contrairement à la méthodologie quantitative, une approche qualitative permet de considérer pleinement le contexte duquel proviennent les participants à notre étude (Flyvbjerg, 2001), ce qui nous aidera à approfondir notre étude, et ce particulièrement auprès d'immigrants d'origine rurale, où il a été prouvé que le contexte environnemental est plus présent et important dans le quotidien de ces populations (Gila et coll., 2011 ; Jager, 2009 ; Warner et coll., 2009a, 2009b). Ainsi, le présent chapitre présente les trois étapes effectuées dans le processus de la collecte de données, qui sont : des entrevues avec des informateurs clés, des groupes de discussion avec des participants d'origine haïtienne et en dernier lieu, des entrevues individuelles avec des immigrants haïtiens d'origine rurale.

3.1 OUTILS MÉTHODOLOGIQUES : ENTREVUES ET GROUPES DE DISCUSSION

Dans la présente étude, nous avons utilisé deux méthodes très communes en recherche qualitative : les entrevues personnelles et les groupes de discussion. Ces deux approches sont les plus appropriées à la collecte de données pour notre projet, car elles permettent d'analyser les opinions, interprétations et perceptions des participants (Dunne et coll., 2005). Il est important de noter que toutes les entrevues seront de type semi-structuré, c'est-à-dire « a verbal interchange where one person, the interviewer, attempts to elicit information from another person by asking questions. [...] [S]emi-structured interviews unfold in a conversational manner offering participants the chance to explore issues they feel are important » (Longhurst, 2010:103). De plus, les entrevues constituent une méthode de recherche flexible et adaptable aux types de personnes interrogées (Dunne et coll., 2005). Cette souplesse nous est utile dans ce projet, étant donné que nous avons effectué des entrevues semi-structurées avec deux groupes distincts de participants : des intervenants auprès des nouveaux arrivants (que nous nommons « informateurs clés ») à Ottawa-Gatineau et des immigrants d'origine haïtienne résidant à Montréal¹⁵.

Étant donné la nature exploratoire de la présente étude, les groupes de discussion s'avèrent nécessaires à la collecte de données préliminaires, afin de mieux orienter notre étude, ce que d'ailleurs confirment plusieurs chercheurs (Barnett, 2002 ; Morgan, 1997 ; Longhurst, 1996 ; Greenbaum, 1993). L'objectif de cette méthode est d'enquêter sur les préoccupations, les expériences et les croyances liées à un thème clairement défini

¹⁵ Le choix de la ville sera expliqué plus en détail ci-dessous.

(Shumer-Smith, 2002 ; Kitzinger et Barbour, 1999 ; Vaughn et coll. 1996). Les groupes de discussion se constituent généralement de 6 à 12 participants qui se rencontrent afin de discuter d'un enjeu précis établi par les chercheurs (Longhurst, 2010). En plus, Bennett (2002) soutient que les groupes de discussion sont particulièrement utiles « when working with communities to understand their history, responses and thoughts in relation to particular issues » (151). Les groupes de discussions nous permettent alors d'exposer les différences, les contradictions ainsi que la complexité des enjeux (Bennett, 2002:151) dans un projet comme le nôtre, puisque, tel que discuté plus haut, le rôle des facteurs environnementaux dans la migration s'avère être un sujet complexe de par son interconnectivité avec d'autres facteurs, notamment économiques et sociopolitiques, ainsi que sa sensibilité aux types de classes sociales.

Par ailleurs, il est important de retenir que « the aim of an interview [and a focus group] is not to be representative (a common but mistaken criticism of this technique) but to understand how individual people experience and make sense of their own lives » (Valentine, 2005 : 111). Dans ce cas, le nombre d'immigrants haïtiens qui ont participé à notre étude ne sera pas représentatif de la taille de la communauté haïtienne d'Ottawa-Gatineau et de Montréal, mais s'établira plutôt en fonction d'une étude exploratoire du rôle des facteurs environnementaux dans la prise de décision d'immigration chez cette diaspora.

Pour tous les entretiens, nous avons utilisé le guide d'entrevue avec les informateurs clés (Annexe 1), le guide d'entrevue pour les groupes de discussion (Annexe 2), et le guide d'entrevue individuelle avec les membres de la communauté (Annexe 3) à Montréal afin d'encadrer et de guider les discussions. À l'exception du guide pour les entrevues individuelles, les guides sont les mêmes guides utilisés dans le cadre du plus grand projet

de recherche dans lequel s'inscrit la présente étude. Les thèmes des questionnaires sur lesquels nous nous sommes concentrés dans le cadre de ce projet sont les facteurs environnementaux (dans les pays d'origine) et la migration internationale ainsi que les stratégies de migration vers le Canada. Puisque nous nous intéressons aux facteurs environnementaux, directs ou indirects, dans la prise de décision des immigrants haïtiens, ainsi que leurs stratégies d'immigration au Canada.

Notre cueillette de données s'est effectuée ainsi en trois étapes. En premier lieu, nous avons réalisé des entrevues avec des informateurs clés à Ottawa-Gatineau, par la suite nous avons organisé des groupes de discussion avec des membres de la communauté cible à Ottawa-Gatineau, et en dernier lieu, nous avons effectué des entrevues individuelles avec les membres de la communauté haïtienne à Montréal.

3.1.1 ENTREVUES AVEC LES INFORMATEURS CLÉS

La première étape dans le processus de la collecte de donnée pour notre étude a été d'interviewer les intervenants auprès des nouveaux arrivants et/ou les responsables de programmes pour les nouveaux arrivants dans les organismes d'accueil d'immigrants à Ottawa-Gatineau, de même que les leaders de la communauté haïtienne de la région. Suite à une recherche sur internet ainsi qu'à la méthode dite « boule de neige », nous avons communiqué avec plusieurs organismes d'accueil et associations culturelles haïtiennes. Le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa, le Centre catholique pour immigrants d'Ottawa (CCI), le Somali Centre for Family Services, et Accueil-Parrainage Outaouais (APO) sont les centres d'accueil d'immigrants qui se sont montrés intéressés à participer à notre projet de recherche. Ces derniers sont subventionnés par le gouvernement fédéral et/ou provincial et leur mandat vise entre autres à faciliter l'intégration des nouveaux

arrivants à Ottawa-Gatineau. Quant aux leaders de la communauté Haïtienne, nous avons reçu une réponse positive de la part du gestionnaire de l'association Tonnelle haïtienne, de la part du gestionnaire de la station de radio « Reel-radio » et membre du groupe « Samedis littéraires », de la part de la présidente de l'Union des Haïtiens de l'Outaouais (UNHO), ainsi que de la part d'un intervenant auprès des immigrants d'origine haïtienne au Centre catholique pour immigrants d'Ottawa (voir Tableau 3.1.1). Ainsi, de juin 2012 à août 2013, nous avons effectué un total de quatre entrevues d'une durée d'une heure et trente minutes avec chaque informateur clé.

Tableau 3.1.1 : Identification des informateurs clés-leaders de la communauté haïtienne à Ottawa-Gatineau

Nom du contact clé	Titre et fonction
Personne clé 1	Gestionnaire de l'association haïtienne « Tonnelle haïtienne »
Personne clé 2	Intervenant et travailleur social au Centre catholique pour immigrants d'Ottawa
Personne clé 3	Président de la station de radio « Reel-radio » et membre du groupe « Samedis littéraires »
Personne clé 4	Présidente de l'Union des Haïtiens de l'Outaouais. Responsable de la gestion des affaires internes de l'organisme

Il est important de spécifier que toutes ces entrevues étaient effectuées en compagnie de Dr Luisa Veronis, à l'exception de celles avec Mme Lozis et M. Télius, qui ont été réalisées par l'auteure de la présente thèse. De plus, toutes ces entrevues se sont déroulées au lieu de travail des informateurs clés, sauf celle effectuée avec Mme Lozis, qui s'est déroulée au Planet Café, un café situé au marché By d'Ottawa. Ces entrevues nous ont permis de dessiner un portrait général de la communauté haïtienne de la région d'Ottawa-Gatineau, des principaux facteurs potentiels en cause de leur immigration au Canada, et des stratégies de migration les plus empruntées chez cette diaspora. Non seulement cette première étape nous a permis de prendre le pouls de la communauté étudiée, mais elle nous a également permis de mieux orienter nos questions en vue de la préparation des guides d'entrevue pour

les groupes de discussion ainsi que les entrevues individuelles. D'autant plus, les informateurs clés nous ont servi de porte d'entrée dans le réseau de la communauté ciblée, puisque nous avons sollicité leur aide afin de contacter les membres de la communauté haïtienne pour l'organisation des groupes de discussion. Cette stratégie de recrutement des participants est certainement la plus efficace, car elle garantit un meilleur taux de participation puisque l'invitation vient d'un membre connu du réseau.

3.1.2 LES GROUPES DE DISCUSSION

Dans le cadre de notre deuxième étape à la réalisation de la présente étude, nous avons effectué quatre groupes de discussion entre les mois de février et d'avril (voir tableau 3.1.2). Chaque groupe avait une durée de deux heures chacun, dont deux avec le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa et deux avec l'Union des Haïtiens de l'Outaouais (UNHO).

Tableau 3.1.2 : Périodes de collecte de donnée par le biais de groupe de discussion

Groupe de discussion	Date
Groupe de discussion 1	19 février 2013
Groupe de discussion 2	26 février 2013
Groupe de discussion 3	2 mars 2013
Groupe de discussion 4	20 avril 2013

Le recrutement a été effectué par les informateurs clés, à qui nous avons envoyé des affiches annonçant la date et le lieu des groupes de discussion. Ces personnes clés ont également effectué un téléphone de rappel à tous les participants intéressés la veille du groupe de discussion. Pour les groupes de discussion, nous avons visé des participants d'origine haïtienne qui résident dans la région d'Ottawa-Gatineau et qui ont immigré au Canada entre 1999 et 2009. Cette période d'immigration est un critère important dans la réalisation du présent projet de recherche, car nous voulons éviter de potentielles

confusions entre les facteurs environnementaux et les catastrophes naturelles telles que le tremblement de terre qui a eu lieu en janvier 2010 en Haïti. Aussi, étant donné que nous nous intéressons aux différences potentielles entre les classes sociales, nous avons organisé des groupes avec des Haïtiens venus au Canada sous différentes catégories, comme les travailleurs qualifiés, réunifications familiales, réfugiés, etc. De plus, les groupes de discussion étaient mixtes, et le nombre d'hommes et de femmes dépendait de la disponibilité des participants. Le but de cette mixité des genres est de créer « a temporary social structure that is a microcosm of the larger context » (Goss, 1996 :118). Le choix d'une même communauté, de la période de migration ainsi que du lieu de résidence au Canada a pour but d'assurer une certaine homogénéité du groupe, ce qui se reflétera par une même conjoncture dans le pays d'origine qui a influencé la décision des participants à immigrer au Canada. Cette stratégie favorisera la cohésion entre les membres du groupe de discussion (Vaughn et col, 1996 ; Cameron, 2005), puisqu'elle permettra aux participants de discuter des mêmes enjeux au travers de diverses perspectives, indépendamment de leur statut social en Haïti. Malgré cette homogénéité, les différents statuts de migration (travailleurs qualifiés, réunifications familiales, réfugiés, etc.) ainsi que le sexe des participants permettent également de souligner les potentielles différences des effets de l'environnement et des stratégies d'immigration au Canada. Parmi les quatre groupes de discussion réalisée dans le cadre de ce projet, deux d'entre eux ont été effectués avec des membres de la communauté d'Afrique subsaharienne. Ceci était dû à des questions de logistique de la part de notre personne-ressource au Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa. De plus, pour les groupes organisés par le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa et par l'Union des Haïtiens de l'Outaouais (UNHO), comptaient des participants qui ne répondaient pas à notre critère de sélection portant sur la période d'immigration au

Canada. Les informations fournies par ces participants n'ont pas été éliminées étant donné que tous ces participants nous ont parlé des enjeux environnementaux, politiques et socio-économiques qui régnaient avant le tremblement de terre de janvier 2010.

À la fin de chaque groupe de discussion, nous avons demandé aux participants de remplir deux courts questionnaires : le questionnaire individuel (Annexe 4) et le questionnaire d'évaluation du groupe de discussion (Annexe 5). Le premier questionnaire vise à obtenir des catégories démographiques dans un but statistique, comme l'âge, la date d'arrivée, l'état matrimonial, le niveau de scolarité et la catégorie d'immigration (Valentine, 2005). Ces données du questionnaire ajoutent ainsi une profondeur à notre analyse des résultats des groupes de discussion puisqu'elles nous permettent de déceler les différences entre les classes sociales. Le second questionnaire visait à améliorer les groupes de discussions que nous planifions effectuer par la suite.

En outre, le choix du lieu où se sont tenus les groupes de discussion est un facteur important dans leur réussite. Plusieurs géographes (Longhurst, 2010 ; Bennett, 2002 ; Fern, 2001 ; Strauss, et Corbin, 2008) s'entendent sur le fait que le lieu de rencontre peut affecter le déroulement de la discussion, et ce, autant pour des groupes de discussion que pour les entrevues individuelles. Par conséquent, nous avons organisé les quatre groupes de discussion dans un lieu familier aux participants. Les deux groupes de discussion organisés avec l'aide du centre LASI ont eu lieu dans les locaux de ce dernier, un lieu avec lequel les participants sont à l'aise puisqu'ils y ont suivi des formations et réunions avec leurs intervenants. Quant aux groupes organisés avec l'aide de l'UNHO, ils ont eu lieu dans une des annexes de cet organisme : le Centre communautaire des Haïtiens de l'Outaouais (CENCHO), situé dans le quartier Vanier à Ottawa. Ce dernier constitue un

lieu de rencontre pour la diaspora haïtienne d'Ottawa-Gatineau, où on y célèbre des fêtes culturelles et religieuses haïtiennes, ainsi qu'un lieu où on y trouve un appui moral et juridique.

De plus, des rafraichissements ainsi que des collations étaient servis aux participants des groupes de discussion dans le but de créer une ambiance amicale où s'est tenue une « conversation with a purpose » (Eyles 1988, cité dans Valentine, 1997 :111) et des échanges d'avis et d'expériences d'immigration (Dick, 1990) au Canada. Ces stratégies au bon fonctionnement des groupes de discussion sont une tentative visant à « simulate a group of friends or people who have things in common and feel relaxed talking to each other » (Longhurst, 2010:105).

Tel que mentionné, les groupes de discussion constituent une méthode importante dans la réalisation de cette étude, puisqu'ils permettent d'explorer la manière dont les opinions sur les facteurs environnementaux sont construites et justifiées par rapport à d'autres facteurs (économiques, politiques et sociaux) ainsi que par rapport aux perspectives d'autres participants (Kitzinger et Barbour, 1999). Cette méthode de recherche nous a ainsi permis de nous pencher sur le rôle du statut social et des réseaux sociaux dans l'expérience des changements environnementaux en Haïti ainsi que dans la décision et les stratégies d'immigration des participants d'origine haïtienne au Canada.

3.1.2.1 Profils des participants

Le total de participants aux quatre groupes de discussion est de 20 personnes, dont 13 hommes et 7 femmes. La catégorie d'âge de 65 % des participants se situe entre 35 et 54 ans (voir Graphique 3.1). Le niveau d'éducation des participants est relativement élevé,

avec 45 % des participants ont un diplôme collégial, une formation spécialisée, un diplôme d'une institution postsecondaire et/ou un diplôme universitaire ou professionnel (voir Tableau 3.1.2.1a). Il est important de noter que la grande majorité de ces participants ont été recruté par le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa, dont le mandat est de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants qualifiés économique au Canada, dans ce cas à Ottawa-Gatineau. De plus, un quart des participants ont un niveau d'éducation équivalent à quelques années du secondaire. Ces derniers sont majoritairement des participants des groupes de discussion organisés en collaboration avec UNHO, un centre culturel pour la diaspora haïtienne d'Ottawa-Gatineau.

Graphique 3.1.2.1 : Catégories d'âge des participants aux groupes de discussion

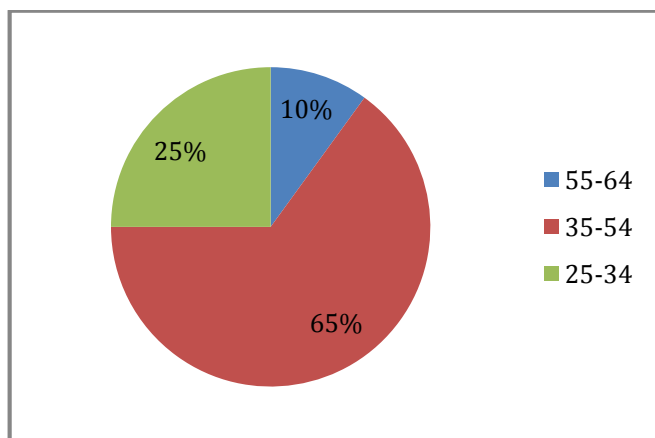


Tableau 3.1.2.1a : Niveaux d'éducation des participants aux groupes de discussion

Niveau d'éducation	Nombre de participants (sur 20)
Quelques années de secondaire	5
Diplôme secondaire	2
Collège/ formation spécialisée/post-secondaire/université	5
Quelques années d'études supérieures	1
Études supérieures	3
Diplôme professionnel	4

En ce qui concerne les catégories d'immigration, 35 % des participants aux groupes de discussion sont venus au Canada par le biais d'un membre de leur famille, dans la

catégorie de réunification familiale ou parrainage familial (voir Tableau 3.1.2.1b). Quatre des sept participants de cette catégorie étaient des participants recrutés par UNHO et trois par le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa. Ces derniers étaient majoritairement sous la catégorie de réunification familiale où le/la conjointE est venu au Canada en premier comme immigrant économique et par la suite il/elle a fait demande de réunification familiale pour le restant de la première famille (conjointE et enfants) en Haïti. De plus, parmi les participants aux groupes de discussion il y a 30 % d’entre eux qui sont venus au Canada comme réfugiés. Quatre sur six d’entre eux ont été recruté par le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa, ce qui pourrait fort probablement signifier que se sont des professionnels qui ont fui l’instabilité politique qui régnait en Haïti. En ce qui concerne la catégorie d’immigrants économique/travailleurs qualifiés, ce ne sont que 4 participants sur 20 qui sont venus au Canada sous cette classe. Ceci reflète bien les exigences et difficultés propres à la procédure de cette catégorie de migrants, ce qui pourrait expliquer le faible nombre dans les groupes de discussion.

Tableau 3.1.2.1b : Catégories d’immigration des participants aux groupes de discussion

Catégorie d’immigration au Canada	Nombre de participants (sur 20)
Immigrant économique/Travailleur qualifié	4
Réunification/parrainage familial	7
Réfugié	6
Autre	1
Pas de réponse	2

Quant au statut d’emploi, 35 % des participants ont un statut d’étudiant (voir Tableau 3.1.2.1c). Quatre des sept d’entre eux sont des immigrants professionnels recrutés par Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa qui ont décidé de retourner aux études, car leurs diplômes n’étaient pas pleinement reconnus au Canada. Par la suite, 30 % des

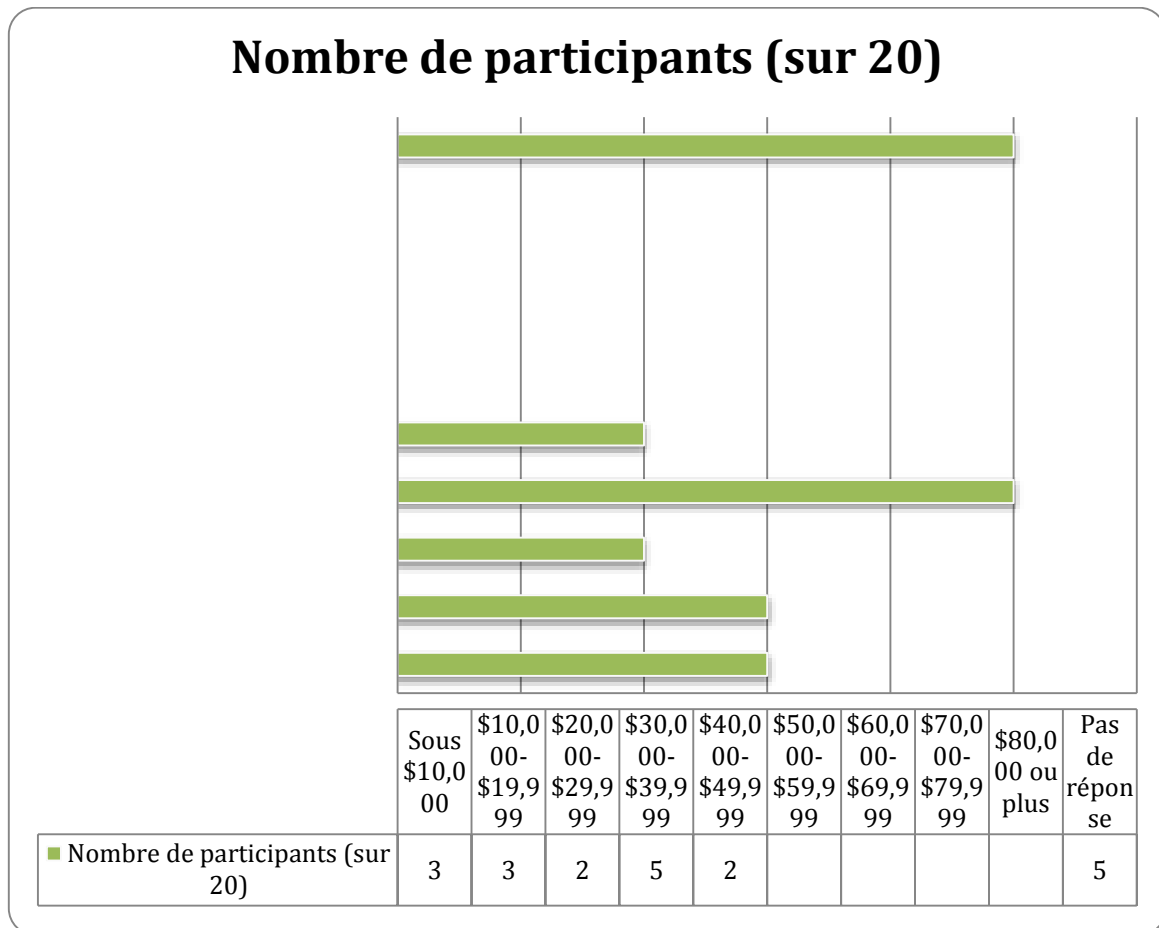
participants sont des employés avec un salaire mensuel. Quatre des six d’entre eux ont été recrutés par UNHO. Ceci reflète la différence dans la clientèle des deux établissements, où l’UNCHO est majoritairement fréquenté par des immigrants haïtiens qui ont déjà intégré le marché du travail depuis plusieurs années, tandis que ceux du Centre LASI, se sont de nouveaux arrivants qui visent à intégrer le marché du travail. Ainsi, les 20 % des participants qui ne travaillent pas et qui cherchent un emploi font tous partie de la clientèle du Centre LASI.

Tableau 3.1.2.1c : Statuts d’emploi des participants aux groupes de discussion

Statut d’emploi au Canada	Nombre de participants (sur 20)
Étudiant	7
Employé avec salaire mensuel	6
Ne travaille pas et je cherche un emp	4
Dans l’incapacité de travailler	1
Pas de réponse	2

Le revenu des ménages semble avoir été une question sensible à poser aux participants aux groupes de discussion, puisqu’un quart d’entre eux ont préféré ne pas répondre à cette question. En revanche, parmi ceux qui ont répondu, leur revenu ne dépasse pas la catégorie de 40 à 49 000 \$ (voir Graphique 3.1.2.1). D’ailleurs, les participants qui ont indiqué ce revenu sont des immigrants économiques et qui ont pu intégrer le marché du travail avec l’aide du Centre LASI. De plus, pour 25 % des participants leur revenu du ménage se situe entre 30 et 39 000 \$. Dans cette catégorie de participants, la quasi-totalité était des participants recrutés par UNCHO et a intégré le milieu du travail depuis maintenant quelques années.

Graphique 3.1.2.1 : Revenus annuels par ménage des participants aux groupes de discussion



Il nous paraît important de souligner que le profil des participants des groupes de discussion reflète certainement les résultats des politiques d'immigration canadiennes qui tendent à faciliter l'immigration aux professionnels de la classe moyenne et aisée de divers pays du monde, dont Haïti. De ce fait, nous pouvons argumenter que les résultats des groupes de discussion sont en partie biaisés par ces politiques. Ainsi, nous jugeons important de tenir ce facteur en compte lors de l'analyse et discussion des résultats des groupes de discussion.

3.1.2.2 Les dynamiques des groupes de discussions

Les discussions des quatre groupes de discussion que nous avons organisés s'étaient déroulées dans une ambiance de calme et respect. Néanmoins, il y avait des sujets qui ont engendré des échanges tendus qui frôlaient des débats tumultueux entre les participants. Ceci dit, il y avait également un consensus entre les participants concernant certains sujets liés à l'immigration haïtienne au Canada. De plus, dans deux des quatre groupes de discussion, les participants avaient ressenti le besoin d'exprimer leurs sentiments d'attache et d'amour envers leur pays d'origine avant de rentrer dans le vif du sujet. En conséquence, il régnait dans la salle de discussion une atmosphère de patriotisme envers Haïti, avant que nous commentions à discuter du sujet de recherche. En dernier lieu, il nous paraît important de mentionner qu'il n'y avait pas un grand nombre de femmes parmi les participants (sept femmes au total), dont seulement une ou deux qui ont élaboré sur les thèmes discutés en groupe et/ou qui ont imposé leur point de vue dans lors des discussions plus corsées. Lorsque la chercheuse donnait la parole aux participantes qui se sont le moins exprimées, ces dernières répondaient « je n'ai rien d'autres à ajouter » ou bien « je suis d'accord avec ce qui a été dit ». Ceci pourrait être expliqué par le fait qu'elles ne sentaient pas la nécessité de répéter ce qui a déjà été mentionné par d'autres participants, ou bien qu'elles ne se sentaient pas à l'aise à s'exprimer et débattre de leurs points de vue en groupe.

3.1.3 ENTREVUES INDIVIDUELLES AVEC LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE DE MONTRÉAL

À la fin des groupes de discussion, nous avons constaté que ce sont les populations rurales qui sont les plus influencées par les changements environnementaux, ce qui nous a permis de cibler que des participants d'origine rurale pour les entrevues individuelles afin de

mieux comprendre le rôle de l'environnement dans la décision d'immigration. De plus, notre concentration sur des participants originaires de zones haïtiennes rurales s'explique également par la revue de littérature qui démontre que les populations rurales sont les plus impactées par les changements climatiques puisque leur revenu dépend de l'environnement qui les entoure. Quant au changement de ville, Montréal est la ville de résidence de la plus grande communauté haïtienne au Canada et par son grand nombre, la communauté haïtienne est plus diversifiée que celle d'Ottawa-Gatineau. Par conséquent, cette ville devient le milieu par excellence pour recruter des immigrants haïtiens d'origine rurale.

Ainsi, les entrevues individuelles complètent l'information donnée par les groupes de discussion, puisque ces derniers nous ont fourni une vue d'ensemble des enjeux environnementaux en Haïti, sans toutefois nous permettre d'aller en profondeur dans les discussions (Longhurst, 2010; Bennett, 2002). Ainsi, lorsqu'il s'agit de causes d'immigration d'Haïtiens au Canada, certains aspects importants à notre étude peuvent être personnels, où les circonstances (positives, négatives et/ou émotives) diffèrent d'un participant à un autre, ce qui encourage peut-être certains à ne pas partager ces renseignements personnels dans le cadre d'un groupe de discussion avec des personnes qu'ils connaissent ou ne connaissent pas. De plus, « interviews are the chosen method when researchers are keen to hear the 'stories' of individuals in a situation where they are (probably) uninterrupted and uninfluenced by the presence of other people » (Bennett, 2002:155).

En ce qui concerne le recrutement des participants, nous avons communiqué en premier lieu avec plusieurs centres et organisations haïtiennes à Montréal¹⁶ chez lesquels nous avons laissé des prospectus expliquant le projet de recherche ainsi qu'affiché des affiches de recrutement. Parmi ces organismes, ce ne sont que le Centre haïtien d'action familiale et Ma maison mon toit qui a démontré de l'intérêt pour notre projet de chercher.

Nous avons donc effectué sept entrevues semi-structurées et individuelles avec des membres de la communauté haïtienne de Montréal. Ce type d'entrevue nous permet d'adapter l'entretien selon les expériences et opinions du/de la participantE (Bennet, 2002 ; Valentine, 1997) afin de discuter pleinement du contexte d'origine et des facteurs qui ont le plus mené à leur migration. Pour cela, nous avons utilisé le guide d'entrevue individuelle (voir annexe 3) afin de nous assurer de discuter de tous les points importants pour notre étude.

La période de collecte de donnée par entrevue individuelle s'étant de juillet à août 2013 (voir tableau 3.1.3). De plus, comme pour les groupes de discussion, les entrevues individuelles ont eu lieu dans un endroit familier et/ou informel choisi par les participants afin de mettre aux participants d'être à l'aise (Bennett, 2002). Nous tenons également à mentionner que lors du recrutement des participants pour les entrevues, il était plus difficile de recruter des hommes que des femmes, car les hommes semblaient avoir un emploi du temps plus irrégulier et moins flexible que celui des femmes.

¹⁶ Maison d'Haïti, Centre communautaire haïtien aidons-nous, Centre éducatif Le phare, Centre haïtien d'action familiale, Organisme d'entraide Canada-Haïti, Union des Haïtiens du Québec, Ma maison mon toit et La maisonnée.

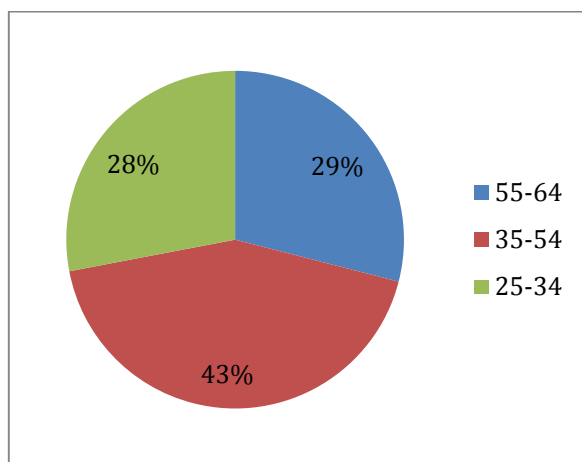
Tableau 3.1.3 : Périodes de collecte de donnée par le biais d’entrevue individuelle

Code des entrevues individuel	Date
1	4 juillet 2013
2	7 juillet 2013
3	13 juillet 2013
4	22 juillet 2013
5	7 août 2013
6	22 août 2013
7	23 août 2013

3.1.3.1 Profil des participants

Le groupe de participants aux entrevues individuelles est constitué de quatre femmes et de trois hommes. Tous ont immigré au Canada avant le tremblement de terre d’Haïti en janvier 2010 et tous sont originaires de villes rurales (voir annexe 6). Six des participants ont immigré entre 2001 et 2009, tandis qu’une personne a immigré en 1996. Tel qu’illustré par le Graphique 3.1.3.1, la catégorie d’âge dominante est entre 35 et 54 ans (43 %), tandis qu’une proportion presque égale (30 %) des catégories de 25 à 34 ans et 55 à 64 ans.

Graphique 3.1.3.1 : Catégories d’âge des participants aux entrevues individuelles



En ce qui a trait au niveau de scolarité des participants aux entrevues individuelles, il n’y avait aucune personne qui a un niveau d’étude inférieur à la 8^e année du primaire, ni un niveau de quelques années d’études secondaires. Bien au contraire, tous les participants ont

un diplôme de niveau secondaire. Cela dit, seulement trois des sept participants ont quelques années de collège/formation spécialisée/post-secondaire/université ou ont complété leur formation collégiale/spécialisée/post-secondaire/université (voir Tableau 3.1.3.1-a). Les catégories d’immigration des participants varient selon le contexte personnel de chaque personne, où le niveau de scolarité ne semble pas avoir été un facteur déterminant dans les catégories d’immigration au Canada (voir chapitre 5 pour plus de détails). Ainsi, trois (43 %) d’entre eux ont immigré dans la catégorie d’immigrants économiques, deux (28 %) ont fait demande d’asile une fois arrivé au Canada, et une personne (14 %) a été parrainée par un membre de la famille ainsi qu’une autre est venue sous la catégorie de réfugié (voir Tableau 3.1.3.1a).

Tableau 3.1.3.1a : Niveaux de scolarité des participants et catégories d’immigration des participants aux entrevues individuelles

Niveau d’éducation	Nombre de participant (sur 7)	Catégorie d’immigration au Canada participants)
Diplôme secondaire	4	Immigrant économique (1) Demandeurs d’asile (2) Parrainage familial (1)
Quelques années de collège/formation spécialisée/post-secondaire/université	1	Parrainage familial (1)
Collège/ formation spécialisée/post-secondaire/université	2	Immigrant économique (1) Réfugié (1)

Quant au statut d’emploi actuel des participants aux entrevues individuelles est représenté dans le tableau 3.1.3.1b. On constate que 4 participants possèdent un salaire mensuel et que 2 sont à la recherche d’emploi.

Tableau 3.1.3.1-b : Statuts d'emploi et revenus par ménage des participants aux entrevues individuelles

Statut d'emploi au Canada	Nombre de participants (sur)	Revenu annuel du ménage (# participants)
Étudiant	1	>10 000
Employé avec salaire mensuel	4	20-29 000 30-39 000 (3)
Ne travaille pas et je cherche un emploi	2	10-19 000 (2)

Les villes d'origine des participants sont localisées dans six départements différents d'Haïti (voir tableau 3.1.3.1c). Cette dispersion des lieux d'origine donne à notre projet de recherche une vue d'ensemble au sujet des enjeux environnementaux dans les régions rurales en Haïti ainsi que leurs influences directes et/ou indirectes dans la prise de décision d'immigration chez la population rurale. De plus, tel qu'illustré par la carte mise en annexe 6, seulement un participant est situé à une 20^e de kilomètres de la capitale, tandis que les autres participants sont originaires de villes aussi loin que Fort-Liberté, à plus de 300 Km de Port-au-Prince (voir tableau 3.1.3.1-c). Comme nous le discuterons en détail ci-dessous, la proximité et/ou l'éloignement de Port-au-Prince jouent un rôle crucial dans la qualité de vie des populations.

Tableau 3.1.3.1c : Régions d'origine des participants aux entrevues individuelles

Participants	Village d'origine	Département	Nombre d'habitants	Distance de la capitale
1	La Chapelle	Artibonite	5 273**	85 Km
2	Fort libéré	Nord-Est	15 589*	301Km
3	Les Cayes	Sud	48 095*	191 Km
4	La Chapelle	Artibonite	5 273**	85Km
5	Jacmel	Sud-Est	26 077*	83 Km
6	Santo- commune de des Bouquets	Ouest		19 Km
7	Casal	Ouest	8 202**	42 Km

Source : *République d'Haïti, 2004. ** IHSI, 2009.

3.1.3.2 Dynamique des entrevues individuelles

Les sept entrevues que nous avons effectuées se sont passées dans une atmosphère plus détendue que celle des groupes de discussion. Ceci s'explique principalement par le fait que les entretiens avec les participants étaient non seulement fait individuellement, mais également étaient fait à l'endroit et l'heure qui convenaient le mieux à chaque participant. Ainsi, les participants semblaient être à l'aise à élaborer sur les thèmes abordés, au point de partager, parfois, des renseignements personnels afin de mieux nous illustrer l'impact de certains enjeux sur la qualité de vie en Haïti. Parmi les lieux de rencontre, choisis par les participants, il y avait leurs résidences, leur église et parc de quartier, ainsi qu'un café à l'extérieur de leur quartier. Ainsi nous avons effectué la quasi-totalité des entrevues dans le quartier résidentiel des participants, ce qui a notamment contribué à avoir une atmosphère détendue plus portée à la discussion avec la chercheuse. Cependant, deux participants hommes ont interpellé la chercheuse avec des mots démontrant leur âge avancé et par le fait même leur expérience de vie. À titre d'exemple, le participant de Santo avait, en s'adressant à la chercheuse : « vous voyez bien ma fille [...] » (Entrevue 6, Santo). De plus, le participant originaire de Casal n'a pas cessé de chercher les mots nécessaires pour vulgariser et simplifier la complexité de certains enjeux discutés tels que le lien du pouvoir et des classes social et ainsi que le système de propriété des terres agricoles en Haïti. Cette situation nous avait ainsi positionnés durant ces deux entrevues non à un niveau de chercheuse dynamique, mais plutôt à une position de jeune adulte peu informée sur les enjeux affectant les Haïtiens et leur complexité. Ce sentiment de supériorité par rapport à la chercheuse pourrait avoir empêché les participants à partager plus d'information sur des enjeux politiques, sociaux et environnementaux complexes, de peur que nous ne les saisissons pas.

3.2 ANALYSE DE DONNÉES

L'analyse de données de ce projet de recherche s'est effectuée en deux étapes principales. Ainsi après la transcription intégrale de chaque entretien (discussion de groupe et entrevue), nous avons en premier lieu effectué une analyse préliminaire afin de nous aider à développer les codes d'analyse des données amassées. Par la suite, nous avons utilisé le logiciel QDA Miner afin d'analyser les données de façon qualitative, puisque ce logiciel offre la possibilité d'organiser les données recueillies de façon à mieux répondre à nos questions de recherche. Avec ce logiciel, nous avons divisé manuellement les transcriptions en trois thèmes : les enjeux environnementaux, les enjeux économiques, sociaux et politiques ainsi que les stratégies d'immigration. La création de thèmes constitue une manière essentielle afin de « classer » l'information recueillie. Pour chaque thématique, nous avons construit une arborescence en codant les données avec les variables reliées à leur thème respectif telles que la sécheresse et l'érosion pour le thème d'enjeux environnementaux, ainsi que réseaux sociaux et classes sociales pour le thème de stratégie d'immigration (Annexes 10 et 11). Cette méthode nous a permis d'être en mesure d'approfondir notre analyse en fonction de ces facteurs.

3.3 DÉFIS ÉTHIQUES

Dans le cadre de ce projet de recherche, nous croyons avoir créé des liens de confiance avec les participants d'origine haïtienne grâce à deux facteurs. Le premier est la langue française qui a non seulement permis aux participants des deux villes d'échanger leur opinion avec aisance, mais également de créer un sentiment de commune appartenance à la communauté francophone, particulièrement d'Ottawa-Gatineau. Nous croyons que ce sentiment d'association a créé un lien relationnel entre la chercheuse et les participants, ce

qui a favorisé les entretiens en groupe et individuels. Le deuxième facteur est celui de l'immigration. Nous pensons que les participants ne se sont pas sentis étrangers, puisque la chercheuse même est aussi issue de l'immigration. Nous pensons que cet aspect a facilité les échanges et la compréhension commune concernant les enjeux liés aux processus d'immigration des participants. Nous croyons que ce fondement éthique a également favorisé une interaction positive entre la chercheuse et les participants, amenant à une meilleure compréhension du sujet de recherche.

Ceci dit, il existe des limites que nous n'avions pas pu éviter. Celles-ci sont d'ordre social telles que le genre, le statut d'étudiante, le niveau de scolarité élevé ainsi que l'âge relativement jeune de la chercheuse par rapport à la grande majorité des participants. Ces limites ont peut-être causé un certain malaise chez les participants, ce qui aurait pu affecter la discussion.

CHAPITRE 4 : PRÉSENTATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS : LES GROUPES DE DISCUSSION

4.1 SURVOL GÉNÉRAL ET COMPLEXITÉ DES FACTEURS INFLUENÇANT LA DÉCISION D'IMMIGRATION DES HAÏTIENS

Tel qu'expliqué dans le cadre méthodologique, les groupes de discussion ont pour but d'exposer une variété de facteurs (environnementaux et non-environnementaux) qui influencent la décision d'immigration des Haïtiens, et ce chez les populations urbaines ainsi que rurales. Comme nous l'expliquerons ci-dessous, les résultats des groupes de discussion contribuent en premier lieu empiriquement avec la ligne de pensée des septiques en ce qui concerne la multicausalité et la complexité de la migration. En second lieu, ce chapitre utilise l'analyse de nos résultats pour contribuer au débats théoriques, et en particulier sur le cadre conceptuel de Black et coll. (2011) en introduisant le concept de migration environnementale interactive.

En premier lieu, ce chapitre présente les facteurs non-environnementaux qui ont influencé la décision d'immigration des participants. Par la suite, nous discuterons des liens complexes entre ces facteurs et ceux d'ordre environnemental ce qui nous permettra de développer/d'avancer le concept de migration environnementale interactive. En outre, nous discuterons des types de facteurs environnementaux qui affectent les populations rurales. En dernier lieu, ce chapitre présente et analyse les stratégies d'immigration des participants ainsi que le rôle des classes sociales et des réseaux sociaux.

4.1.1 FACTEURS PRIS EN COMPTE DANS LA DÉCISION D'IMMIGRATION

Lorsqu'interrogés sur les facteurs environnementaux qui poussent les Haïtiens à immigrer au Canada ou ailleurs, les 20 participants aux quatre groupes de discussion ont énuméré

une série de facteurs sociaux, économiques et politiques, décrivant ainsi l'environnement socio-économique et politique du pays (voir Tableau 4.1.1 et Graphique 4.1.1). À ce titre, les participants étaient tous d'accord sur l'existence de problèmes environnementaux en région rurale et moins en régions urbaines. En fait, tous étaient d'accord sur le fait que les facteurs qui les ont influencés à quitter Haïti n'étaient principalement pas des facteurs environnementaux d'ordre physique (par exemple : tempête tropicale, inondation, érosion, dégradation des sols, etc.), mais reposaient plutôt sur des facteurs environnementaux d'ordre socio-économique et politique, c'est-à-dire qui relèvent de l'interconnexion entre environnement et facteurs politiques et socio-économiques. On le note dans des échanges comme ceux-ci :

Je dirais que tous les facteurs se sont mis ensemble pour me pousser ici : la politique, l'environnement, l'économie. (Groupe de discussion 2)

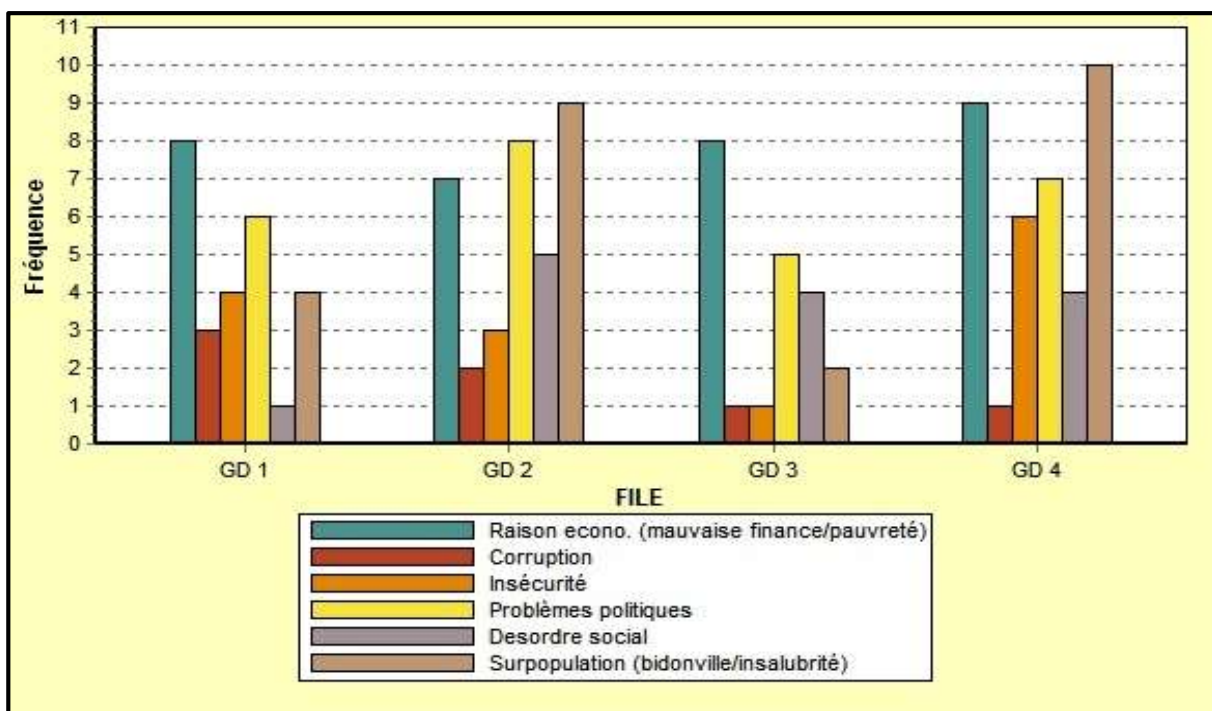
Nous avons un problème environnemental en Haïti, mais cela ne m'a pas influencé à quitter Haïti. J'ai quitté Haïti volontairement, mais pour des questions de conjoncture politiques. (Groupe de discussion 3)

D'ailleurs, l'interconnexion entre plusieurs enjeux socio-économiques et politiques a été évoquée dans la décision d'immigration des participants, contrairement à des facteurs isolés. Ceci suggère que c'est le lien entre différents types de facteurs qui influencent une telle décision.

Tableau 4.1.1 : Fréquences des thèmes sociaux, économiques et politiques dans les groupes de discussion

Code	Fréquence	% totale des cod	Groupes de discussion
Économie (mauvaise finance/pauvreté)	32	8,2	4
Corruption	7	2,1 %	4
Insécurité	14	3,6 %	4
Enjeux politiques	26	6,5 %	4
Désordre social	14	3,6 %	4
Surpopulation (bidonvilles/insalubrité)	25	6,7 %	4
Maladies	4	1,0 %	3
Exode rural	13	3,3 %	2

Graphique 4.1.1 : Types de facteurs qui influencent la décision d'immigration des populations urbaines.



Tel qu'illustré par le Graphique 4.1.1, les raisons économiques, de surpopulation de même que les problèmes politiques constituent des facteurs les plus importants derrière la prise de décision d'immigration dans les quatre groupes. Tous ces facteurs viennent dégrader la

qualité de vie des citoyens et les poussent éventuellement à changer de pays. Plusieurs participants ont notamment évoqué le manque d'opportunités professionnelles en Haïti, plus spécifiquement en milieu urbain, limitant ainsi leur chance d'améliorer leur statut social et simultanément leurs conditions de vie, ce qui rend l'accessibilité à une vie meilleure plus difficile. Ces remarques sont logiques puisque, les groupes de discussion étaient majoritairement composés de personnes ayant vécu dans diverses villes du pays incluant Port-au-Prince. Un participant notait par exemple :

Quand tu n'es pas du parti qui est au pouvoir, tu ne peux pas trouver du travail. Tu restes dans la rue. (Groupe de discussion 1)

Moi je dirais que la migration est un phénomène complexe [...] lié à la recherche de meilleur positionnement professionnel. (Groupe de discussion 3)

Il est pertinent de rappeler que, bien que les groupes de discussion ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la communauté haïtienne établie à Ottawa-Gatineau, nos résultats constituent tout de même une base pour comprendre les facteurs qui entrent en ligne de compte dans la décision d'immigration des Haïtiens.

4.1.1.1 Débats et points de tension : Haïti un pays riche vs Haïti un pays pauvre

Malgré l'unanimité concernant l'interaction entre les différents facteurs, il y avait tout de même certains sujets qui occasionnaient des débats importants entre les participants d'un même groupe de discussion. Ces points de tension illustrent bien la diversité des facteurs influençant la migration qu'il convient de mentionner ici.

Un des sujets de débat concernait l'état de richesse ou de pauvreté perçue d'Haïti. Certains participants soutenaient que tous les problèmes présents en Haïti résultent de sa grande pauvreté qui dure maintenant depuis des années. À l'opposé, un autre groupe affirmait

qu'au contraire, Haïti est un pays riche et que ce sont les dirigeants qui ne partagent pas les ressources de façon égalitaire, ce qui crée la pauvreté de la grande majorité des Haïtiens et affecte en retour les conditions environnementales. Ce thème semble être important pour les participants, car il surgissait souvent au moment de la conversation où les participants essayaient d'expliquer la présence et la perpétuité de la pauvreté de la population haïtienne et sa fragilité aux intempéries climatiques, tel qu'en témoignent les dires des participants suivants :

La meilleure façon de combattre l'érosion et la pauvreté c'est de créer du travail. (Groupe de discussion 1)

Quand on parle de problèmes d'environnement, il faut admettre que quand un pays est déjà pauvre, ça va aggraver la situation. L'environnement, ce n'est pas ça qui est le problème, c'est parce que tu n'as pas les moyens de régler le problème. (Groupe de discussion 2)

4.1.1.2 Mauvaises conditions économiques en Haïti

Comme nous l'avons mentionné dans la section « Dynamique des groupes de discussion » du chapitre 1, certains participants étaient en désaccord avec ceux qui affirmaient qu'Haïti est un pays pauvre. Néanmoins, tous les participants étaient d'accord sur le rôle crucial de la richesse et/ou pauvreté d'une population face aux changements environnementaux. Ainsi, le taux de chômage élevé dans les centres urbains du pays (Port-au-Prince, Gonaïves et Cap-Haïtien) représente un autre enjeu d'ordre économique d'importance dans la décision d'immigration des participants et des familles haïtiennes en général puisque celles-ci se soucient de l'avenir de leurs enfants. À ce titre, les participants prédisent un avenir instable (politiquement et socialement) pour les générations à venir en Haïti, puisque d'après eux, la situation socio-économique et politique du pays ne va qu'en se dégradant, d'où leur décision de quitter Haïti. On constate donc que l'avenir des enfants représente un facteur important dans l'équation de décision d'émigration, sans que cela ne

soit lié directement à l'environnement. Qui plus est, les participants ont brossé un portrait général de la pauvreté croissante concernant la majorité de la population urbaine, tel qu'en témoigne par exemple un participant :

J'ai laissé Haïti parce qu'il y a beaucoup de mendiants dans les rues, il y a beaucoup de déchets aussi. Il y a beaucoup de poussière parce que les routes ne sont pas asphaltées, et je suis parti parce que beaucoup de gens vivent dans de mauvaises conditions, mauvais logement, pas d'électricité, pas d'eau propre, etc. (Groupe de discussion 3)

On constate ainsi que l'extrême pauvreté généralisée des milieux urbains peut alimenter la décision d'émigration, et ce même chez les personnes aisées. On constate ici l'important rôle du milieu social dans la prise d'une telle décision.

4.1.1.3 Surpopulation et conséquences de l'exode rural

Quant à la surpopulation urbaine, les participants ont expliqué ce phénomène par l'exode rural qui marque le pays depuis maintenant plusieurs années. Une majorité des participants était d'accord sur le fait que les populations rurales se déplacent en ville pour une série de facteurs environnementaux, que nous discuterons ci-dessous. Les participants ont également spécifié que les paysans qui s'installent dans les centres urbains espèrent améliorer leurs conditions de vie en trouvant un emploi et en vivant dans un milieu meilleur que celui en zones rurales (notamment au niveau de la disponibilité des routes, de l'électricité et des services). À ce sujet, plusieurs participants ont décrit les piètres conditions de vie dans lesquels vivent les populations rurales :

Chez-nous dans des endroits il y a pas vraiment la route, les gens ont la nourriture et tout, mais le gouvernement ne fait pas de trajet. Comme il n'y a pas de route. Il y en a des endroits où il faut de l'eau. (Groupe de discussion 4)

Les gens qui quittent les campagnes [...] ils n'ont plus les moyens de vivre (en campagne). Ils n'ont plus les semences, l'engrais. Ils n'ont rien. Tu ne peux pas les empêcher de se déplacer. Ils vont donc migrer vers la capitale. (Groupe de discussion 2)

Or, la réalité est toute autre lorsque ces derniers arrivent en ville. Les paysans et leurs familles se heurtent à la dure réalité spécifique aux centres urbains en Haïti, avec notamment une compétitivité plus grande pour les emplois ainsi qu'une augmentation du coût de la vie comparativement aux régions rurales. En conséquence, les paysans sont obligés d'habiter dans les bidonvilles où il n'y a pas d'électricité, d'eau potable courante, et/ou de système d'assainissement. En effet, la grande majorité des bidonvilles en Haïti sont peuplés par des migrants des régions rurales (L'Étang, 2011). Par conséquent, les centres urbains, et particulièrement la capitale Port-au-Prince, sont devenus surpeuplés, ce qui crée un fardeau supplémentaire sur la disponibilité des ressources en milieu urbain :

La capitale c'est tout gonflé, il y a des bidonvilles partout. (groupe de discussion 4)

Arrivés dans les villes, ils (les migrants ruraux) sont descendus en masse dans les villes. Les villes sont des places surpeuplées. Maintenant ce qu'ils ont fait, ils ont créé des bidonvilles. C'est à partir de là les bidonvilles. (Groupe de discussion 2)

Il est important de noter que d'après la grande majorité des participants, les bidonvilles qui résultent de la surpopulation sont des lieux hautement vulnérables aux perturbations environnementales à cause de la pauvreté ainsi que des conditions précaires dans lesquelles les populations de ces lieux vivent. En outre, plusieurs participants ont également évoqué l'insécurité sociale présente dans les villes. Comme le rappelle cette participante :

Même si tu as de l'argent, c'est « insécure » (sic). Même pour ramener les enfants à l'école, tu ne sais pas ce qui va arriver dans ton auto, on va t'attraper, on va... je ne sais pas, c'est « insécure » chez nous, c'est vraiment ça qui nous a poussés à partir (Groupe de discussion 2).

Je pense que c'est à cause de l'insécurité (que les gens quittent Haïti), parce que tu ne peux pas sortir, même si tu as de l'argent c'est insécure. Même pour ramener les enfants à l'école parfois on ne sait pas ce qui va arriver dans ton auto, on va t'attraper. C'est la seule chose

chez nous qui est plus important. C'est vraiment plus à cause de l'insécurité pour l'enfant. (Groupe de discussion 4)

Ces deux citations presque identiques reflètent pleinement l'importance de cet enjeu (l'insécurité) dans la diminution de la qualité de vie des participants en Haïti et son importance dans la prise de décision d'immigration au Canada. Cela dit, ces types de propos ont été exprimés principalement par des participants de niveau professionnel qui ont décrit avoir mené un style de vie confortable et aisé en Haïti, ce qui reflète des différences dans les types d'enjeux dépendamment des classes sociales. En outre, cet aspect sur l'insécurité a été expliqué chez les participants par la pauvreté de la population urbaine, dont la majorité est sans emploi. D'après eux, le vol et le viol deviennent la solution au manque d'argent, ce qui affecte négativement l'environnement social des citoyens en général.

On a également constaté la présence de préjugés de la part de certains participants aux groupes de discussion concernant l'insécurité dans les villes et les migrants des régions rurales. D'après quelques participants, ce sont les personnes venues de régions rurales qui commettent ces délits (les vols), car ils ne possèdent pas d'emplois :

Tous les gens pensent aller à la capitale, où il y a quelque chose. Mais quand ils arrivent ils ne trouvent rien et deviennent des bandits, ils volent ta maison. (Groupe de discussion 4)

Il est important de mentionner que ces propos n'ont pas été contredits par d'autres participants du même groupe de discussion, ce qui crée donc un processus reproduisant une certaine forme de hiérarchisation sociale entre les migrants et les locaux des centres urbains en Haïti. Cette observation nous permet d'entrevoir une emphase portée sur la différence de classe sociale en milieu urbain où les sans-emploi et les plus démunis sont

majoritairement associés à des migrants ruraux et ceux qui possèdent un emploi menant un niveau de vie plus aisé sont associés à des citoyens de plusieurs générations.

Ainsi, les participants ont reconnu de manière implicite que la classe sociale joue un rôle dans l'expérience des problèmes environnementaux d'ordre social en zones urbaines. Ceci pourrait expliquer pourquoi les facteurs environnementaux d'ordre social, c'est-à-dire les conditions sociales qui règnent (présence de bidonvilles, manque d'eau potable, mauvaises conditions sanitaires, etc.) pourraient potentiellement agir comme éléments répulsifs (*push factors*) pour les citoyens scolarisés et nantis et les encourageraient à migrer à l'extérieur d'Haïti.

4.1.1.4 Enjeux politiques : (In)actions du gouvernement haïtien

Après les justifications économiques et celles associées au surpeuplement des centres urbains, les participants ont aussi parlé des facteurs d'ordre politique. Plus spécifiquement, les participants aux quatre groupes de discussion ont expliqué les influences des enjeux politiques sur les conditions sociales et économiques de la population haïtienne. Ainsi, les participants ont été unanimement d'accord que des facteurs d'ordre politique ont également influé leur décision d'immigration, ce qui vient renforcer le caractère complexe de la migration des participants, où il existe plusieurs facteurs derrière la prise de décision d'immigration. D'après les participants, il est évident que ce sont les instabilités politiques dans l'histoire d'Haïti qui ont aggravé les situations économique et environnementale de la population haïtienne à travers le pays, et que le surpeuplement des centres urbains est clairement le reflet de ces perturbations politiques qui durent depuis des années. Dans cette perspective, il y avait un consensus au sein de tous les groupes de discussion de

l'inefficacité des gouvernements haïtiens présents et passés. Certains ont même affirmé qu'il n'existe pas d'État haïtien :

Parce que nous avons, il ne faut pas avoir honte de le dire, nous avons un État irresponsable [...] donc nous n'avons pas d'État en Haïti comme pour les autres pays de la Caraïbe. (Groupe de discussion, 3)

Ces sentiments négatifs envers l'État haïtien ont longuement été discutés lors des groupes de discussion et trois arguments principaux en résultent. Tout d'abord, le gouvernement haïtien est dirigé par des personnes corrompues qui ne se préoccupent pas des besoins de la population. Plutôt, les personnes au pouvoir visent à améliorer leur situation financière personnelle et non celle de toute la population. Ceci augmente les inégalités sociales en Haïti et par le fait même augmente le désordre social, tel qu'en témoignent les passages suivants :

Je sais, on a des politiciens qui ne sont pas toujours de bonne foi. (Groupe de discussion 2)

Le problème d'Haïti, c'est pas le peuple haïtien qui a un problème, c'est la politique. C'est le tenant de la politique qui ont des problèmes parce que les hommes politiques haïtiens, ils sont des Haïtiens, mais leur mentalité n'est pas une mentalité haïtienne. Lorsqu'ils sont au pouvoir, ils dirigent avec une idée de faire leur (propre) bien, d'accaparer leur bien et d'aller vivre aux États-Unis ou au Canada, et ailleurs. (Groupe de discussion 2)

En deuxième lieu, les participants ont souligné les conséquences de l'absence du gouvernement au quotidien pour la population. À titre d'exemple, le manque de planification urbaine face à la croissance rapide de la population a favorisé la création de grands bidonvilles comme en témoignent ces participants :

Et puisque l'urbanisation haïtienne c'est encore un grand problème parce qu'il n'y a pas de voie dans les villes [...] ça empêche que le pays connaisse vraiment un développement. (Groupe de discussion 4)

L'immigration de la campagne à la ville. Les pays développés ont beaucoup une concentration de la population dans les zones urbaines. Il y a simplement que dans les pays

développés ça s'est fait (la croissance de la population) dans la planification, on avait des outils et tout ça. Il n'y avait pas ça en Haïti. (Groupe de discussion 2)

En se fondant sur les observations des participants, on peut donc déduire que l'absence du gouvernement se concrétise par l'absence d'infrastructure qui mène un développement structuré et organisé des zones urbaines. Cette situation augmenterait la vulnérabilité des résidents des bidonvilles aux aléas environnementaux et aux catastrophes naturelles, telles que le tremblement de terre de janvier 2010. Les participants ont par exemple noté que les grandes pertes humaines suite à ce tremblement de terre ont en partie été causées par le délaissement de l'État. Un participant a affirmé à ce titre que :

Lorsque les gens sont au pouvoir, ils ont tendance à profiter du pouvoir. Ils ont tendance à négliger l'environnement. Comme conséquence, il va y avoir beaucoup de problèmes. (Groupe de discussion 1)

[...] c'est bien ça, on n'a pas de gouvernement, ils (les dirigeants d'Haïti) ne s'occupent pas de la population. Parce qu'il y avait moins de morts dans d'autres pays qui ont eu la même intensité de tremblement de terre. Parce qu'eux ont un gouvernement qui s'occupe de sa population, c'est ça. (Groupe de discussion 3)

Finalement, les participants ont souligné le désordre social qui règne dans les villes. Les participants ont ainsi affirmé que le chaos dans lequel vivent les populations urbaines découle de l'absence et de l'inaction du gouvernement. Ce qui nous laisse déduire qu'en l'absence de contrôle de la part de l'État, la population peut facilement enfreindre les lois, règles et normes liées à plusieurs domaines, comme dans le domaine de la construction, pollution et déforestation, comme le décrit ce participant :

Il y avait une certaine régulation en matière de coupe d'arbre en Haïti à un certain moment, c'était très réglementé, on pouvait couper des arbres, mais on avait l'obligation de renseigner le gouvernement combien d'arbres on a coupés pour voir combien d'arbres il faut planter. Parce qu'il y a l'armée qui s'impliquait dans ce processus-là [...] à la faveur de la dictature, il y a une certaine confusion je dirais dans ce qu'on fait. Sous la dictature le problème ce n'est pas seulement le choix de la société, mais c'est imposé à la société.

Donc les gens se sont mis à couper de plus en plus d'arbres et il n'y avait pas de réglementations, sans contrôle spécifique. (Groupe de discussion 4)

On constate donc que cette désorganisation collective affecte directement la qualité de vie des résidents et qui pourrait contribuer à leur décision de migration. De plus, ce contexte démontre bien la relation étroite entre les phénomènes environnementaux et les enjeux socio-économiques dans la prise de décision d'immigration des Haïtiens venant de milieux urbains.

Les affirmations des participants concernant les actions de l'État haïtien étaient également largement négatives. Parmi les participants, six (sur un total de 20) ont quitté Haïti parce que leur vie était menacée dû à leurs idéologies politiques en opposition à celles du gouvernement et qui sont venus au Canada comme réfugiés politiques. En outre, plusieurs participants ont évoqué certaines décisions ou certains accords importants effectués par le gouvernement haïtien dans le passé et qui a grandement aggravé la situation socio-économique des Haïtiens. Ainsi, l'accord « [d']Haïti avec l'OMC [Organisation mondiale du Commerce, Haïti en est membre depuis 1996] sur le libre-échange a eu un effet néfaste sur l'économie du pays » (Groupe de discussion 4). Face aux produits importés à de moindres coûts, les producteurs locaux de denrées alimentaires traditionnellement consommées par les Haïtiens, comme le riz et le maïs, ne pouvaient plus concurrencer avec les bas prix des produits importés. Un participant du groupe de discussion 3 a par exemple affirmé que :

Puisque le marché est envahi par le riz américain, les habitants ne plantent plus (de riz), parce que c'est moins cher d'acheter du riz importé que produit en Haïti, alors ils ne peuvent plus le vendre. Jusqu'à présent, on dit qu'Haïti est un pays essentiellement agricole, mais Haïti est dépendante d'autres pays pour se nourrir. (Groupe de discussion 3)

En conséquence, les participants ont affirmé qu'un cercle vicieux s'est installé dans l'économie haïtienne, où la population de plus en plus pauvre consomme davantage de produits importés qui se vendent à prix moindre que les produits locaux. Cette situation augmente le taux de chômage ainsi que la vulnérabilité alimentaire d'Haïti et oblige le pays à importer plus de denrées alimentaires de base (riz, maïs, blé, sucre, etc.) autrefois cultivé au niveau national.

Une autre décision effectuée de la part du gouvernement haïtien qui, d'après les groupes de discussion, a eu un impact négatif sur les conditions socio-économiques de la population haïtienne, et particulièrement sur les ménages ruraux, est la gestion de la crise de la peste porcine. Les participants critiquaient fortement leur gouvernement qui a obligé l'élimination des productions porcines non seulement de centaines d'éleveurs, mais également des ménages qui possédaient un ou deux porcs. En conséquence, plusieurs petits éleveurs et fermiers ont perdu leur source de revenu, ce qui a durement affecté, comme le rappelle un participant, le contexte socio-économique haïtien et ses interactions avec l'environnement :

Les habitants utilisent le porc pour envoyer leurs enfants à l'école, le riz c'est la même manière. Donc on a pas de riz, on a pas de porc, on tourne à la coupe de bois [pour faire du charbon et le vendre]. Donc c'est cela le problème de l'environnement. Notre problème de l'environnement en Haïti, c'est avant tout une conjoncture de mauvaises décisions politiques. (groupe de discussion 1)

De plus, les participants ont mentionné que lorsque les ressources en bois diminuent dans les régions rurales, les paysans migrent en ville pour trouver un autre type d'emploi, ce qui vient ajouter à la complexité de l'interaction entre facteurs sociaux, politiques, économiques et environnementaux dans la migration des Haïtiens. En outre, un participant

avait également évoqué un épisode où l'État haïtien avait brûlé des forêts entières pour des raisons de sécurité nationale :

Je me souviens en 1957, les régimes de Duvalier ont fait brûler près de deux cent cinquante mille carreaux de terre en Haïti, dans le nord-est. Pourquoi? Parce qu'il y avait eu la fin des évasions. Ils ont obligé de déboiser la zone brûler pour voir atterrir les avions qui vont venir. Quelles conséquences. En ce moment ce devrait être une savane dans le nord-est du pays. Deux cent cinquante mille carreaux de terres qui étaient cultivables, complètement déboisés. (Groupe de discussion 1)

Ce même participant a aussi parlé d'un projet de la production de caoutchouc au nord-ouest d'Haïti qui a forcé plusieurs agriculteurs à remplacer leurs « plantes comestibles, comme par exemple le manguier, les patates et tout et tout, pour planter ça (les arbres à caoutchouc) à la place. [...] c'est vraiment la mauvaise gestion de la chose publique qui est vraiment vitale » (Groupe de discussion 1).

Tous ces propos et exemples fournis par les participants des groupes de discussion soulignent le rôle important autant des actions que des inactions de l'État haïtien sur la qualité de vie des Haïtiens dans les milieux urbains comme Port-au-Prince. En conséquence, il devient clair que ce facteur d'ordre politique, qui a des impacts sociaux et environnementaux constitue un autre facteur d'importance lors de la prise de décision d'immigration des Haïtiens. Ces résultats nous mènent ainsi à nous questionner sur la pertinence de la séparation des facteurs (économique, politique et environnemental) dans l'étude des causes de la migration internationale.

4.2 ANALYSE DES PROCESSUS D'INTERACTION DES FACTEURS INFLUENTS LA MIGRATION

4.2.1 L'INTERACTION ENTRE L'ENVIRONNEMENT ET LES FACTEURS NON-ENVIRONNEMENTAUX DANS LA DÉCISION D'IMMIGRATION : LA MIGRATION ENVIRONNEMENTALE INTERACTIVE

La complexité des interactions entre les différents types de facteurs et l'environnement a largement été soulignée par les participants. D'après les participants, lorsque l'on veut

comprendre le rôle de l'environnement dans la décision d'immigration des Haïtiens il faut considérer les enjeux politiques et économiques qui rentrent en compte dans une telle décision:

Le sujet est complexe. Lorsqu'on parle d'environnement, on ne peut pas ignorer le rôle des facteurs économiques et politiques. Et si les Haïtiens laissent Haïti pour un problème économique ou politique, il y a toujours une cause environnementale. (Groupe de discussion 1)

Les participants s'entendent ainsi sur le fait que la migration des Haïtiens est en général un phénomène complexe, car elle est le résultat de l'interaction entre une série de facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux. Il faut donc étudier la migration haïtienne comme un système entier dont les différents éléments interagissent et s'influencent les uns les autres. comme a été le cas de Black et coll. (2011) qui a pris en compte, dans son étude de la migration et l'environnement, les facteurs économiques. certes nos résultats sont représentatifs d'une telle approche (inclure le facteur économique dans l'étude de la migration environnementale), mais il omet de prendre en considération d'autres types de facteurs tels que les facteurs politiques, sociaux et culturel par exemple. Ces facteurs sont aussi importants puisque nos résultats démontrent que la migration est majoritairement le résultat d'une interaction de divers facteurs tous inter-reliés et c'est basé sur cette analyse que nous proposons le concept de « migration environnementale interactive ». Ainsi, lorsqu'Haïti souffre d'instabilité politique pendant plusieurs années à cause d'un coup d'État par exemple, les plans économiques et sociaux sont inévitablement déstabilisés à leur tour. Un tel contexte devient propice au désordre social et simultanément à la gouvernance (ou l'absence de gouvernance dans le cas qui nous concerne) de l'environnement. Ce qui entraîne la dégradation des ressources naturelles, telles que l'eau et

les espaces verts par exemple, nécessaires au bien-être de la population haïtienne, ce qu'ont rappelé plusieurs participants :

Presque tous les arbres sont déjà coupés (en Haïti), il y a beaucoup de poussières. (Groupe de discussion 3)

En plus du problème de pollution de l'air, il y a aussi la pollution même dans l'eau qu'on boit. L'eau n'est pas bonne. On peut avoir de l'argent et tout, mais l'eau qui est « potable » est polluée. (Groupe de discussion 4)

Prendre en considération les facteurs économiques, sociaux et politiques dans l'étude de l'influence de l'environnement dans la migration internationale est primordiale puisque les facteurs politiques et économiques sont déterminants dans la production sociale d'un environnement physique dégradé affectant le bien-être de la population et favorisant potentiellement la migration haïtienne. Les participants ont mentionné à plusieurs reprises la présence d'un problème qu'ils nomment « socio-environnemental » à l'échelle du pays, expliqué comme suit :

Lorsque quelqu'un dit « ah, je n'aime pas cette société, cet environnement dans lequel je vis », donc il y a un problème socio-environnemental. Donc si vous voulez seulement vous fixer sur les Haïtiens qui laissent Haïti pour des problèmes d'environnement, c'est difficile, parce que tout est entremêlé. (Groupe de discussion 3)

D'après eux, cet enjeu résulte du fait que la grande majorité des Haïtiens vivant en milieu urbain ne semblent pas aimer ou apprécier l'environnement social dans lequel ils vivent et non les conditions environnementales physiques de leur lieu de résidence. Ceci s'explique par une caractéristique des milieux urbains où la nature est moins présente que dans les zones rurales (Gondard et Delcroix, 2009). Tous les facteurs socio-économiques et politiques semblent avoir un effet sur l'état de l'environnement en Haïti, mais, d'après les participants, la dégradation de l'environnement est plus ressentie dans les régions rurales qu'urbaines, ce qui nous amène à explorer en détail cet aspect.

4.2.2 L'IMPORTANCE DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX DANS LES RÉGIONS RURALES

Les enjeux environnementaux des zones rurales ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des participants. Lorsque ces derniers évoquaient des problèmes environnementaux, ils les associaient particulièrement aux zones rurales d'Haïti, ce que l'on a retrouvé dans l'ensemble des groupes de discussion. D'après les participants, les populations rurales sont plus sensibles et vulnérables aux perturbations environnementales que les populations vivant en ville. En se basant sur les discours des participants, leur définition des régions rurales semblait correspondre à tout ce qui est à l'extérieur des grandes villes comme Port-au-Prince, Gonaïves et le Cap-Haïtien, toutes, d'après les participants aux groupes de discussion, des villes qui attirent les migrants ruraux. Les enjeux environnementaux des zones rurales, évoqués par les participants des groupes de discussion, sont principalement l'érosion et l'infertilité du sol. Pour cette raison, l'agriculture devient une activité de plus en plus difficile à exécuter en milieu rural et les récoltes se font de plus en plus rares, ce qui favorise une forme de cercle vicieux au niveau de la dégradation environnementale de la détérioration des sols et des facteurs favorisant la migration en milieu urbain (nous reviendrons en détail sur ce cercle vicieux plus loin dans ce chapitre) comme le souligne un participant :

On ne plante pas, donc il n'y a pas de production et quand il n'y a pas de production il y a des problèmes économiques et les problèmes économiques causent l'insécurité et les gens ne peuvent pas continuer à vivre dans une situation pareille. Donc les gens quittent. (Groupe de discussion 4)

Les participants ont notamment insisté sur le fait que ces principaux problèmes environnementaux (infertilité et érosion du sol) affectent directement la source de revenu des ménages ruraux, ce qui les pousse éventuellement à migrer vers les centres urbains. Tous les participants étaient également d'accord sur le fait qu'une fois en ville, ces

personnes ne trouvent pas nécessairement une meilleure vie, car la ville a également ses problèmes environnementaux qui sont davantage d'ordre socio-économique et politique, tel que discuté ci-dessus.

En se basant sur les propos tenus lors des groupes de discussion, une alternative commune à plusieurs populations rurales consiste à la coupe de bois pour la production de charbon, une décision qui renforce évidemment davantage la dégradation environnementale. Les paysans vendent ainsi le charbon en ville, là où la demande est grande, à un prix relativement élevé afin de pallier leur perte de revenu engendrée par la baisse des récoltes. Avec le temps, la déforestation accélère non seulement la dégradation du sol, mais elle cause également d'autres problèmes qui affectent directement la qualité de vie des paysans. En effet, d'après les participants, la déforestation est la cause principale des glissements de terrain et des inondations dans les régions rurales durant la saison de tempêtes tropicales. Cette situation pourrait s'avérer dangereuse pour les populations rurales lors des saisons de pluie. Ainsi, dans un environnement physique de plus en plus dépourvu de végétation, les glissements de terrain deviennent inévitables. En ce qui concerne les inondations, les participants ont mentionné qu'il est courant que les champs des paysans deviennent inondés, ce qui fait perdre les semences et les récoltes des fermiers.

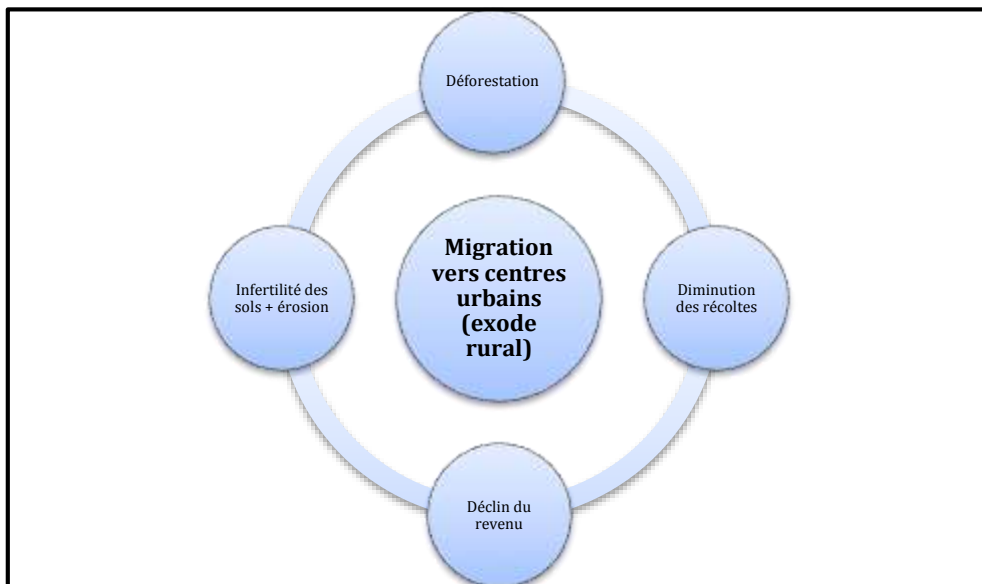
On constate donc la présence d'un lien de causalité important entre les facteurs environnementaux (infertilité du sol, déforestation, inondations et glissements de terrain) et l'état économique des ménages ruraux, les menant potentiellement à la migration. Cette relation illustre la complexité des liens « environnemento-économiques » en Haïti. Ainsi, ces facteurs affectent directement la source de revenus (les récoltes) des paysans, au point

de les forcer à migrer vers les centres urbains dans le but de trouver un emploi indépendant des changements environnementaux. Un participant a clairement exprimé cette situation :

Donc, tout ça, c'est un cercle vicieux : là où il y a des problèmes d'environnement, comme le déboisement, ça crée automatiquement des problèmes, pour les paysans, d'infertilité du sol, d'inondation, d'érosion, etc. Donc ça crée aussi leurs déplacements à la recherche d'une vie meilleure en ville. Et là où on pense qu'on va avoir une vie meilleure, on est totalement déçu. (Groupe de discussion 3)

En outre, de ce contexte se dégage l'enracinement d'une réaction en chaîne appelée par les participants « cercle vicieux », où chaque problème environnemental (érosion, infertilité du sol, déforestation, inondation et/ou glissement de terrain) déclenche une série de conséquences sociales, économiques et politiques interreliées (voir Graphique 4.2.2). Il est important de mentionner que d'après les participants aux groupes de discussion, plus la déforestation augmente, plus ce « cercle vicieux » s'intensifie.

Figure 4.2.2 : Cercle vicieux que vivent les populations rurales haïtiennes



Malgré les facteurs environnementaux énumérés ci-dessus qui soulignent l'importance de l'environnement et ses liens avec les facteurs sociopolitiques, les participants ont insisté

sur le fait que les migrants des régions rurales sont des migrants économiques avant d'être des migrants environnementaux, puisque, d'après les participants, la principale raison qui mène à la migration des paysans est avant tout économique.

Un participant a ainsi rappelé que « l'environnement est un facteur secondaire et pas principal dans la migration des Haïtiens ruraux » (Groupe de discussion 2), ce qui concorde avec les précédentes affirmations des participants. La fragilité financière des ménages ruraux est, d'après les participants, principalement fondée sur l'abandon de la population rurale par le gouvernement haïtien et non directement par l'environnement, ce qui ne contredit toutefois pas l'idée que certains aspects des problèmes environnementaux vécus et perçus découlent de causes politico-économiques. Un participant était même convaincu qu'Haïti jouit des conditions environnementales propices à l'agriculture :

Nous avons une terre arable, il n'y a rien que nous ne pouvons pas planter en Haïti. Nous avons 12 heures de soleil chaque jour, tout ça, c'est un diamant pour les Haïtiens, mais il n'y a pas d'organisation d'agriculture malgré la présence de terres arables. (Groupe de discussion 3)

En effet, les participants étaient ainsi unanimement d'accord sur le fait que l'État haïtien n'a fait, dans le passé et ne fait aujourd'hui aucun effort pour améliorer les conditions agricoles, ce qui est perçu comme une situation affectant négativement les conditions environnementales, agricoles et socio-économiques. Ainsi, c'est le résultat de tous ces facteurs en lien les uns avec les autres qui entre en ligne de compte lors de la décision de migration locale ainsi que nationale et/ou internationale de la population rurale d'Haïti.

On constate ainsi l'isolement des populations rurales du restant du pays et particulièrement des centres urbains, ce qui augmente leur vulnérabilité aux perturbations climatiques. De telles circonstances d'agriculture précaire font qu'au fil du temps, les paysans se fragilisent

et s'appauvrissent, au point d'avoir recourt à une dernière solution : laisser la campagne pour vivre en ville en espérant améliorer leurs conditions de vie en occupant un emploi dans un domaine autre que l'agriculture.

4.2.3 IMPACTS SUR LES STRATÉGIES DE MIGRATION DES HAÏTIENS AU CANADA

Enfin, la majorité des participants des groupes de discussion était d'accord sur le fait que l'immigration au Canada n'est pas chose facile pour la majeure partie de la population haïtienne. En fait, selon eux, l'immigration au Canada s'avère être une tâche difficile. Les participants ont fait ressortir deux principaux facteurs. En premier lieu, il faut des ressources financières relativement importantes afin d'être en mesure d'immigrer au Canada, spécialement pour la catégorie de migrants économiques (tel que les travailleurs qualifiés). Les participants ont mentionné que ce ne sont pas tous les Haïtiens qui possèdent les moyens financiers pour immigrer au Canada, car il faut non seulement prouver leurs ressources financières (avec des relevés de compte) au ministère de l'immigration provincial et fédéral du Canada, mais il faut également déboursier pour les frais de procédure, les frais de déplacement et des services payants en Haïti. Tout ceci représente un grand obstacle pour la majorité de la population, comme l'ont affirmé plusieurs participants :

En plus pour faire la demande, il (le Canada) demande une attestation bancaire et parfois les gens n'ont pas d'argent. (Groupe de discussion 4)

Je suis allé à l'ambassade, on m'a payé les frais d'envoi, on m'a dit que mon dossier est parti. (Groupe de discussion 1)

On m'a fait passer mes examens médicaux trois fois ici et tout dernièrement on a payé pas mal d'argent pour le refaire. (Groupe de discussion 1)

Ainsi, d'après les participants, ceux qui migrent vers le Canada sont des personnes nanties qui ont les moyens de couvrir tous les frais de procédure et de déplacement au Canada,

renforçant ainsi la structuration des classes sociales en Haïti. Les participants ont décrit le profil de cette classe de la population haïtienne comme étant des personnes très scolarisées et qui ont occupé des postes importants en Haïti avant d'immigrer, ce qui leur permet d'avoir les moyens financiers ainsi que les qualifications nécessaires pour immigrer au Canada¹⁷. Ceci implique également que le niveau d'éducation représente un obstacle supplémentaire à l'immigration légale des Haïtiens au Canada. D'ailleurs à cet égard, aucun participant n'a mentionné avoir eu des difficultés sur ce point dans son processus d'immigration au Canada. Ceci confirme que ces participants ont majoritairement le même profil, c'est-à-dire faisant partie de la classe éduquée et aisée des Haïtiens, et qui a donc les moyens financiers ainsi que les qualifications nécessaires afin d'immigrer au Canada sans difficulté. Ceci se reflète bien dans les catégories d'immigration des participants des groupes de discussion, où ce sont des immigrants de classe économique ou des réfugiés politiques, ce qui laisse sous-entendre que ce sont des immigrants non seulement instruits, mais également politisés, c'est-à-dire des immigrants qui étaient impliqués et/ou suivaient de près les changements/décisions politiques en Haïti.

En se basant sur les propos des participants, il semble que les réseaux sociaux constituent le deuxième facteur d'importance dans le processus d'immigration des Haïtiens. De plus, les participants ont mentionné qu'avoir un réseau dans le pays d'accueil aide grandement à la procédure d'immigration. Avoir un membre de la famille au Canada facilite selon eux la procédure d'immigration au Canada pour un Haïtien dans la catégorie d'immigrants professionnels et de réfugié politique, ce qu'ont mis en évidence plusieurs participants :

¹⁷ Diplôme universitaire et années d'expérience professionnelles (Citoyenneté et Immigration Canada, 2013)

Pour ceux qui ont de grandes possibilités, ils vont à Miami ou au Canada s'ils ont des parents qui peuvent les aider à immigrer dans ce pays-là. (Groupe de discussion 2)

D'autre part, les participants des groupes de discussion ont évoqué la migration en étape des Haïtiens. D'après eux, les migrants ruraux visent les centres urbains d'Haïti comme première destination de migration. Par la suite, tel que discuté ci-haut, une fois en ville, les migrants ruraux se heurtent à de multiples enjeux, principalement d'ordre économique et politique les menant éventuellement à vouloir quitter en deuxième lieu les centres urbains pour une destination internationale voisine et/ou éloignée :

Le facteur d'exode rural qui est très premier en Haïti et c'est la raison pour laquelle il y a beaucoup d'Haïtiens qui ont laissé le pays, par exemple, ça commence au niveau rural. La terre ne donne plus parce qu'il y a beaucoup de déboisement, donc les gens sont portés vers les villes. Des villes comme Port-au-Prince, Port-de-Paix et autres grandes villes qui ont de grandes agglomérations là-dedans. Il y a beaucoup de gens de milieux ruraux qui habitent en ville avec l'espoir de trouver quelque chose. Maintenant, arrivé en ville, c'est la déception totale, c'est-à-dire ce qui l'attend comme rêve, ce n'est pas ça du tout. Maintenant ils ont d'autres visions, laisser la ville pour aller en dehors du pays. (Groupe de discussion 1)

De plus, les participants ont ajouté l'existence de ce qui leur semble être un cycle de migration également déclenché par l'exode rural. Ainsi, d'après eux, la classe urbaine aisée et scolarisée migre vers des destinations internationales comme le Canada, suite à la migration rurale en grand nombre vers les centres urbains.

4.3 CONCLUSION

L'analyse des groupes de discussion met en évidence le fait que les enjeux soulevés et discutés par les participants s'orientent principalement autour des facteurs d'ordre socio-économique et politique. En ce qui concerne les éléments d'ordre environnemental, les participants les considèrent comme étant des facteurs secondaires dans la prise de décision d'immigration des Haïtiens et les justifient essentiellement par des raisons politiques et économiques (et non pas uniquement environnementaux). Cette identification des facteurs

influençant la migration par les participants permet de mettre en évidence un processus de hiérarchisation des facteurs les plus importants aux facteurs les moins importants dans la reconnaissance des causes de la migration. De plus, les groupes de discussion ont permis de constater que les populations rurales haïtiennes sont celles qui souffrent le plus de divers problèmes environnementaux, ce qui éventuellement pourrait être pris en compte dans la décision d'immigration de ces populations. De plus, les résultats principaux des groupes de discussion reflètent les liens complexes entre les facteurs qui rentrent en compte lors de la décision d'immigration des populations urbaines. Ainsi, la présente recherche contribue empiriquement au cadre conceptuel développé par Black et coll. (2011), dont le principal argument est que les décisions de migration résultent de l'interconnexion de cinq principaux facteurs (économiques, politiques, sociaux, démographiques et environnementaux) dans le lieu d'origine. Cela dit, le concept de Black et coll. (2011) ne considère pas que tous ces facteurs interagissent entre eux de manière égale et/ou continue; d'où notre proposition du concept de « migration environnementale interactive » qui souligne les liens et influences dynamiques, complexes et constants qu'ont ces facteurs entre eux.

En outre, les résultats des groupes de discussion reflètent le côté sélectif des procédures d'immigration au Canada. Les critères d'immigration, spécialement pour la catégorie d'immigrants économiques, ne sont remplis que par la classe aisée et scolarisée d'Haïti. À cela s'ajoute également l'important rôle des réseaux sociaux, principalement dans le pays d'immigration, dans les stratégies d'immigration.

Aussi, il semble exister un système de migration en étape (du rural à l'urbain, de l'urbain à l'extérieur d'Haïti) pour la population rurale avant d'atteindre leur destination de migration

ultime. Aussi, nos résultats démontrent l'existence d'un cercle de migration engendré par l'exode rural. Ainsi, en se basant sur les propos des participants, les migrants ruraux se rendent en milieu urbain et les urbains quittent pour des destinations internationales.

CHAPITRE 5 : PRÉSENTATION ET DISCUSSION DES RÉSULTATS : LES ENTREVUES INDIVIDUELLES

Dans ce chapitre, nous présentons et analysons les résultats des entrevues individuelles effectuées avec sept participants originaires de six villes situées en zones rurales en Haïti. Ce chapitre vise à approfondir notre compréhension des enjeux environnementaux dans les régions rurales en Haïti. Comme discuté dans le chapitre 1 (revue de littérature) et comme le montrent les résultats des groupes de discussion ci-dessus, les populations rurales semblent être celles les plus directement impactées par les changements environnementaux en Haïti. Ainsi, nos résultats présentent des données empiriques au sujet des types d'enjeux environnementaux et leurs impacts sur les populations rurales en Haïti tout en tenant compte des questions de classes sociales et des réseaux sociaux dans le processus de migration des participants. Plus particulièrement, les résultats démontrent les liens complexes entre facteurs environnementaux et non environnementaux et remettent en question la séparation de divers types de facteurs (surtout la distinction entre environnement d'une part et économie et politique de l'autre) dans les analyses cherchant à comprendre la prise de décisions migratoires dans les pays d'origine. Ces liens complexes confirment la nécessité de tenir compte des facteurs non-environnementaux dans l'étude de migration environnementale en appliquant le concept d'immigration environnementale interactive pour souligner l'interactivité de ces facteurs dans la décision d'immigration.

Nous brosserons en premier lieu le profil des villes rurales d'origine des participants et par la suite nous discuterons des problèmes environnementaux qui touchent ces zones rurales, telles que l'érosion et l'infertilité du sol, les inondations, la sécheresse et la déforestation. Nous présenterons également la complexité des origines de la vulnérabilité des populations

rurales aux facteurs environnementaux en lien avec des enjeux d'ordre socio-économique et politique. En dernier lieu, nous discuterons des destinations et stratégies de migration des participants tout en portant une attention particulière au rôle des classes sociales et des réseaux sociaux.

5.1 RÉSULTATS DES ENTREVUES INDIVIDUELLES : LA COMPRÉHENSION DE L'ESPACE RURAL

Tout d'abord, il nous paraît nécessaire d'effectuer un rappel des lieux d'origine et des profils des participants afin de contextualiser leurs propos. Tel que mentionné dans la section 2.3 de la méthodologie, tous les participants viennent de six petites villes rurales, où l'accès aux services comme les établissements scolaires sont faibles à Fort-Liberté et Jacmel, et très faibles à La Chappelle, Casal et Santo. Ceci se reflète dans le niveau de scolarité des participants qui ont tous un diplôme de niveau secondaire et uniquement trois des sept participants ont soit quelques années de collège/formation spécialisée/post-secondaire/université ou ont complété leur formation collégiale/spécialisée/post-secondaire/université. En ce qui concerne les catégories d'immigration, les catégories varient selon le contexte personnel de chaque personne. Ainsi, trois participants ont immigré dans la catégorie d'immigrants économiques, deux ont fait demande d'asile une fois arrivé au Canada, et une personne a été parrainée par un membre de la famille ainsi qu'une autre est venue sous la catégorie de réfugié.

5.1.1 LES VILLES RURALES D'ORIGINE ET LEUR ISOLEMENT DE PORT-AU-PRINCE

Le portrait général qui se dégage de la description des participants concernant leur lieu d'origine est celui d'une ville de petite taille, avec une seule route principale où se trouvent les quelques commerces, ainsi que quelques routes secondaires en terre battue qui mènent aux demeures et aux champs d'agriculture. Les participants ont ajouté que dans leur ville

rurale d'origine respective, il n'y a pas d'embouteillages comme à Port-au-Prince, puisque la majorité des résidents ne possède pas de voiture. Ceci dresse le portrait d'une ambiance calme de petite ville où les déplacements se font à pied et à dos d'animaux (âne, chèvre et cheval). De plus, tous les participants ont évoqué l'atmosphère conviviale et familiale de leur village respectif, où tout le monde se connaît et se considère comme faisant partie d'une même famille.

On se connaît tous entre nous, même dans d'autres villes, on se reconnaît par le visage, les noms de familles. (Entrevue 5, Jacmel)

Plusieurs participants ont mentionné la place centrale de leur ville rurale d'origine comme étant un lieu de rencontre, souvent en fin de journée pour socialiser et même y célébrer des baptêmes, mariages, ainsi que des fêtes culturelles et/ou nationales.

C'est une petite ville, toute petite là. Chacun se connaît. Et puis il y a la grande place où est l'église, des fois le soir c'est où on se réunit avec les jeunes et puis on donne des blagues et tout ça. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Ces propos reflètent donc la taille relativement petite de la population de chaque lieu d'origine des participants présenté dans les sections (voir Tableau 3.1.3.1-c, Région d'origine des participants). Cela dit, le participant originaire de Santo affirme que sa ville est devenue une banlieue de la capitale.

Maintenant, à Santo exactement, là où j'ai habité il n'y a plus de jardin (terres agricoles), il y a de grandes maisons, des châteaux, mais la plaine est vaste alors il y a d'autres villages autour qui continuent à produire la nourriture. [...] Tout c'est proche de Port-au-Prince alors les bourgeois venaient construire leurs maisons là (à Santo). (Entrevue 6, Santo)

Tous les participants, à l'exception de celui de Santo, ont soulevé le fait que leur village est isolé de la capitale du pays. Les participants provenant de Fort-Liberté, La Chapelle et Casal ont évoqué un aspect positif lié à cette situation : « comme on est loin de Port-au-Prince, on n'est pas impacté par les problèmes politiques qui se passent là-bas » (Entrevue

1, La Chapelle). En ce qui concerne les villes rurales situées proche de la capitale, comme Jacmel, la participante a affirmé que lors d'instabilités politiques et sociales dans la capitale, les résidents barricadent l'entrée de Jacmel et limitent les déplacements des gens « en attendant que la situation se calme » (Entrevue 5). La participante a affirmé que cette pratique vise à empêcher les vagues de citoyens de Port-Au-Prince d'entrer à Jacmel. Ainsi, ceci permet aux résidents de Jacmel de garantir la sécurité de la population et de ses biens (maisons, commerces, nourritures, bêtes d'élevages, structures d'agricultures, etc.).

Carte 5.1.1 : Le réseau routier menant aux villes rurales d'origine des participants



Source : Wikimedia, 2013.

En outre, tous les participants ont exprimé le sentiment d'isolement de leur ville rurale par rapport au reste d'Haïti en évoquant deux facteurs principaux : la limitation du réseau routier haïtien et la faible disponibilité des services sociaux en régions rurales. En premier lieu, tous les participants, à l'exception de celui originaire de Santo, se sont plaints de la distance qui les sépare de la capitale. À titre d'exemple, les 98 km qui séparent Jacmel de Port-au-Prince prennent trois heures à parcourir en voiture et jusqu'à quatre heures en transport en commun (Entrevue 5). D'après les commentaires de nos participants, ceci s'explique par le fait que leurs villes rurales respectives ne sont pas reliées au réseau routier principal du pays. Tel qu'illustré par la carte du réseau routier d'Haïti (voir Carte 5.1.1, ci-dessus), la route principale d'Haïti ne relie la capitale qu'à deux centres urbains (Gonaïves et Cap-Haitien) ainsi qu'à deux petites villes, Croix-des-Bouquets (incluant Santo) et Hinche. D'ailleurs, le participant originaire de Santo a décrit l'existence d'un système de transport en commun efficace entre Santo et Port-au-Prince, un système qui permet aux habitants de se rendre à la capitale pour leur travail et/ou étude en 20 minutes. Quant aux autres villes rurales des participants de Jacmel, Les Cayes, Casal, La Chapelle et Fort-Liberté, la route secondaire qui mène à la capitale est, d'après eux, en piètre état et doit contourner plusieurs montagnes et falaises, ce qui rend le trajet long et difficile. Les participants ont insisté sur le fait que les routes secondaires ne sont ni asphaltées, ni dégagées des grosses roches qui les bloquent suite à des glissements de terrain (qui surviennent lors de pluies fortes par exemple). Ces conditions routières rendent le trajet des régions rurales vers la capitale dangereux, surtout en saison pluvieuse, telle que décrit par une des participantes :

En plus des montagnes qui montent et descendent, les routes en période de pluie sont patineuses ([glissantes]) et très dangereuses. Je me rappelle en allant à Port-au-Prince et

arrivé à un endroit là... il y avait un mont qu'on appelait le Mont St-George... mon Dieu, tout le monde avait les yeux fermés, et l'autobus allait doucement là, et puis il n'y a pas beaucoup d'autobus, donc ils sont super pleins de personnes, donc quand il y a un accident c'est catastrophique. C'est catastrophique. Donc, quand on traversait le Mont St-George là moi, et tout le monde, on priait « seigneur le grand, Jésus aies pitié de nous, etc. ». On priait dans toutes les langues. (Rire). Prier les yeux fermés tous les seigneurs là. Parce que si on regarde [par la fenêtre de l'autobus] on voyait la falaise. Ah ! Non, non. Si l'autobus fait boom ! (la participante mime la chute) et c'est grand et haut, c'est fini pour nous tous là, ah, je vous assure, j'ai le coeur qui bat juste en le racontant... Tout cela dans une route glissante. La route est étroite, et puis il y a un petit espace comme ça (la participante le montre avec ses doigts) de la falaise avec l'autobus et une voiture dans l'autre sens. Si la roue fait wooo (la participante mime un tournant raide), on est perdu. Le stress dans ce bout de route, ah, c'est à rendre malade. (Entrevue 3, Les Cayes)

Ce passage illustre bien les conditions dans lesquelles la majorité des Haïtiens voyagent de leur région à la capitale et/ou au centre urbain le plus proche. Ainsi, ce sont des conditions qui contribuent à la perception d'éloignement et d'isolement des populations rurales en Haïti.

En deuxième lieu, ce sentiment d'isolement des régions rurales en Haïti est influencé par la faible disponibilité des services liés à l'éducation, à la santé ainsi qu'à l'administration dans les régions rurales. Tous les participants ont décrit leur ville rurale respective comme un lieu dépourvu de plusieurs services de base offerts par le gouvernement. L'absence de réseau routier adéquat isole les villes rurales comme Casal, où même si seulement 42 km les séparent de la Capitale, ses résidents doivent tout de même se déplacer à Cabaret (ville secondaire proche) pour les services de santé et d'éducation secondaire. Cette situation fait en sorte qu'il était souvent nécessaire pour les participants de se déplacer vers le centre urbain le plus proche et parfois même d'aller à Port-au-Prince pour obtenir ces services considérés par les participants comme étant de base. Les participants ont ajouté que l'accès aux établissements scolaires primaire et secondaire est également limité dans leur région d'origine. En ce qui concerne les études postsecondaires, les participants ont mentionné

qu'il faut se déplacer à Port-au-Prince, la seule ville du pays où il y a plusieurs établissements (publics et privés) qui offrent des formations techniques et universitaires.

Ce manque de services dans les zones rurales est expliqué par les participants par la centralisation de la majorité des services à la capitale :

C'est ça le problème. Tous les services, tous les grands hôpitaux, eh... tous se trouvent à Port-au-Prince. Donc si on est malade et le cas est vraiment grave, on ne peut pas rester à Jacmel. Donc on (le gouvernement) avait dit qu'on allait décentraliser, mais ce n'est toujours pas fait. (Entrevue 5, Jacmel)

Ainsi, cette section brosse un portrait général sur l'isolement des régions rurales en Haïti par rapport à la capitale et au reste du pays. Il est important de noter que cet isolement est non seulement géographique, mais également institutionnel.

5.1.1.1 L'agriculture, la principale source de revenus des villes rurales

Tous les participants aux entrevues individuelles ont souligné que la principale activité économique de leur ville rurale d'origine est l'agriculture.

Nous tous (on fait de l'agriculture). Il n'y a rien à faire dans notre communauté seulement on travaille la terre. Il n'y a que la terre. (Entrevue 7, Casal)

Les participants ont énuméré plusieurs variétés de cultures adaptées à leur zone géographique respective (voir Tableau 5.1.1.1). Comme discuté dans la section de mise de contexte d'Haïti (chapitre 2), les types de cultures énumérés par les participants sont tous des cultures domestiques de subsistance non destinées à l'exportation, mais plutôt à la consommation locale. En se basant sur les affirmations des participants, la grande majorité des terres agricoles de leur ville rurale d'origine est constituée de petites propriétés familiales qui se transmettent souvent d'une génération à l'autre. Le participant de Casal a ajouté que certaines terres appartiennent à des familles de militaires qui vivent et

travaillent à Port-au-Prince et sont prêtées à des paysans pour s'occuper des cultures et partager les récoltes avec les propriétaires des terres chaque saison.

Tableau 5.1.1.1 : Types de cultures dans les villes rurales d'origine des participants

Lieu d'origine	Types de culture
Santo	Maïs et des tubercules (manioc, pommes de terre).
Fort-Liberté	Riz et des fèves.
De Chapelle	Riz, des pois, des tomates et des bananes
Les Cayes	Canne à sucre, tubercules, riz
Jacmel	Mandarines, bananes et maïs

Les participants ont également mentionné l'élevage de volailles, de bœufs et de chèvres comme étant une pratique commune et parallèle à l'agriculture, qui constitue une source de revenu secondaire pour les ménages ruraux. Leurs affirmations à ce sujet concordent avec les recherches effectuées par Lundahl (2011).

Toujours en se basant sur les commentaires des participants, les fermiers utilisent leurs récoltes pour nourrir leur famille immédiate, ainsi que leur parenté âgée qui ne peut plus travailler la terre. Ce ne sont que les surplus qui sont vendus à des commerçants à la frontière des départements, comme c'est le cas par exemple à Jacmel, ou bien dans les marchés des villes secondaires les plus proches.

Il est intéressant de noter que, d'après les participants, les revenus générés par l'agriculture permettent notamment aux ménages de renforcer la structure de leur maison afin de mieux résister aux tempêtes de la saison de pluie. Ces revenus supplémentaires peuvent également servir à payer les frais de scolarité des enfants ainsi que de financer leur migration probable à Port-au-Prince dans le futur pour leur formation postsecondaire, car d'après la participante de Jacmel :

Ceux qui ont les moyens vont toujours envoyer leurs enfants à l'école à Port-au-Prince, pour que ces enfants n'aillent pas à cultiver la terre, comme eux [...] parce que les parents

n'ont pas eu la chance d'aller à l'école parce que leurs parents à eux étant pauvres. C'est comme ça en Haïti, ceux qui sont dans la classe moyenne leur but est d'être capable d'envoyer leurs enfants à l'école avec les revenus de la terre, de l'agriculture, parce que le but des parents est que leurs enfants fassent partie d'une meilleure classe qu'eux-mêmes. Donc ils cultivent la terre pour vendre le surplus et être capables d'envoyer les enfants à Port-au-Prince. (Entrevue 5)

De plus, étant donné que l'agriculture constitue la principale source de revenus de la population rurale, elle permet aux ménages d'avoir une preuve de revenu relativement importante lors des demandes de visa pour visiter et/ou étudier à l'étranger. Cette question de classe sociale a été évoquée par les participants, puisque les ménages les moins nantis ne peuvent pas payer les études de tous leurs enfants avec les revenus de l'agriculture. En conséquence, ces derniers sont contraints à rester travailler la terre avec les parents. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé au participant originaire de Casal :

Mon père m'avait envoyé étudier à Cabaret pour mes études secondaires, mais je ne pouvais pas continuer mes études universitaires à Port-au-Prince, parce que je devais retourner avec mon père pour l'aider avec la terre pour que mes frères et sœurs puissent continuer leur formation universitaire, eux qui sont plus vieux que moi et qui avaient commencé leurs études, un pour devenir ingénieur, l'autre pour devenir médecin. Maintenant, eux ont un diplôme et pas moi. (Entrevue 7)

En nous basant sur les propos ci-dessus, nous constatons que l'agriculture est le principal moyen de subsistance pour la grande majorité des populations des villes rurales des participants. De plus, l'agriculture semble être l'unique moyen pour les ménages de permettre à leurs enfants de continuer leur scolarisation en Haïti et parfois même dans d'autres pays.

5.1.1.2 Les changements dans les villes rurales d'origine

Il nous paraît également important de souligner que tous les participants ont parlé de leur ville rurale d'origine au passé, ce qui souligne les nombreux changements sociaux et

environnementaux qui ont affecté les villes de campagne des participants et contribué, en partie du moins, à leur exode. Parfois, ils commençaient leur description en utilisant le présent, pour ensuite se corriger presque automatiquement en utilisant le passé. À titre d'exemple, la participante venant de Les Cayes avait commencé sa réponse à notre question, concernant la description de sa ville rurale d'origine, comme suit : « Ah mon Dieu. Bon c'est une belle petite ville. Non, c'était une belle petite ville, on ne peut pas parler au présent. Donc, c'était une belle petite ville, assez tranquille » (Entrevue 3).

Tous les participants ont ainsi évoqué leurs souvenirs de jeunesse afin de nous dessiner le portrait d'une ville de campagne paisible où il faisait bon y vivre. La participante de Les Cayes a par exemple décrit son village aussi loin que dans les années 60 quand il y avait plusieurs usines alimentaires, dont une de transformation de canne à sucre pour la fabrication du sucre, de la mélasse et du « clérin », une boisson alcoolisée faite à partir de la fermentation de canne à sucre :

Les producteurs avaient des acheteurs de leur sucre et café, et les autres avaient un emploi dans ces usines, mais plus maintenant, il ne reste rien de cela depuis l'arrivée de Duvalier père au pouvoir, les gens ont fui. (Entrevue 3, Les Cayes)

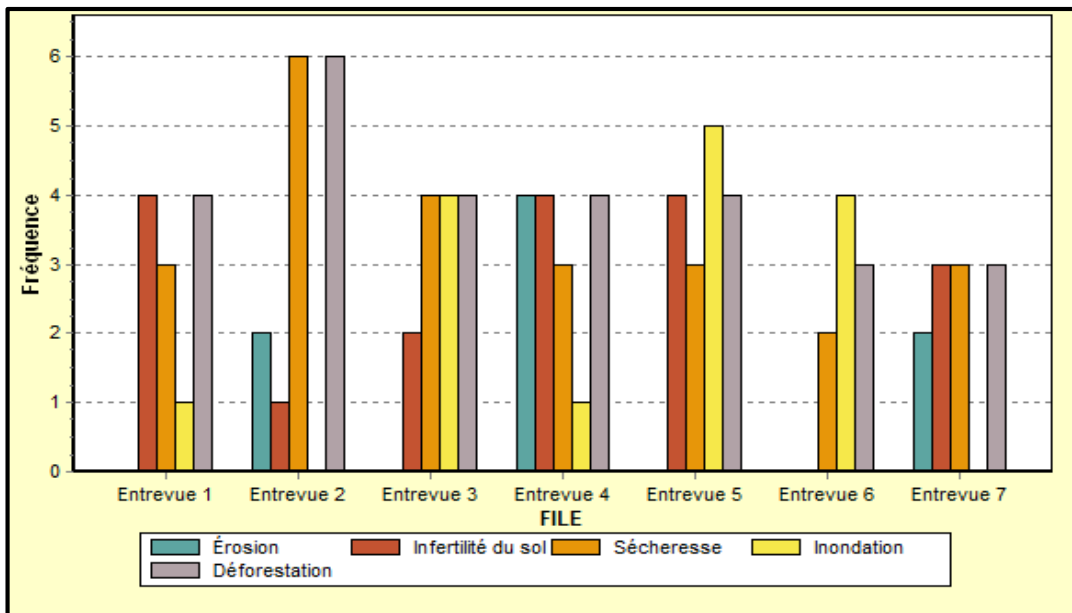
Le ton change aussitôt que les participants s'approchent dans le temps de notre époque actuelle. D'après eux, les conditions de vie dans leur ville rurale se sont beaucoup dégradées à cause d'une chaîne de facteurs politiques, socio-économiques et environnementaux que nous allons discuter dans les sections suivantes du chapitre.

5.1.2 LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS LES VILLES RURALES D'ORIGINE DES PARTICIPANTS

Les principaux défis environnementaux qui ont été le plus mentionnés par les participants sont : l'érosion et l'infertilité du sol, la sécheresse, les inondations ainsi que la

déforestation (voir Graphique 5.1.2). Que ce soit au Nord (Fort-Liberté), au centre (De Chappelle, Casal) ou bien au sud (Jacmel) ou au sud-ouest (Les Cayes) d’Haïti, ce sont ces enjeux environnementaux qui ont été discutés en profondeur lors des entrevues individuelles.

Graphique 5.1.2 : Enjeux environnementaux des villes rurales, ainsi que les fréquences de mention lors des entrevues individuelles.



Tel qu’illustré par le graphique 5.1.2, la fréquence de mention des enjeux environnementaux auxquels sont confrontées les villes de campagne d’origine de chaque participant varie selon les zones géographiques ainsi que les différences dans les types d’enjeux environnementaux par région. Bien que l’échantillon des entrevues soit petit pour faire des généralisations, on perçoit des tendances dans les types d’enjeux environnementaux selon les régions. On remarque ainsi que les régions situées à l’intérieur du pays, comme La Chappelle (Entrevue 1 et 4) et Casal (Entrevue 7) souffrent principalement de sécheresse et d’infertilité du sol. Cette observation concorde avec les résultats de recherche sur la déforestation menée par la fondation non gouvernementale

AVSI (*Associazione Volontari per il Servizio Internazionale*) en 2009, qui indique que « dans le centre du Pays, la pluviométrie s'est réduite de 50 % par rapport à la moyenne annuelle de 1,350 mm » (p.17). Il est toutefois important de noter que la participante originaire de La Chapelle (Entrevue 1) n'a pas évoqué l'érosion du sol comme un des enjeux environnementaux importants, contrairement à son confrère lors de l'entrevue 4. Cette situation pourrait être expliquée par la différence de proximité avec les terres agricoles pour chacun des participants, puisque la participante n'était pas propriétaire de champs d'agriculture comme le participant de l'entrevue 4, qui lui cultivait quelques carreaux de terres¹⁸. Quant aux villes rurales côtières Les Cayes (Entrevue 3), Jacmel (Entrevue 5) et la ville dans les terres Santo (Entrevue 4), elles sont, d'après les participants, annuellement affectées par des inondations répétitives lors de la saison des pluies. Cette tendance se confirme par l'étude d'AVSI qui désigne spécifiquement la ville de Les Cayes comme étant une zone géographique ayant le climat d'une zone tropicale avec des taux élevés de pluviométrie, avec « une moyenne interannuelle d'environ 1 643 mm et une moyenne mensuelle pour le mois le plus sec (décembre) de 65 mm et pour le mois le plus humide (octobre) d'environ 236 mm » (17) pour la période de 1961 à 1999.

Ce graphique démontre aussi à quel point la déforestation est présente dans toutes les régions d'origines des participants. Ce facteur environnemental commun exaspère les inondations, sécheresses et érosions du sol, affectant davantage son infertilité. Tel que nous développerons plus en détail ci-dessous, ces impacts liés et exaspérés par la déforestation affectent directement l'état financier des ménages ruraux. Tous ces problèmes environnementaux énumérés durant les entrevues individuelles témoignent de la multitude

¹⁸ 1 carreau de terre = 1,23 hectare (DeWind et Kindley, 1988).

des enjeux environnementaux auxquels font face les populations des régions rurales des participants. De plus, étant donné que les participants sont originaires de différents départements d'Haïti, leurs propos concernant les défis environnementaux desquels souffre leur ville rurale d'origine sont un indicateur de la grande étendue géographique des enjeux environnementaux à travers le pays. Ainsi, dans le reste de cette section nous allons présenter les enjeux environnementaux qui ont été les plus présents lors de l'analyse des données, c'est-à-dire, l'infertilité et l'érosion du sol, les inondations, les glissements de terrain et la déforestation.

5.1.2.1 Dégradation du sol

Tous les participants, sauf celui de Santo (Entrevue 6), ont mentionné que les terres agricoles ne sont pas aussi fertiles qu'auparavant (sans pour autant spécifier quand exactement) et que les agriculteurs se font de plus en plus rares à cause des difficultés grandissantes associées à l'agriculture à Fort-Liberté, Casal, La Chapelle, à Les Cayes et Jacmel. À les Cayes par exemple, la participante a insisté sur le fait que les terres agricoles sont maintenant délaissées parce que l'agriculture n'est plus praticable. À Jacmel, le père et la tante de la participante ont dû s'adapter aux diminutions des récoltes et trouver d'autres sources de revenus, comme elle le raconte :

Étant petite, je sais que mon père devait changer de travail (quitter l'agriculture). Il travaillait à Port-au-Prince à l'Éducation nationale, [...], Il était chauffeur juste pour donner une meilleure vie à ses enfants parce que la terre ne produisait plus comme qu'avant. Ça produisait, mais toujours en petite quantité, mais pas en quantité suffisante pour valoir la peine. Pour ma tante par exemple de se déplacer à Port-au-Prince et vendre ses récoltes et avoir un bénéfice, parce que laisser Jacmel pour se rendre à Port-au-Prince ça demandait quand même une certaine logistique et ressource. Tu passes 2 à 3 jours là-bas, il faut que tu manges, il faut que tu donnes une petite contribution aux gens qui te logent, même s'ils sont des membres de la famille et/ou des amis. Donc à cause de ça

(l'infertilité du sol) mon père a dû laisser Jacmel pour trouver un travail à Port-au-Prince et ma tante a baissé ses voyages pour vendre les récoltes. (Entrevue 5, Jacmel)

Qui plus est, les participants de Casal, Fort-Liberté et de Les Cayes ont mentionné être inquiets concernant les agriculteurs de leur ville rurale respective qui voient chaque année leur récolte diminuer sans rien pouvoir y faire. Les participants ont mentionné que la majorité des producteurs n'ont pas les moyens pour acheter de l'engrais. Face à une telle situation, les agriculteurs de Casal utilisent la paille sèche afin de rehausser la fertilité du sol :

Parce qu'on n'a pas le choix que de travailler chaque morceau de parcelle à chaque année. Et il n'y a pas d'engrais. On n'a rien pour donner à la terre. Notre seul aide est le paillis sec que nous mettons sur la terre pour le laisser et après 2-3 semaines, ce paillis-là est décomposé et après on plante. (Entrevue 7, Casal)

Les participants de Casal et Fort-Liberté ont mentionné que le niveau de récolte est tellement bas, que les agriculteurs de leur ville rurale ne possèdent plus de surplus pour vendre. En revanche, le participant originaire de La Chapelle a évoqué qu'à cause des inondations répétitives qui « lavent le sol de ses nutriments, j'étais obligé d'utiliser de l'engrais chimique. Je n'avais pas le choix... pour avoir assez de nourriture » (Entrevue 5) afin de répondre aux besoins de sa famille composée de sept enfants et de ses parents âgés.

On constate ainsi que la dégradation du sol (érosion et l'infertilité) affecte directement la source de revenu de la majorité des ménages des régions d'origines des participants. En conséquence, il devient clair que la dégradation du sol s'avère être un enjeu majeur dans les régions rurales d'Haïti où l'activité économique principale est l'agriculture.

5.1.2.2 Inondations et glissements de terrain

En ce qui concerne les inondations, quatre participants ont mentionné que leur ville rurale d'origine (La Chapelle, Les Cayes et Casal) en souffrait de façon répétitive, au point que c'était devenu un problème pour lequel la population doit anticiper les conséquences.

La période cyclonique chez nous s'étend de juin à novembre. 1^{er} juin au 1^{er} novembre, c'est comme aux États-Unis. Qui fait que c'est la période des inondations en Haïti. Le mois de juillet, où là c'est sûr qu'il va y avoir des inondations. Il y en a toujours. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Ainsi, et en se basant sur les propos des participants, les résidents de leurs différentes villes de campagne d'origine renforcent la structure de leurs logis (les toits en tôles, les murs et les bases en béton par exemple) afin qu'ils ne soient pas emportés par les eaux et/ou les glissements de terrain. Ainsi, ceux qui ont plus de moyens financiers sont dans la mesure de mieux renforcer leurs biens (maison et structures agricoles et/ou d'élevage) et peuvent même servir de lieu de refuge aux voisins lors des tempêtes tropicales, exemple qu'a souligné la participante de Jacmel :

Donc à chaque pluie c'était les glissements de terrain total, c'était vraiment la perte du sol. À Jacmel c'est quand même pas de grandes maisons, les gens ont de petites maisons faites en « choupa » (un matériau végétal de construction), dans l'ère coloniale, donc lorsqu'il pleut c'était vraiment catastrophique. À chaque pluie, il fallait qu'on décompte beaucoup de morts, parce que les maisons étaient mal construites, puis également le fait qu'on est au-dessous de la montagne, il n'y avait pas beaucoup d'arbres, quand il pleut on reçoit trop d'eau. Les conséquences étaient sur nous. Je me rappelle qu'il fallait se déplacer de maison en maison, après chaque pluie, mais heureusement pour nous, notre maison n'était quand même, eh, pas bien construite, mais comparativement à d'autres maisons, on recevait des familles pour les héberger de la tempête, je me rappelle encore, il y avait une grande pluie en 94 et de ma maison je voyais des gens qui appelaient au secours et qui se faisaient emporter par l'eau. Et petite, je ne pouvais rien faire. (Entrevue 5, Jacmel)

Cette citation reflète bien le stress et les pertes humaines engendrées par les inondations de la saison des pluies. De plus, la participante de Jacmel ainsi que quatre autres participants

qui ont évoqué les conséquences d'inondations dans leur ville rurale (pertes humaines et matérielles, glissements de terrain, etc.) lient la fréquence et l'intensité des débordements d'eau et des glissements de terrain aux degrés de déforestation des villes rurales d'origine, ce que nous discuterons plus en détail ci-dessous.

Dans un tel contexte, les producteurs souffrent de pertes abondantes non seulement des nutriments de leur sol, de leurs semences, de leurs futures récoltes, mais parfois même de leurs terrains d'agriculture et animaux d'élevage.

En plus aux maisons brisées, il y a aussi des tempêtes, y a beaucoup de personnes qui ont perdu leur bien, comme des animaux et des terrains (d'agriculture) qui ont glissé. (Entrevue 4, La Chappelle)

Cette vulnérabilité souligne à quel point les populations des villes d'origine rurales sont vulnérables aux inondations et glissement de terrain.

5.1.2.3 La sécheresse et ses impacts

Paradoxalement, ces mêmes régions, c'est-à-dire La Chapelle, Les Cayes et Casal ainsi que Fort-Liberté et Jacmel souffrent également de sécheresses importantes. Les commentaires recueillis auprès de nos participants soulignent que suite aux périodes de précipitation, leur ville rurale d'origine souffre d'une période de sécheresse parfois plus longue que ce qui est traditionnellement attendu pour une même période. La participante de Fort-Liberté a par exemple rappelé qu'elle avait grandi à côté d'un lit de cours d'eau qu'elle n'a jamais connu, car d'après elle, l'eau ne coule plus des montagnes comme autrefois, notamment en raison du déboisement, situation que nous allons discuter en détail plus loin. Les participants ont donc fait ressortir les impacts de la sécheresse sur deux types de groupes : 1) ceux qui affectent les paysans et petits producteurs et 2) les résidents des villes d'origine.

En premier lieu, les participants ont mis en évidence que la sécheresse affecte principalement les paysans et les petits producteurs de leur ville d'origine. En fait, les ménages agricoles voient leurs récoltes et semences sécher en raison du manque d'eau. À ce sujet, la participante de Fort-Liberté a affirmé que les paysans sèment leurs terres en février pour espérer que leurs plantations soient arrosées par les pluies du mois de mars et ainsi pouvoir avoir une récolte avant la saison sèche de juin.

Les gens quand ils font l'agriculture des haricots, et puis il faut attendre la pluie pour l'arroser... y a pas de systèmes d'irrigation là-bas pour de l'eau, donc, à cause de la sécheresse, quand il ne pleut pas on perd la récolte. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Lorsque demandé que font les agriculteurs face à des pertes à cause par la sécheresse, la majorité des participants a répondu que les producteurs ne font rien à cause de manque de moyen :

Mais ils (les agriculteurs) ne font rien, quand c'est une perte c'est ça. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Mais on ne peut rien faire. Parce que notre seul moyen pour arroser les terres c'est la pluie alors... (Entrevue 7, Casal)

Cela dit, le participant de Casal a mentionné que les agriculteurs vont en République dominicaine pour s'approvisionner en fruits et légumes afin de les vendre en Haïti :

En 2003 j'ai eu l'occasion de visiter St Domingue, et j'étais dans une ville nommée Guanamet. C'est très loin de chez moi et j'ai constaté que les marchands haïtiens viennent avec leur camion et fourgonnette acheter des fruits et légumes pour aller les vendre en Haïti. (Entrevue 7, Casal)

On constate donc que dans des conditions de sécheresse, les agriculteurs sont grandement affectés puisqu'ils n'ont plus de marchandises à vendre. Ils sont plus vulnérables aux aléas climatiques puisqu'ils dépendent des pluies pour arroser leurs semences. Dans de telles conditions, il a été largement démontré que les populations deviennent de plus en plus

pauvres et vulnérables aux insécurité alimentaires (Lundahl,1979 ; Bhattacharya, et coll. 2004), comme le confirme ce témoignage :

La situation s'aggrave le jour au jour, parce qu'une fois qu'il n'y a pas de pluie, donc il n'y a pas de récoltes et sans récoltes les gens meurent de faim. (Entrevue 7, Casal)

Les participants ont également indiqué que lors des sécheresses, les éleveurs éprouvaient de la difficulté à assouvir la soif de leurs bétails, situation qui ne peut être réglée que par la fin de la sècheresse. La participante originaire de La Chapelle a ajouté que lorsque les paysans perdent leurs animaux d'élevage, ils se trouvent dépouillés d'une source de nourriture et/ou de revenu sûre pour le futur.

(La sècheresse) affecte les récoltes et les animaux aussi. Les gens les perdent. C'est comme perdre une grande somme d'argent, parce que les animaux ça coûte cher chez nous. (Entrevue 1, La Chapelle)

Ces différentes affirmations concordent avec les conclusions de plusieurs recherches qui démontrent que les paysans dans les régions rurales d'Haïti élèvent souvent quelques animaux dans le but d'avoir une sortie de secours lors de moments financiers difficiles et/ou pour les célébrations de mariage dans leur famille (Dun, 2011 ; Lundhal, 2011, Henry et coll., 2004 ; Doura, 2001 ; Barthélémy, 1990). Dans de telles circonstances, les motifs économiques et environnementaux derrière une migration potentielle de ces populations deviennent difficiles à distinguer, puisque ces problèmes économiques sont engendrés par des changements environnementaux. De ce contexte, Afifi (2011) qualifie ce type de migration comme « environmentally induced economic migration » (e95) pour suggérer les liens entre les facteurs environnementaux et économiques, notamment le fait que la migration est influencée par des facteurs économiques qui eux sont engendrés par des changements environnementaux. Dans de telles circonstances, il est difficile d'identifier clairement l'unique facteur déclencheur de migration.

En deuxième lieu, les participants ont beaucoup élaboré sur l'impact négatif de la sécheresse sur les activités quotidiennes des résidents de ces régions. En fait, les participants originaires de Les Cayes, de Fort-Liberté et de La Chapelle ont mentionné que les distances à parcourir pour chercher de l'eau douce devenaient, lors de périodes de sécheresse, de plus en plus grandes. La participante de Les Cayes en témoigne comme suit :

Chaque année, on devait marcher plus... de plus grandes distances pour trouver un cours d'eau. Je me rappellerai toujours des fois qu'on, nous les femmes, on allait chercher l'eau. On n'allait même pas aux sources, parce qu'autour des Cayes... [la participante tape/claque des mains], y a rien, plus rien. Alors les gens se tournent vers les rivières, que le niveau baisse au fur et à mesure que l'été passe. En plus, ces cours d'eau ne sont pas propres, parce qu'en haut, les femmes lavent les vêtements et les étendent sur les grandes pierres. Mais quand les gens voient l'eau claire en bas, ils pensent qu'elle est potable. (Entrevue 3, Les Cayes)

Les termes et les gestes utilisés dans ce témoignage ne sont pas anodins. Le fait que cette tâche soit restée et restera gravée, dans les souvenirs de la participante illustre à quel point cette activité quotidienne était exigeante, et venait affecter négativement la qualité de vie des populations de Les Cayes. En plus, le geste de taper des mains semblait être une manière pour la participante d'exprimer la gravité de l'état des sources à Les Cayes, au point que la participante avait perdu ces mots pour décrire la situation. Face à la mauvaise qualité de l'eau, la participante de Les Cayes a spécifié que « les gens, comme nous je dirais font bouillir l'eau. Et puis il y en a aussi qui achètent des filtres d'eau et les très riches achètent de l'eau en bouteille, mais c'est rare aux Cayes » (Entrevue 3). On constate ainsi que la participante ne fait pas partie de la classe nantie qui possède les moyens pour acheter des filtres d'eau et/ou de l'eau embouteillée. De ce commentaire, on remarque également les différences entre les classes sociales et le genre, puisqu'en se basant sur ce

témoignage ce sont les femmes d'une certaine classe sociale qui collectent l'eau. Ainsi, les personnes faisant partie de la classe moyenne, comme la majorité des participants à cette étude, ne semblent pas être ménagées par les impacts négatifs associés à la déforestation (infertilité et érosion du sol, inondation, sécheresse, etc.) et perçoivent les divers impacts de la déforestation comme étant majeurs dans leur quotidien. En effet, il a été largement démontré que les classes moins aisées sont le plus affectées par la déforestation et les changements environnementaux en général (Nelson, 2009 ; Décamps, 2007 ; Jerneck et Olsson, 2008).

Nous pouvons donc constater que, non seulement la sécheresse rend l'agriculture plus difficile et cause des pertes matérielles importantes de culture et de bétail, mais qu'elle affecte également le quotidien des populations rurales en rendant leurs activités de base, telles que cuisiner, laver et s'abreuver, beaucoup plus exigeantes. En outre, les participants provenant de villes côtières ont spécifié que leur localisation géographique à proximité de l'océan ne leur était pas avantageuse lors des périodes de sécheresse, tel qu'exprimée par la participante de Fort-Liberté :

Il n'y a pas d'eau, même si on a l'océan, puisqu'il nous faut de l'eau douce et non salée. Pour tout, l'agriculture, les bêtes, la nourriture, pour boire, donc l'eau de mer ne nous sert à rien sauf pour s'y baigner. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Ainsi, la sécheresse affecte une grande partie de la population, indépendamment de la localisation géographique (côtière ou dans les terres), ce qui d'après le participant de Casal est au cœur des déplacements de la population de sa ville rurale :

C'est exactement à cause de ça (la sécheresse et ses impacts) qu'il y a beaucoup d'exode rural, les gens partent en ville pour être mieux ou pour aller ailleurs soit à St Domingue (République dominicaine) ou aux États-Unis. Et l'exode est vraiment grand dans ma région d'origine. (Entrevue 7, Casal)

À ce sujet, l'étude menée par Lilleor et van den Breck (2011) au Burkina Faso, démontre que les populations affectées par la sécheresse ont tendance à migrer temporairement et de façon permanente dans une zone moins à risque. Selon les participants, la même stratégie est adaptée par les populations rurales d'Haïti.

5.1.2.4 La déforestation, source des problèmes environnementaux en régions rurales

Lorsqu'interrogés sur ce qui peut expliquer l'infertilité et l'érosion des terres agricoles, les inondations et la sécheresse dans leur ville d'origine, tous les participants ont répondu sans aucune hésitation que la déforestation extrême constitue la cause principale de « tous ces maux environnementaux » (Entrevue 7, Casal). Comme il sera expliqué plus en détail ci-dessous, la coupe de bois est justifiée par les participants par le manque d'électricité dans leurs villes rurales respectives. Ainsi, d'après les participants la déforestation dénude les sols et les expose aux intempéries du climat des caraïbes (chaleur du soleil, vent, pluies, tempêtes tropicales engendrant des ouragans, etc.). Par conséquent, les participants ont largement souligné que l'exposition du sol aux grandes chaleurs du soleil le dessèche rapidement et accélère simultanément sa détérioration. Par la suite, le sol devient facilement érodable, non seulement en affectant ses éléments minéraux essentiels à l'agriculture, comme le phosphate et l'azote (BIO Suisse/FiBL, 2013), mais également par l'absence de toute forme de vie qui le rend fertile. Suite à cela, et toujours d'après les participants, le sol devient sec et infertile au fil du temps. Comme en témoigne un participant, « il n'existe plus la partie la plus prépondérante à la croissance des légumes et des fruits » (Entrevue 7, Casal). Il est important de mentionner que ce processus de dégradation des sols, expliqué par les participants, correspond aux principales conclusions des études menées sur les effets de la déforestation sur l'agriculture partout dans le monde,

incluant Haïti (Mazoyer et Roudart, 2002 ; Bertrand, 1983, Salmon, 1981:334, Chidumayo et Kwibisa, 2003). Qui plus est, tous les participants ont spécifié que, plus le déboisement s'intensifiait dans leur région d'origine, plus les terres perdaient de leurs fertilités et productivités.

En outre, tous les participants, à l'exception de celui de Santo, ont soutenu que la déforestation affecte également les réserves et sources d'eau douce utilisées par la population :

Donc si tu coupes l'arbre des montagnes c'est, y a pas de, c'est la pluie qui alimente la nappe phréatique là, la nappe souterraine, donc si tu coupes l'arbre d'en haut, donc y a pas [...] de filtration [...] de l'eau dans le sol, il y en a pas. Donc ça coule c'est pour ça que ça fait l'érosion aussi, donc il n'y a pas d'arbres pour retenir l'eau pour permettre la filtration, donc ça coule, et se perd dans l'océan. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

D'après eux, les nappes phréatiques ne sont pas alimentées lors de la saison des pluies parce qu'il n'y a pas d'arbres qui retiennent l'eau dans le sol. En conséquence, et comme l'a rappelé un de nos participants, l'eau des pluies « se perd dans l'océan et les gens restent sans eau » (Entrevue 2, Fort-Liberté). La déforestation contribue donc directement à la sécheresse et à la baisse de la qualité de vie dans les régions rurales, comme discuté ci-haut.

De plus, en raison du degré très élevé de la déforestation dans leur région respective, six participants sur sept, c'est-à-dire ceux de Jacmel, de Les Cayes, de Casal, de Fort-Liberté et de La Chapelle, ont mentionné que les gens se tournent vers les arbres fruitiers. Ils sacrifient ainsi une source d'alimentation directe pour la fabrication de charbon afin d'avoir une source d'énergie et/ou de revenu tel que nous l'expliquerons dans la prochaine section. La participante de Fort-Liberté a avoué qu'elle-même avait participé à la coupe de

manguiers, avocatiers et d'arbres de cajou afin de faire du charbon et le vendre. D'après elle, les paysans à Fort-Liberté et ailleurs en Haïti font face à un même dilemme : comment nourrir leur famille au jour le jour. Comme elle le rappelle :

On a pas le choix. (Rire). Il faut vivre, eh ! Entre choisir de manger une bonne assiette de légumes avec de la viande, et une mangue, on choisi l'autre, la mangue c'est juste de la vitamine C qui te donne rien d'autre, alors que l'autre plat te donne les protéines, eh, tous les éléments. C'est cette réflexion-là qu'on fait. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

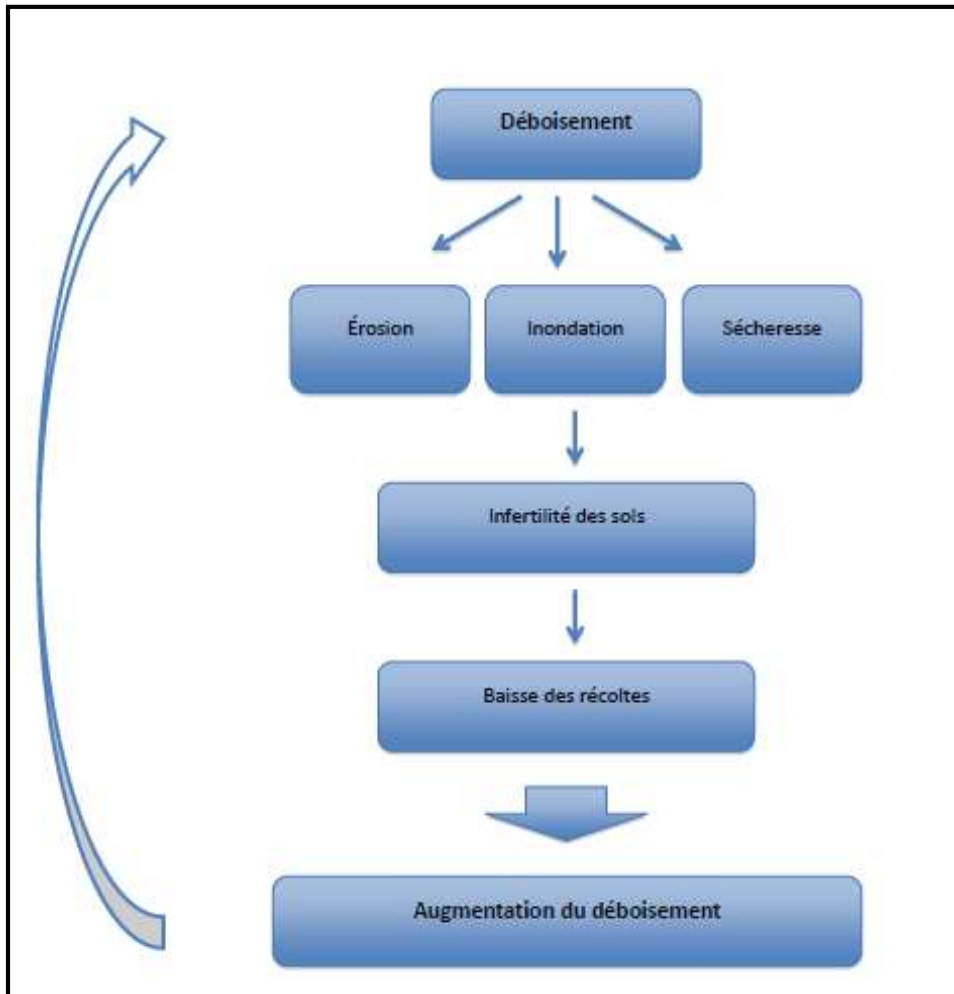
Cela concorde avec l'argument principal de Lundhal (2011), qui explique que dû au grand désespoir des populations haïtiennes rurales, la coupe des arbres, même fruitiers, représente la solution à leur problème immédiat qui consiste à produire du charbon afin de le vendre et avoir de l'argent pour se nourrir. Ces paysans n'arrivent pas à incorporer la notion de « conséquence future » puisque par instinct de survie ils doivent répondre à leurs besoins présents (à court terme) avant de se soucier de ceux de l'avenir (à long terme).

Nous constatons donc que tous ces impacts environnementaux discutés par les participants semblent être principalement causés par la déforestation et mènent, à son tour à encore plus de déforestation, dans un cercle vicieux.

Tel que présenté au Graphique 5.1.2.3 ci-dessous, la dégradation de l'environnement physique des villes d'origines des participants peut être illustrée comme une « pile » à deux bornes. À une extrémité se trouvent les effets *négatifs* de la déforestation, et à l'autre il y a l'aboutissement final menant à *plus* de déforestation. Entre les deux bornes, il y a toute la réaction en chaîne (le courant) des conséquences de la déforestation discutée ci-dessus (infertilité du sol causant l'érosion, la sécheresse et l'inondation) qui contribue à la baisse de la qualité de vie de ces populations et peut éventuellement contribuer à leur migration. De plus, tel que nous le discuterons dans notre prochaine partie, le courant dans

cette « pile » est influencé par une série de facteurs politiques et socio-économiques qui affectent davantage de manière négative la qualité de vie de ces populations.

Graphique 5.1.2.4 : Détérioration de l'environnement des zones rurales des participants



5.1.3 L'INTERCONNECTIVITÉ DE LA DÉFORESTATION ET DES FACTEURS POLITIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES

Tous les participants ont associé la déforestation et ses conséquences environnementales discutées précédemment à une série de facteurs d'ordre politique et socio-économique. Le premier facteur qui, d'après les participants, force les populations de leur ville à couper du

bois pour subvenir à leurs besoins est l'abandon des régions rurales par l'État et le gouvernement haïtien.

Les gens coupent tellement de bois. [...] Donc c'est la déforestation, il n'y a plus de forêts là (à Les Cayes). Mais parce que ce n'est pas ce qui intéresse le gouvernement. C'est leurs poches, tout ce qui montent là (au pouvoir) c'est dans leurs poches et à leurs parents, et amis, et la population c'est à elle de se débrouiller sans arbres. (Entrevue 2, Les Cayes)

Cette citation illustre bien les propos de tous les participants au sujet de l'État haïtien. Tous ont affirmé que les dirigeants du pays ne se soucient pas des difficultés de la population (dans ce cas rurale), mais plutôt d'après eux, les dirigeants sont au pouvoir pour s'enrichir. À cet égard, plusieurs ouvrages¹⁹ critiquent la corruption des dirigeants haïtiens, et illustrent ses conséquences à plusieurs niveaux, et principalement sur les niveaux économiques et sociaux.

En analysant les différentes affirmations des participants, on a pu mettre en évidence qu'il existe un lien de causalité entre l'absence de l'État et les mauvaises conditions environnementales dans leur région rurale respective. Tel qu'illustré par tableau 5.1.3, les participants ont lié à 22 reprises les causes de la déforestation dans leur ville rurale d'origine par l'absence de l'État haïtien des régions rurales. De plus, à neuf reprises, les participants ont justifié l'augmentation de la pauvreté par l'abandon de l'État de la population.

¹⁹ Voir par exemple : Lundahl, 2011 ; Gaspard, 2008; Doura, 2001 ; Fazel, 1990.

Tableau 5.1.3 : Liens entre la déforestation et les facteurs socio-économiques et politiques

Fréquence de B suivi par A	(A) Abandon de la population Rurale par l'État	(A) Désordre social/ chômage corruption	(A) Actions/décisions politiques
(B) Déforestation -milieu rural	22	10	8
(B) Affectent négativement conditions vie/augmente la pauvreté	9	4	1

La participante de Fort-Liberté a même décrit l'inexistence de l'État en Haïti comme suit :

S'il existait un État en Haïti, l'environnement rural ne serait pas comme il est aujourd'hui. Mais comme il n'y a pas un État, et surtout dans les régions éloignées (de la capitale), les gens font ce qu'ils peuvent pour vivre, dont la coupe excessive d'arbres. (Entrevue 2)

Le participant de La Chapelle résume lui aussi très bien l'avis de tous les participants à ce sujet lorsqu'il déclare que :

Le gouvernement ne fait pas son travail, c'est clair. Les gens sont forcés d'utiliser le charbon de bois. La pauvreté pousse les gens à couper le bois pour faire du charbon parce que le gouvernement n'est pas là pour eux. Et lorsqu'on n'a pas d'arbres on ne replante pas et si on ne les replante pas, ça cause des problèmes. On coupe aujourd'hui pour faire du charbon et le vendre, mais demain lorsqu'on n'a plus d'argent on continue à couper pour avoir de l'argent, parce que le gouvernement n'a pas essayé de résoudre notre problème de pauvreté. C'est comme ça. Il faut replanter les arbres et c'est au gouvernement d'aider les gens à le faire, surtout les pauvres. (Entrevue 4)

Cette absence de l'État cause un désordre social où chacun fait ce que bon lui semble, surtout en termes de la coupe de bois. À dix reprises, la déforestation a été justifiée par les participants par la présence de ce désordre social. En se basant sur les propos des participants, il semble que dans leur ville rurale d'origine respective, n'importe qui peut couper des arbres pour en faire du charbon et le vendre, tel qu'en témoigne la participante suivante :

N'importe qui en Haïti peut avoir un arbre, le couper, faire du charbon et le vendre très cher. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Ce désordre social est également visible dans l'utilisation des cours d'eau. Les propos de la participante de Les Cayes prouvent que les habitants de sa ville peuvent utiliser l'eau de la rivière comme bon leur semble :

La rivière des Cayes, là les gens font la lessive, il y a beaucoup de belles pierres, c'est beau pour la lessive là, les gens n'ont pas de machine à laver, ils ont du savon en morceau. Les gens se lavent aussi, et lavent leurs vêtements qu'ils étendent sur la pierre. Donc les gens se lavent à la tête de la rivière et puis il y en a des gens en bas qui viennent là et prennent de l'eau pour boire. (Entrevue 3)

Ces propos vont de pair avec les reproches des participants à l'égard de l'État haïtien qui, d'après eux, ne se soucie pas du bien-être des populations rurales. En conséquence, les populations rurales ont recours à des pratiques non écologiques comme la déforestation et parfois des pratiques dangereuses pour la santé, telles que la pollution des cours d'eau, dans leurs activités quotidiennes.

De plus, d'après les participants, l'absence de l'État dans la gestion des problèmes environnementaux comme la déforestation mène directement à une baisse drastique de la qualité de vie des populations rurales. Tel que mis en évidence dans le tableau 5.1.3, chaque participant a associé au moins une fois dans son discours l'augmentation de la pauvreté dans sa ville d'origine à l'absence du gouvernement, par le manque d'aide fournie aux paysans et petits producteurs des régions rurales. D'après les participants, la baisse de la qualité de vie de ces populations est principalement due au manque et à l'absence de programmes visant à améliorer les rendements agricoles des paysans de même que les protéger contre les intempéries climatiques (tempêtes tropicales, ouragans, etc.). En outre, et tel que discuté ci-dessus, les commentaires des participants mettent en évidence qu'il existe peu ou pas d'infrastructures agricoles pour maintenir un certain niveau de rendement pour les producteurs. Ce lien direct entre l'état économique des populations rurales et la

disponibilité des infrastructures est l'un des principaux arguments d'Alsher (2011), qui soutient que cette relation étroite ajoute une complexité à l'étude des facteurs déclencheurs de la migration chez les populations rurales.

Tous les participants étaient certains que si le gouvernement haïtien se préoccupait de ses paysans (en instaurant ce type de programmes ainsi qu'en construisant les infrastructures agricoles de base), les populations de leur ville d'origine ne se tourneraient pas vers la coupe de bois pour combler leur diminution ou absence de revenu.

La terre ne produit plus, et il y a des familles, leur survie dépend de ça. Et dans ce cas, tu n'as pas le choix que de couper du bois pour combler leur manque de revenu (Entrevue 5, Jacmel)

En conséquence, une telle situation fait en sorte que les paysans sont laissés à eux-mêmes, ce qui les force « à faire tout dans leur possible pour survivre, même pas vivre » (Entrevue 2, Fort-Liberté). Ces propos constituent un indicateur percutant de la dégradation de la qualité de vie des populations rurales en Haïti. De plus, d'après un participant, la déforestation extrême dans sa ville est un signe de grande détresse économique :

La déforestation est le résultat de la désespérance de la population, beaucoup, beaucoup de désespérance parce qu'il ne reste plus aucun arbre à Casal en ce moment. (Rire) Vous savez, il fut un temps où les habitants qui travaillent la terre n'ont pas d'autres ressources que de déraciner l'arbre. Alors, aujourd'hui, je suis passé, je coupe une branche, et cette branche-là, je fais du charbon. Trois semaines après je n'ai pas les moyens (il me manque de l'argent) je coupe le tronc. Un mois plus tard, je retourne et je déracine le reste de l'arbre. Parce que nous pouvons faire du charbon avec les racines. Vous voyez à quel point la situation est très grave ? (Entrevue 7, Casal)

Les participants perçoivent un lien indéniable entre les facteurs politiques d'une part, et de l'état socio-économique des populations rurales en Haïti de l'autre. Dans ce cas, c'est plutôt le délaissement du gouvernement haïtien des milieux ruraux qui est perçu comme augmentant la pauvreté de ces populations, ce qui les pousse indirectement à avoir recourt

à la déforestation, ce qui ensuite augmente leur vulnérabilité aux perturbations environnementales. Dans un tel contexte, les paysans sont donc forcés à couper du bois dû à un manque d'alternative de sources de revenus. Cette situation s'est traduite chez tous les participants par une expression commune : « ils n'ont pas le choix ».

Il est important de mentionner que ces remarques viennent appuyer un des principaux arguments évoqués par les participants des groupes de discussion concernant l'abandon de l'État haïtien de sa population et particulièrement de la population rurale (p.113). De plus, ces propos sont appuyés par Alsher (2011) :

The main reasons mentioned by most interview partners during the fieldwork, experts as well as local population, were the withdrawal of the state from the countryside, the lack of subsidies for the agricultural production and lack of social infrastructure, above all in the schooling system. Environmental degradation, mainly deforestation, soil erosion and the impacts of tropical storms (flooding, land- slides) aggravate the existing economic problems and therefore accelerate the decision to migrate. (e183)

Ainsi, en se fondant sur les affirmations des participants, les populations rurales perçoivent tout d'abord les arbres comme étant une source de revenus rapide dans un contexte socio-économique de pauvreté. Tous les participants aux entrevues individuelles ont mentionné la rapidité avec laquelle le charbon de bois peut être fabriqué par rapport aux longues périodes d'attente en agriculture. D'après les participants, la fabrication de charbon de bois peut prendre de trois jours à une semaine, tandis que les récoltes de haricots et de riz par exemple sont de 3 et 6 mois respectivement. De plus, tous les participants ont insisté sur le fait que, contrairement à la fabrication de charbon, le rendement des récoltes varie en fonction des conditions physiques (degré de fertilité du sol) et climatiques (inondation, sécheresse, etc.).

Tel que mentionné ci-dessus, d'après les témoignages des participants, les arbres sont également considérés par les populations rurales comme étant une source de revenus sûre, dépassant l'agriculture, puisque le charbon de bois est utilisé par la plus grande majorité de la population haïtienne, faute d'accès certain à l'électricité. D'après les témoignages des participants, le charbon de bois est une source d'énergie très prisée par la population rurale et urbaine, de même que par les commerces comme les restaurants, les boulangeries et les nettoyeurs de vêtements, ce qui facilite sa vente. À ce sujet, une participante a mentionné que « le charbon a une grande valeur chez nous, on utilise cela pour tout, pour faire vraiment tout » (Entrevue 1, la Chapelle). Cette forte demande de charbon assure un revenu aux paysans, contrairement aux récoltes devenant de plus en plus petites et qui ne se vendent pas sur les marchés haïtiens :

C'est vraiment une concurrence pour vendre les récoltes, c'est pas facile du tout. Parce que les produits d'importation se vendent moins cher que les produits locaux et c'est supposé être le contraire. Même là encore, eh... c'est pour cela que malgré tout on coupe le bois pour faire du charbon parce que c'est plus cher le charbon, ça se vend rapide, vite, et même on est arrivé qu'à une époque on coupait même les arbres fruitiers. On coupait les manguiers. Oui, oui, les manguiers, les avocatiers, on les coupait pour faire du charbon parce qu'on avait plus le bois des autres arbres... on les avait plus, on coupait les mangues et avocatiers pour faire du charbon et bizarre ah !, le manguiers fait de très bon charbon. Ça dure beaucoup. Du très bon charbon demandé par tous. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

La grande demande de charbon qui existe dans les villes d'origine des participants a inévitablement mené ces derniers à discuter des conditions précaires du système d'électricité en Haïti. En somme, tous les participants étaient d'avis qu'une grande partie de la population haïtienne rurale ne possède pas d'électricité, et ce, parce qu'elle n'est tout simplement pas desservie par un réseau électrique. De plus, les participants ont ajouté que la production hydroélectrique ne répond pas à la demande d'énergie de la population, majoritairement urbaine, desservie par le réseau électrique par ce que le niveau d'eau dans

les rivières de plus en plus bas, ce qui diminue la performance de la production hydroélectrique. Ainsi, les participants ont évoqué que ces populations n'ont l'électricité que quelques heures par jour. D'ailleurs, le participant de La Chapelle a spécifié que ses enfants à Port-au-Prince ne recevaient l'électricité que 3 heures par jour, et ce, durant les heures où ils sont à l'école : « Je vais donc une fois par mois apporter à mes fils du charbon parce qu'ils souffrent de ces pénuries », a déclaré ce participant lors de la 5^e entrevue. De plus, la participante de Jacmel a ajouté que :

Les gens utilisent les arbres pour faire du charbon, c'est seulement un peu de la classe moyenne et surtout la classe de la bourgeoisie des villes, c'est eux qui ont de l'électricité et ont des fours (cuisinière), des micro-ondes, donc eux peuvent faire à manger, repasser (les vêtements), des fois pour avoir un peu d'éclairage. Ils n'ont pas besoin du charbon. Et les autres n'ont pas le choix de couler les arbres. Donc veut, veut pas dans ma petite ville on avait pas le choix, on peut s'entre-aider, mais pour survivre, il faut couper. (Entrevue 5)

De tels propos nous laissent donc conclure que la grande majorité de la population haïtienne utilise le charbon de bois dans ses activités quotidiennes, puisque tel que discuté dans la partie mise en contexte (p.41), 78 % de la population haïtienne est classée par UNICEF dans la catégorie pauvre (UNICEF, 2013). D'après PNUD, « l'accès à l'électricité reste faible au niveau du pays. Seuls 31,6 % des ménages sont desservis, avec un pic de 92,2 % à Port-au-Prince et 23,2 % dans les villes de province. En milieu rural, 10,5 % des résidents sont branchés sur le réseau électrique » (2013-b :84).

D'autant plus, cette citation prouve que les ménages nantis habitent majoritairement en ville (tel que discuté dans la revue de littérature) et ne se soucient pas de leur source d'énergie dans leur quotidien. Tandis que les ménages pauvres, majoritairement présents en zones rurales, peinent à trouver une solution permanente et durable à l'absence d'énergie. Il devient donc clair que les impacts des enjeux environnementaux ne sont pas les mêmes

entre les classes sociales. Ainsi, les personnes nanties des centres urbains pourraient être affectées indirectement par les impacts de la déforestation. À l’opposé, les personnes pauvres des régions rurales auront tendance à être directement affectées par la déforestation, car ces populations sont confrontées quotidiennement aux conséquences de cet enjeu (érosion et infertilité du sol, inondation et glissement de terrain) qui affectent directement et simultanément leur revenu et qualité de vie. Dans de telles conditions de pauvreté et grande vulnérabilité aux changements environnementaux, ces populations deviennent, tel qu’argumenté par Findley (2011), « less tolerant of poor environmental circumstances » (p. S54) et en conséquence migrent.

Cela dit, le participant de Casal a parlé de l’implantation d’une centrale électrique dans sa ville d’origine :

Avant mon départ dans ma communauté, on avait eu de la chance avec le gouvernement de Preval, on avait construit un système thermique, mais qui n’était pas grand, et il alimentait 500 familles en électricité parce qu’il produisait à peu près 175KWat. Mais ce n’est pas toute la population de Casal qui est là-dessus, seulement une partie qui habite dans la colline parce que ceux qui habitent dans les montagnes on ne peut pas. Parce qu’il n’y a pas d’infrastructure ni les moyens d’acheminer l’électricité jusqu’à en haut de la montagne. (Entrevue 7)

D’après ce même participant, les autres ménages utilisent des lampes à gaz pour s’éclairer.

On remarque donc que, non seulement ces propos sont représentatifs de l’avis des autres participants aux entrevues individuelles, mais également que ce témoignage reflète les chiffres du rapport du PNUD présenté ci-dessus.

En ce qui a trait de l’aide internationale, les participants originaires de Fort-Liberté, de La Chapelle et de Casal ont tous mentionné que l’aide internationale ne se rend pas jusqu’à leur ville à cause des mauvaises conditions des routes secondaires qui empêchent les véhicules des ONG, chargés de matériel d’aide de se rendre dans leurs régions éloignées.

Il y a des aides qui viennent de l'étranger, des organisations, mais ça n'arrive pas (jusqu'à Fort-Liberté). Ça arrive seulement dans les villes, mais ça n'arrive pas dans les coins reculés. (rire). Parce qu'il y a pas, c'est comme je vous dis là, il y a des routes, mais pas partout, il y a des coins tu laisses ta voiture et tu y vas à pied. Moi je l'ai fait moi. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

Ces propos illustrent encore une fois les effets négatifs de l'absence d'un réseau routier qui lie les petites villes aux centres urbains. Cette situation augmente encore une fois l'isolement des populations de certaines petites villes en Haïti, telles que Fort-Liberté, La Chapelle et Casal, et les rend plus vulnérables à tout type de perturbations environnementales.

En revanche, les participantes de Les Cayes et de Jacmel ont toutes deux affirmé que la population de leur ville reçoit souvent l'aide d'ONG diverses. Cela dit, la participante de Les Cayes a ajouté que cette aide étrangère est en baisse due à des enjeux d'insécurité qui découragent les ONG à envoyer du personnel pour entamer des missions humanitaires en Haïti. Dans de telles conditions d'isolement, il devient fort probable que les enjeux environnementaux affectent plus sévèrement les populations rurales. Par conséquent, les facteurs environnementaux pourraient avoir une plus grande importance dans la décision d'immigration de ces populations.

De ce contexte, Afifi (2011) propose le concept de « environmentally induced economic migration » et argumente que les Nigériens effectuent une migration économique induite par des facteurs environnementaux. Bien que ce concept pourrait aussi s'appliquer à nos résultats, il ne considère pas la totalité des facteurs derrière la décision d'immigration des Haïtiens, en omettant le rôle primordial des enjeux politiques et sociaux. De plus, le cadre conceptuel de Afifi ne tient pas compte des sources non environnementales (politiques et socio-économiques) qui exaspèrent les impacts des enjeux environnementaux. Nous

proposons donc le concept de « migration environnementale interactive » afin de porter une lecture des motifs de migration qui englobe l'ensemble des facteurs (socio-économiques, politiques et environnementaux) et souligne leurs interactions complexes et dynamiques les uns avec les autres en créant un contexte qui mène à la migration des populations.

5.2 MIGRATION NATIONALE ET INTERNATIONALE ET STRATÉGIES

5.2.1 PREMIÈRE MIGRATION : MIGRATION NATIONALE ET ENJEUX DANS LA CAPITALE D'HAÏTI

Avant leur migration au Canada, tous les participants, à l'exception de celui originaire de Santo, a migré pour leurs études à Port-au-Prince. Ce parcours commun aux participants n'est pas surprenant, puisque tel que discuté en profondeur ci-haut (sections 4.1 et 6.1.1), les régions rurales en Haïti souffrent d'un important manque d'établissements scolaires, surtout au niveau postsecondaire.

D'après les participants, la poursuite des études à la capitale n'est pas chose accessible à tous les ménages ruraux. Seulement, les enfants des ménages faisant partie de la classe moyenne peuvent y accéder, tandis que les enfants des ménages ruraux ayant un bas revenu restent pour travailler la terre avec leurs parents. Basés sur cette observation, nous pouvons conclure que tous les participants viennent de familles faisant partie de la classe moyenne de leur ville rurale, sauf pour le participant originaire de Casal. Ce dernier ne pouvait pas commencer ses études postsecondaires par manque de moyens financiers de sa famille. Cette dernière avait comme stratégie de rappeler le participant pour travailler la terre afin de pouvoir financer que les études des enfants aînés qui avaient déjà entamé leur formation universitaire. Cette situation laisse transparaître la stratégie utilisée par le père du participant dans l'éducation de ses enfants avec peu de ressources financières. En effet,

plusieurs études (Afifi, 2011 ; Gray, 2009 ; Shrestah et Bhandari, 2007) ont démontré que l'investissement que dans certains membres de la famille (souvent les enfants aînés et les garçons) est une pratique courante au sein des ménages ruraux à faible revenus.

Suite à leur formation secondaire et/ou universitaire, la majorité des participants (cinq sur six) sont retournés travailler dans leur ville rurale d'origine en raison de divers enjeux socio-économiques qui affectent, d'après eux, particulièrement Port-au-Prince, ce qui confirme les propos des participants des groupes de discussion. Ainsi, d'après tous les participants, incluant la participante de Jacmel qui s'était installée à Port-au-Prince, la surpopulation de la capitale engendre une série de problèmes, dont l'insalubrité, de même que des taux élevés de chômage et d'insécurité. D'après les participants, tous ces enjeux et particulièrement le kidnapping, résultent de l'exode rural, qui d'après eux, est causé par la centralisation des services (établissement de santé, d'éducation, du gouvernement, etc.) à la capitale.

S'il n'y avait le problème environnemental dans les provinces (régions rurales) les gens vont pas à Port-au-Prince. Maintenant tout le monde se dirige vers Port-au-Prince. Maintenant c'est trop rempli de gens. Il y a de grands problèmes d'insalubrité, maintenant c'est pire qu'avant. Parce qu'avant les gens restaient dans leur village. Maintenant non, tout le monde veut rentrer à Port-au-Prince, mais ils n'ont pas le choix parce que les universités et tous les autres services se trouvent à Port-au-Prince (Entrevue 5, Jacmel)

D'après la majorité des participants, il existe une crise de l'emploi sérieuse à Port-au-Prince, puisque même les personnes diplômées ne trouvent pas un emploi. Une telle situation constitue, d'après les participants, un moment propice à la corruption. Ainsi, les participantes de La Chappelle et de Les Cayes ont mentionné que pour obtenir un emploi, il faut avoir des connaissances, aussi appelées « parrains », qui facilitent le processus d'embauche par des échanges de matériels et/ou de services. Ainsi, les personnes venant des régions rurales et qui ne possèdent pas un grand réseau social en ville font face à un

obstacle supplémentaire pour contrer la pénurie d'emploi.

Pour nous autres (personnes originaires de régions rurales) après que l'on a fini d'étudier à Port-au-Prince, on a de la misère à trouver du travail. Parce que les gens qui n'ont pas, je ne sais pas comment on dit ici, c'est des pistons ou bien des parrains... (geste indiquant la mauvaise situation). Il faut avoir un parrain pour rentrer (occuper un poste). Même si on a des capacités (diplôme et expérience) il est vraiment difficile. Mais nous autres qui ont pas de parrain, on est obligé de faire des efforts supplémentaires pour réussir. Mais malheureusement, parfois il faut avoir surtout un parrain pour travailler. (Entrevue 1, La Chappelle)

Les participants ont également mentionné que les employeurs préfèrent embaucher des Haïtiens qui ont suivi leur formation à l'étranger, comme en République dominicaine et aux États-Unis par exemple, que ceux qui sont restés étudier au pays :

En Haïti, et particulièrement à Port-au-Prince, les gens vont donner beaucoup plus d'importance à quelqu'un qui a fait ses études à l'extérieur d'Haïti, incluant la République dominicaine. Leur diplôme est beaucoup plus important que les diplômes d'Haïti. C'est pour ça que je me suis dit : ok, j'ai un bon poste, mais si je veux aller de l'avant (monter dans les échelons), et on compare ma candidature avec celle d'une personne qui a étudié aux États-Unis, au Canada, en France ou autre, je n'aurais pas été accepté, c'est certain, même si on a le même diplôme. (Entrevue 5, Jacmel)

Ajouté à cela, les participants ont amplement parlé de l'insécurité à Port-au-Prince qui d'après eux, rend la capitale un lieu plus dangereux que leur ville rurale. Les dires des participants portaient surtout sur le kidnapping. Cette emphase vient du fait que les participants comprennent ce phénomène comme étant de plus en plus répandu non seulement à Port-au-Prince, mais également dans d'autres villes du pays. La nièce du participant de La Chappelle avait été kidnappée et tuée à Port-au-Prince, malgré la grande somme d'argent qu'a déboursée toute la famille (proche et éloignée) pour la libérer.

Il y a des kidnappeurs qui ont kidnappé ma nièce (de 19 ans). Ça fait maintenant deux mois qu'ils lui ont coupé la tête [...] et l'ont jeté dans un trou. [...] Les kidnappeurs ont pris l'argent. On a tous contribué [...]. Moi j'ai collaboré avec l'église ici et ma sœur a ramassé de l'argent à son travail et à l'église (en Haïti). Ils (les kidnappeurs) ont pris 25 000 \$ US, après quoi ils lui ont coupé la tête. (Entrevue 4, La Chappelle)

La participante de Jacmel avait également mentionné, sans toutefois donner de détails, qu'elle a presque été kidnappée. Tout comme les propos des participants des groupes de discussion, ceux des entrevues individuelles associent le kidnapping en milieu urbain à la présence de migrants ruraux pauvres :

Il y a beaucoup de familles qui n'ont pas les moyens (financiers) et qui envoient leurs enfants à Port-au-Prince quand même. Puis ils (les enfants ruraux) n'ont pas où habiter et donc ils rentrent dans des gangs de rues, et puis le taux de kidnapping augmente. (Entrevue 5, Jacmel)

Aussi, le participant de La Chappelle explique le kidnapping par la pauvreté extrême d'une certaine partie de la population de Port-au-Prince ainsi que par la déportation de ressortissants haïtiens :

C'est la pauvreté qui fait ça (le kidnapping), et il y a aussi des ressortissants qui rentrent en Haïti envoyé par les États-Unis et le Canada parce qu'ils ont fait de mauvaises choses et une fois en Haïti ils font ce genre de chose (le kidnapping). (Entrevue 4, La Chappelle)

On constate ainsi que tous ces enjeux d'ordre social et économique (surpopulation, insalubrité, chômage et insécurité) ont mené au retour de la majorité des participants à leur ville rurale d'origine, et ce même après quelques années de travail à la capitale. Tel a été le cas de la participante de Fort-Liberté. Pour la participante de Jacmel qui a décidé de rester à Port-au-Prince après ses études, ce sont les mêmes facteurs qui l'ont mené à immigrer au Canada.

5.2.2 CATÉGORIES ET MOTIFS D'IMMIGRATION DES PARTICIPANTS :

Les sept participants aux entrevues ont immigré au Canada par le biais de trois catégories différentes : immigrants économiques (deux participants), parrainage familial (deux participants), comme réfugié (un participant) et demandeur d'asile (deux participants). Tel qu'expliqué dans la section 3.1.3.1 et présenté dans le tableau 5.2.2a ci-dessous en rappel, les catégories d'immigration des participants ne semblent pas avoir un type de profil précis

étant donné qu'elles varient selon les circonstances de vie propres à chaque participant. À titre d'exemple, les deux participants qui ont le niveau de scolarité le plus élevé sont venus au Canada dans deux catégories distinctes (immigrant économique et réfugié). Ceci suggère que chez les sept participants que nous avons interviewés, les catégories d'immigration sont indépendantes du niveau d'éducation.

Tableau 5.2.2a : Niveaux de scolarité et catégories d'immigration des participants aux entrevues individuelles

Niveau d'éducation	Nombre de participant (sur 7)	Catégorie d'immigration au Canada (# participants)
Diplôme secondaire	4	Immigrant économique (1) Demandeurs d'asile (2) Parrainage familial (1)
Quelques années de collège/formation spécialisée/postsecondaire université	1	Parrainage familial (1)
Collège/ formation spécialisée/postsecondaire université	2	Immigrant économique (1) Réfugié (1)

Ceci se reflète également dans les propos des participants qui argumentent que les stratégies d'immigration auxquelles ont recours les Haïtiens ne sont pas spécifiques à une classe sociale particulière, mais plutôt à plusieurs classes sociales en même temps (nous en discuterons plus en détail ci-dessous). Ainsi, lorsqu'interrogés sur les motifs qui les ont menés à immigrer au Canada, aucun participant n'a mentionné l'environnement comme étant le facteur principal et/ou unique dans leur prise de décision d'immigration. Les raisons données par les participants se divisent majoritairement en trois catégories distinctes : socio-économique, politique et familiale (voir Tableau 5.2.2b).

Tableau 5.2.2b : Les principaux facteurs qui ont mené à la migration des participants aux entretiens individuelles

Catégorie des facteurs déclencheurs de migration	Ville rurale d'origine des participants	Catégorie d'immigration
Motifs socio-économiques	Fort-Liberté Les Cayes. Jacmel	Immigrant économique Parrainage familial Immigrant économique
Motifs politiques	La Chappelle (Entrevue 4) Casal Santo	Demandeur d'asile Réfugié Demandeur d'asile
Motif familial	La Chappelle (Entrevue 1)	Parrainage familial

Ainsi, les participantes de Fort-Liberté, Les Cayes et Jacmel (voir catégorie de migration au Tableau ci-dessus) ont justifié leur migration principalement par des facteurs socio-économiques. Celles-ci ont mentionné que plusieurs facteurs d'ordre socio-économiques (le chômage, la pauvreté, l'insécurité, l'insalubrité) ont considérablement mené à la dégradation de leur qualité de vie. Cela dit, dans ses explications au sujet des motifs qui ont mené à sa migration, la participante de Jacmel a inclus le facteur environnemental de l'inondation parmi les facteurs qui contribuent à la baisse de sa qualité de vie en Haïti.

Quand j'ai fini l'université et je travaillais, ça n'allait toujours pas. À chaque pluie, surtout lorsque j'étais à Port-au-Prince, je me disais je ne peux pas vivre comme ça. À chaque pluie il fallait qu'on reste debout, les yeux ouverts (pas dormir) et puis la saison commence de mai à novembre (c'est long). [...] Et puis tu ne peux rien faire et puis je me suis dit : non, non, je ne peux pas rester ici. Non seulement c'est stressant et quand c'est comme ça il n'y a pas d'électricité. Et ça c'est en plus au le kidnapping à Port-au-Prince est un réel problème. [...] Alors, c'est tout ça qui m'a poussé à quitter Haïti. (Entrevue 5, Jacmel)

Cette citation prouve que les facteurs environnementaux, dans ce cas l'inondation, viennent s'ajouter aux facteurs d'ordre socio-économique et engendrent la migration internationale.

Quant à la participante de Fort-Liberté, elle argumente que l'environnement « global » a joué un rôle dans sa décision d'immigration et non seulement l'environnement physique :

Quand je dis environnement, c'est à tous les points de vue : environnement physique, environnement social. Et environnement physique c'est que bon, c'est la dégradation de

l'environnement en Haïti, et puis environnement social en terme de réussite quoi. Parce que c'est sûr que je travaille à la banque, mais je ne touchais rien comme salaire, donc c'est ça. J'ai su que des personnes ont appliqué pour la résidence et que ça a marché et je me suis dit : ok, je vais faire la même chose. [...] Quand je dis des conditions d'environnement physique, la sécheresse et l'érosion, et puis si je prends Port-au-Prince [...] est la principale ville en Haïti, où il y a l'hôpital, il y a l'université, mais pourtant l'environnement social ça ne va pas. C'est pour cela que je dis que ça marche les deux, social et physique [...] pour moi ça ne se dissocie pas. (Entrevue 2, Fort-Liberté)

On constate ainsi que chez ces participantes, il n'existe pas un facteur déclencheur unique, mais plutôt un amalgame de facteurs qui affectent la qualité de vie des participantes. En conséquence, les propos des trois participantes appuient l'école de pensée des sceptiques (chapitre 2) argumentent que la migration n'est généralement pas le résultat d'un unique type de facteur, surtout pour les facteurs environnementaux, puisque d'après les chercheurs qui s'inscrivent dans cette lignée de pensée (Lee, 2001 ; Hulme, 2008 ; Keane, 2004 ; Castles, 2002 ; Black, 1998, 2001 ; Kibreab, 1997) ces derniers sont étroitement liés aux facteurs d'ordre économique, politique et/ou social.

Au contraire, les trois participants originaires de Casal, La Chappelle et Santo, qui sont respectivement venus comme réfugié et demandeurs d'asile, avaient quant à eux un facteur unique et principal, d'ordre politique, derrière leur migration.

Après l'arrêt d'Aristide, l'armée est venue chez moi pour me tuer. Alors c'est plus pour des raisons politiques. Parce que j'étais tellement impliqué dans ma communauté [...] il n'y a pas d'autres options que de t'éliminer. (Entrevue 7, Casal)

Non, non, (les raisons de ma migration ne sont) pas environnementales. J'ai pas laissé (Haïti) à cause des problèmes de la vie comme la pauvreté ou pas d'emploi ou quelque chose comme ça. C'est pour sauver ma peau, j'ai été obligé de quitter mon pays. (Entrevue 4, La Chappelle)

Moi en Haïti j'étais persécuté et je suis venu avec un visa au Canada et par la suite j'ai demandé l'asile. (Entrevue 6, Santo)

Ces trois témoignages nous donnent une idée concernant le type de facteurs politiques qui

peuvent mener à la migration. Ces propos viennent ainsi confirmer les études faites sur les enjeux politiques et la migration internationale²⁰. Conséquemment, ces circonstances de migration expliquent les catégories d'immigration de ces participants : deux demandeurs d'asile et un réfugié. Il est important de mentionner que deux des participants ont parrainé tous les membres de leur famille proche (épouse et enfants). Quant au troisième, il n'a pas pu entamer la procédure de parrainage étant donné qu'il n'a pas encore un statut permanent au Canada. Ceci dit, il affirme que « si le gouvernement du Canada est d'accord que ma famille soit rentrée (immigre au Canada), je n'ai pas de problème c'est avec tout mon grès et mon cœur de les faire rentrer ici » (Entrevue 4).

Quant à la participante de La Chappelle, venue par parrainage familial, elle a justifié sa migration par le fait qu'elle venait rejoindre son époux. Par contre, elle a mentionné les mêmes enjeux politiques ainsi que socio-économiques discutés ci-dessus dans la migration de plusieurs personnes dans son réseau de connaissances.

²⁰ Voir par exemple : Caruso, 2011 ; Pedersen, 2002; Weiner,1992 (Caruso, R. (Ed.). (2011). *Ethnic Conflicts, Civil War and Cost of Conflict* (Vol. 17). Emerald Group Publishing. Pedersen, D. (2002). Political violence, ethnic conflict, and contemporary wars: broad implications for health and social well-being. *Social science & medicine*, 55(2), 175-190. Weiner, M. (1992). Security, stability, and international migration. *International Security*, 17(3), 91-126)

5.4 CONCLUSION

Dans ce chapitre, nous avons visé à mieux connaître les origines et impacts des enjeux environnementaux auxquels font face les populations des villes rurales. Ainsi, en se basant sur les propos des participants, il existe cinq enjeux environnementaux qui affectent directement la source de revenus des populations rurales : l'érosion et l'infertilité du sol, l'inondation, la sécheresse et la déforestation. Les impacts de ces facteurs environnementaux sur le revenu ainsi que sur la qualité de vie des populations rurales sont clairement exaspérés par les contextes socio-économique et politique. En conséquence, les résultats démontrent que la vulnérabilité des populations rurales aux changements climatiques devient un enjeu complexe, car elle est le résultat de l'interaction des facteurs environnementaux avec des facteurs socio-économiques et politiques d'importance. De ce fait, l'interaction de chacun des facteurs affecte différemment la qualité de vie des individus selon leur classe sociale. À ce sujet, nos résultats des entrevues démontrent que les facteurs environnementaux combinés aux facteurs socio-économiques et politiques viennent affecter négativement la qualité de vie des populations rurales. Ainsi, les périodes de sécheresse, les saisons de cyclones et ouragans ainsi que la déforestation extrême rendent le quotidien des populations rurales plus laborieux et exigeant, ce qui semble mener à la migration nationale et/ou internationale des populations rurales. De telles conditions font qu'il n'existe pas un facteur spécifique menant à la migration, mais plutôt une série de facteurs qui interagissent les uns avec les autres et créent ainsi de mauvaises conditions de vie qui, potentiellement, engendrent la migration des populations rurales. Les résultats démontrent donc que dans de telles circonstances, il est difficile d'identifier clairement l'unique facteur déclencheur de migration. En fait, cette recherche remet en question la séparation des facteurs déclencheurs de migration communément utilisée dans l'étude de la

migration environnementale (comme dans les travaux empiriques cités dans la revue de littérature au Chapitre 1).

Nous proposons, en ajout au concept d’Afifi, la notion de « migration environnementale interactive » dans le but d’avoir une analyse plus générale des motifs de migration en tenant compte de l’ensemble des facteurs (socio-économiques, politiques et environnementaux) et souligner leurs interactions complexes et dynamiques les uns avec les autres en créant un contexte qui mène à la migration des populations.

Dans ce chapitre, nous avons essayé de démontrer l’importance des réseaux sociaux dans les stratégies d’immigration. Ainsi, nos résultats illustrent que les réseaux sociaux jouent un rôle crucial dans le processus d’immigration, qu’il soit légal ou illégal. L’importance des réseaux sociaux ne se limite pas uniquement aux frontières du pays d’origine, mais également dans les pays de destination, spécialement lorsqu’il s’agit d’immigrer au Canada.

CONCLUSIONS : APPORTS DE LA RECHERCHE ET CONTRIBUTIONS À LA LITTÉRATURE

1 - PRINCIPALES CONCLUSIONS

Dans notre étude, nous avons examiné le rôle des facteurs environnementaux dans la prise de décision d'immigration au Canada, précisément en ce qui concerne la communauté haïtienne d'Ottawa-Gatineau et de Montréal. Nos principales conclusions sont :

1. Aucun participant à notre étude n'a immigré pour des raisons strictement environnementales.
 - a. Les facteurs environnementaux sont secondaires et/ou tertiaires dans la décision d'immigration des participants d'origine urbaine ;
 - b. Les facteurs environnementaux sont considérés au même type que les autres facteurs d'importance (socio-économiques et politiques) dans la prise de décision d'immigration des participants originaires de zones rurales.
2. Il existe des liens complexes entre les impacts des facteurs environnementaux sur les populations et les facteurs socio-économiques et politiques.
3. Les populations rurales sont plus vulnérables aux conséquences des liens de complexité, puisque leurs revenus dépendent grandement de l'environnement.
4. Le rôle de la classe sociale est primordial lorsqu'il s'agit du degré d'impact (direct/indirect) des changements environnementaux sur la population.
5. Le rôle central joué par les classes sociales et les réseaux dans les destinations d'immigration ainsi que dans les stratégies déployées.
 - a. Ces facteurs d'ordre social sont déterminants dans les stratégies d'immigration, surtout pour le Canada.

2 – EXPLICATIONS DES CONCLUSIONS

Ainsi, nos conclusions suggèrent premièrement qu'aucun participant à ce projet de recherche n'a immigré pour des raisons strictement environnementales. Pour les populations urbaines, les facteurs environnementaux constituent des facteurs secondaires et

parfois même tertiaires dans leur prise de décision d'immigration. Nos analyses des propos des participants des groupes de discussion mettent en évidence le rôle principal des facteurs d'ordre socio-économique et politique. Cette hiérarchisation des types de facteurs s'explique par le fait que les populations urbaines ne sont pas directement influencées par les changements environnementaux, mais plutôt par des contextes politiques et socio-économiques, tels que le taux de chômage, la surpopulation et l'insalubrité. Ces derniers découlent de l'exode rural qui lui est directement affecté par les facteurs environnementaux. Cette conclusion nous permet également de noter que les populations des milieux urbains ne semblent pas être très vulnérables aux changements environnementaux. En revanche, pour les participants originaires de zones rurales, les facteurs environnementaux sont considérés au même plan avec d'autres facteurs d'importance, c'est-à-dire ceux d'ordre politique et socio-économique, dans la prise de décision d'immigration.

En second lieu, nos résultats mettent en évidence l'existence de liens étroits et complexes s'établissant entre les facteurs environnementaux et les facteurs politiques et socio-économiques. En conséquence, les facteurs environnementaux n'agissent pas seuls dans la prise de décision d'immigration, mais se combinent plutôt avec d'autres facteurs d'ordre politique, économique et social. On constate donc que nos résultats s'inscrivent dans la ligne de pensée des minimalistes, dont l'argument principal est l'absence de facteur environnemental isolé qui engendre la migration des populations. En conséquence, nous soutenons que l'identification d'un seul facteur déclenchant la migration est non seulement impossible, mais également non pertinente dans un contexte où tous ces facteurs (environnementaux, politiques, économiques et sociaux) interagissent les uns sur les

autres, situation qui met en évidence l'importance de prendre en considération la complexité des impacts des changements environnementaux sur les processus de migration.

Face à cette complexité, nos résultats témoignent en troisième lieu de la grande vulnérabilité des populations rurales aux changements environnementaux, principalement parce que leurs moyens de subsistance dépendent grandement de l'environnement. Cela dit, le degré des impacts (directs/indirects) des changements environnementaux sur ces populations varie en grande partie en fonction de leur classe sociale. Ainsi, l'isolement vécu dans les régions rurales par le manque et la quasi-absence de certains services (routes, électricité, eau potable, infrastructures agricoles, hôpitaux, éducation et gouvernement) de même que par la faiblesse institutionnelle laissent les populations rurales démunies de plusieurs services et ressources, ce qui augmentent simultanément leur vulnérabilité aux changements environnementaux, particulièrement l'érosion et l'appauvrissement du sol, les inondations, la sécheresse et la déforestation. Nos résultats mettent donc ici en évidence un lien de causalité entre le contexte socio-économique et politique ainsi que les conséquences des changements environnementaux, puisque la faiblesse institutionnelle accroît la vulnérabilité des populations aux changements environnementaux, ce qui a un impact direct sur la qualité de vie et le revenu des populations rurales. De ces conclusions, nous proposons une compréhension inclusive de la migration qui prend en compte, et à égalité, les facteurs socio-économiques, politiques et environnementaux. Dans de telles circonstances, la migration résulte du contexte créé par ces facteurs, mettant ainsi en évidence ce que nous pouvons appeler un processus de « migration environnementale interactive », c'est-à-dire résultat de l'*interaction* des différents facteurs exposés plus haut.

En quatrième lieu, de telles conditions rendent l'influence des classes sociales importantes dans l'impact des changements environnementaux sur les processus de migration. Nos résultats suggèrent que les ménages nantis sont moins affectés par les changements environnementaux, et ce, même dans un contexte socio-économique et politique difficile.

En ce qui concerne les stratégies d'immigration, la présente étude démontre, en cinquième lieu, le rôle crucial des classes sociales et des réseaux sociaux dans leur sélection et application. Ces deux facteurs sont non seulement déterminants dans le choix de destinations de migration, mais également dans le processus de migration. Nos résultats indiquent que les populations rurales migrent en premier lieu vers Port-au-Prince pour les études et/ou le travail (une forme de migration interne - l'exode rural).

Quant à la migration vers le Canada, nos résultats attestent que c'est la destination la plus difficile à atteindre de par sa localisation géographique éloignée ainsi que par ses critères de sélection difficile à atteindre pour la majorité de la population haïtienne. Il semblerait que les Haïtiens qui réussissent à immigrer au Canada, sous la catégorie d'immigrant économique, sont majoritairement des personnes scolarisées faisant partie de la classe aisée. En conséquence, cette catégorie de personnes réussit à migrer au Canada, car, non seulement elle répond aux critères de sélection reliés au capital humain (niveau d'éducation, statut d'emplois, etc.), mais elle possède également les ressources financières nécessaires à la procédure d'immigration, autant au Canada qu'en Haïti. Cela dit, nos résultats indiquent que la majorité de la classe moyenne haïtienne ne possède pas assez d'épargnes pour immigrer comme migrants économiques. Lors de telles situations, nos résultats démontrent que les Haïtiens se tournent vers leur réseau social en Haïti et au

Canada (s'ils en ont) afin d'emprunter la somme d'argent nécessaire, ne serait-ce que durant la période de l'évaluation de leur dossier d'immigration.

En outre, ce projet approfondit notre compréhension des types d'implications des réseaux sociaux dans le pays d'origine, tel que l'emprunt d'argent et la simplification et/ou l'accélération de certains processus comme l'obtention de documents officiels par exemple. De plus, les réseaux sociaux dans les pays de destination, comme le Canada, sont aussi primordiaux à la réalisation de la migration, puisqu'ils rendent possibles les parrainages de membres de la famille. De plus, nous constatons que c'est grâce à la présence d'un réseau de soutien que certains Haïtiens décident de rester au Canada après l'expiration de leur visa de visite. À cet égard, nos résultats indiquent que plusieurs migrants passent par les États-Unis dans le but d'atteindre les frontières canadiennes afin d'effectuer une demande d'asile et/ou de réfugié. De plus, le parrainage familial (de conjoint et/ou de membres de la famille) représente également une stratégie d'immigration pour les Haïtiens qui auraient éprouvé des difficultés à immigrer au Canada par eux-mêmes, faute de ne pas répondre aux exigences de sélection. En conséquence, la migration d'un membre de la famille représente une porte de sortie pour les membres les plus proches tels que le/la conjointE, les parents et les frères et sœurs.

3 – APPORTS À LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE

La présente étude apporte une contribution importante à la littérature concernant les changements environnementaux et la migration. Ainsi, nos résultats et principales conclusions contribuent empiriquement au peu d'études existantes sur le rôle de l'environnement dans la migration internationale. De plus, étant donné que nous avons effectué notre étude depuis un pays de destination d'immigration (le Canada),

contrairement aux études empiriques faites sur le sujet, les résultats de notre projet de recherche jettent un regard environnemental sur la migration haïtienne au Canada, phénomène jusqu'à présent considéré comme étant une migration principalement économique et/ou politique. De plus, notre étude approfondit notre compréhension du rôle des classes sociales et des réseaux sociaux dans les stratégies d'immigration, et ce, particulièrement pour la migration au Canada.

Enfin, notre recherche contribue également au débat entre minimalistes et alarmistes quant à l'importance des impacts des changements environnementaux sur la migration. Nos résultats nous situent, comme mentionnés précédemment, du côté des minimalistes. Dans ce sens, nous venons contribuer empiriquement à la littérature sur ce débat. De plus, cette recherche ajoute une profondeur conceptuelle à l'étude de l'environnement et la migration en démontrant l'impossibilité de séparer les facteurs environnementaux des facteurs politiques et socio-économiques. Ce qui nous mène à proposer la notion de la migration environnementale inter-active.

4- LIMITATION DES RÉSULTATS ET SUGGESTIONS DE PISTES À SUIVRE POUR RECHERCHES FUTURES

Les principales limitations à ce projet de recherche sont, premièrement, le nombre de participants non représentatifs de la taille des communautés haïtiennes d'Ottawa-Gatineau et de Montréal. En conséquence, nos conclusions ne peuvent être généralisées à l'ensemble de la diaspora haïtienne de ces deux villes. Aussi, le fait d'avoir eu recours à deux types de méthodes de recherches (groupe de discussion et entrevue individuelle) pour deux profils de participants différents (urbain et rural) ne nous permet pas d'étudier pleinement le sujet de recherche en se concentrant sur un profil unique. De plus, la présence de participants de

différentes catégories d'immigration (immigrant économique, réfugié, réunification familiale et demandeur d'asile) ne permet pas d'avoir la même stratégie d'immigration pour tous les participants afin de mieux étudier le rôle des réseaux sociaux dans la stratégie d'immigration.

En ce qui concerne les recherches futures, nous suggérons d'étudier plus en profondeur la migration et l'environnement en incluant les facteurs socio-économiques et politiques, tous deux des facteurs d'importance dans la décision d'immigration. Cette approche permettrait à des recherches futures d'avoir une vision plus globale et systémique de la migration environnementale en prenant en considération sa complexité, puisqu'il apparaît impossible d'isoler les facteurs en les étudiant séparément. En tenant compte de l'inter-activité de la migration environnement, il y a un besoin d'étude systématique comparant les régions urbaines et rurales, de même qu'une étude longitudinale qui suivrait les migrants dans les diverses étapes de leurs stratégies de migration nationale et/ou internationale.

ANNEXES

ANNEXE 1- GUIDE D'ENTREVUE AVEC INFORMATEURS CLÉS

Introduction au projet de recherche	
Présentation du projet de recherche	<p>La question principale de notre projet est d'étudier est la suivante :</p> <p>Est-ce que les conditions environnementales dans les pays d'origine immigrants/réfugiés et des nouveaux arrivants au Canada influencent (directement ou indirectement) leurs décisions de migration?</p> <p>Pour répondre à cette question, nous planifions effectuer des entrevues avec des gestionnaires d'organismes qui viennent en aide aux nouveaux arrivants, des intervenants auprès de ces derniers, les représentants des communautés immigrantes et avec les immigrants même.</p> <p>Votre participation nous aidera à déterminer quels types de conditions environnementales ont une influence sur les décisions de migrer des nouveaux arrivants au Canada ; quels groupes d'immigrants sont plus susceptibles d'être touchés par ces conditions, qu'elles sont les stratégies qu'ils utilisent pour migrer, ainsi que les problèmes et les préoccupations auxquels ils sont confrontés au moment du règlement au Canada.</p> <p>Cette information nous permettra d'élaborer des recommandations pour améliorer les politiques d'immigration canadiennes et des programmes, potentiellement d'identifier les possibilités d'améliorer les services d'établissement pour les immigrants concernés (groupes).</p>
Présentation de l'organisme	
Présentation et description du rôle de l'organisme	<p>Nous aimerions savoir un peu concernant vos responsabilités dans votre organisme et le rôle de ce dernier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont vos responsabilités, et à quel titre (dans le passé ou présent) avez-vous collaboré avec les immigrants ou les communautés immigrées? • Avec quels groupes d'immigrants travaillez-vous? • Quels sont les services et/ou activités fournis par votre organisme? • Est-ce que votre organisme collabore et/ou maintient des partenariats avec d'autres organisations? • Si oui, lesquels?

Profile des clients	<p>Nous aimerions savoir un peu sur votre clientèle ou sur la population d'immigrés que vous servez / avec qui vous travaillez.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon vous, quelle est l'origine de la majorité de votre clientèle? combien sont-ils susceptibles d'être touchés par des facteurs environnementaux () Selon vous, quel est le profil de vos clients? (genre, éducation, compétences linguistiques, statut familial, région de provenance : urbaine/rurale, départ volontaire / involontaire, classes socio-économiques, santé, etc.) • Pouvez-vous décrire les procédures suivies lorsqu'un nouvel immigrant sollicite vos services? • Dans votre intervention, est-ce que vous demandez les raisons de migration ainsi que la procédure engagée afin d'arriver au Canada? • Si oui, à quelle fréquence est-ce que des facteurs environnementaux (exp. : Sécheresse, inondations, pollution et autres) sont mentionnés? • Si oui, quelles sont les procédures les plus courantes pour immigrer au Canada? Et quelles sont les stratégies de migration qui pourraient être utilisées par les migrants? • Sinon, y a-t-il une raison qui empêche de le faire? • Quels sont leurs besoins principaux? Et quels services est-ce qu'ils utilisent le plus?
	<p>Avant de continuer à la prochaine section, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p>
<p>Thème 1 : Facteurs environnementaux et décisions de migration</p>	
Facteurs environnementaux	<p>Nous voulons discuter du rôle potentiel de facteurs environnementaux dans la prise de décision d'immigration de vos clients.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parmi les migrants/groupes de migrants avec qui vous avez travaillé, êtes-vous au courant des influences de facteurs environnementaux dans la décision de quitter leur pays d'origine? • Si oui, quels types de facteurs environnementaux semblent avoir influencé leurs décisions (exp. : les sécheresses, les inondations, la pollution atmosphérique, etc.)? • Comment est-ce que ces facteurs environnementaux se comparent-ils en termes d'importance avec des facteurs non environnementaux (ex. : économique, politique, sociale, culturelle ou autre)?

	<ul style="list-style-type: none"> • Pouvez-vous expliquer? • Jusqu'à quel point est-ce que les facteurs environnementaux se sont combinés (ou pas) avec les facteurs non environnementaux? • Avez-vous remarqué des tendances concernant les régions/ pays d'origine où les facteurs environnementaux semblent plus influents? • Avez-vous remarqué des tendances concernant les types de migrants (et les différences entre les migrants) chez qui les facteurs environnementaux pourraient jouer un rôle important? • Exp. : dans des régions urbaines ou rurales, les types de moyens de subsistance ou classe socio-économique, les niveaux d'éducation, le statut marital et le sexe, ethniques / raciales groupes, etc.?
Stratégies d'immigration	<p>Nous désirons maintenant vous entendre sur l'expérience des migrants avec le système d'immigration du Canada. Nous avons deux séries de questions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avez-vous remarqué des « stratégies » utilisées par les immigrants pour de quitter leur région/pays d'origine pour venir au Canada (par exemple : par la réunification familiale, comme immigrants qualifiés, par parrainage de réfugiés, compter sur les réseaux existants de la même communauté, etc.)? • Avez-vous remarqué une tendance concernant les statuts et catégories d'immigration chez les migrants qui quittent leur pays d'origine à cause de facteurs environnementaux (par exemple : migrants économiques, réfugiés, réunification familiale, autre)? • Est-ce que les programmes et politiques d'immigration actuelles prennent en compte des facteurs environnementaux comme étant une catégorie de critères pour accepter les nouveaux migrants au Canada? • Quels sont les principaux défis et/ou obstacles auxquels font face les migrants avec les programmes et politiques d'immigrations actuelles du Canada? • Est-il possible que certains migrants environnementaux ne parviennent pas à venir au Canada parce qu'ils ne sont éligibles à aucune catégorie de migrants? • Y-a-t-il une catégorie de groupe qui risquent d'être « exclues »? Si oui, laquelle (par exemple : les femmes, les enfants, les pauvres, les peuples autochtones, ceux qui ne maîtrisent pas l'une des langues officielles du Canada, ceux avec des problèmes de santé, etc.)?
	<p>Avant de continuer à la prochaine section, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p>
<p align="center">Thème 2 : Facteurs environnementaux et établissement</p>	
Destination d'établissement	<p>Nous voulons maintenant discuter des facteurs environnementaux qui ont potentiellement influencé la destination des migrants.</p>

	<p>Canada, pays d'accueil et d'établissement :</p> <p>Est-ce que l'environnement du Canada a joué un rôle dans la décision de destination des migrants avec qui vous avez travaillé?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, quelles caractéristiques de l'environnement canadien ont joué rôle (par exemple : le climat, les espaces verts, la qualité de l'air, la disponibilité d'eau potable, etc.)? <p>Comment est-ce que les migrants ont fait pour obtenir l'information sur les conditions environnementales du Canada?</p> <p>Y avait-il des facteurs non environnementaux qui sont également rentrés en compte (par exemple : facteurs économiques, politiques, culturels, le multiculturalisme, l'existence de communauté déjà établie, etc.)?</p> <p>Avez-vous remarqué une tendance concernant les relations entre les régions/pays d'origine des migrants et les facteurs environnementaux au Canada?</p> <p>Ottawa-Gatineau, la ville d'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pouvez-vous nous dire pourquoi les nouveaux arrivants choisissent s'établir à Ottawa? <p>Est-ce que les migrants se sont installés dans une autre ville/province du Canada avant de venir à Ottawa-Gatineau?</p> <p>Y avait-il des facteurs non environnementaux qui ont joué un rôle dans le choix de la ville d'établissement (par exemple : la culture, la langue, présence de communauté, travail, logement, etc.)?</p>
<p>Les besoins d'établissement et le processus d'intégration</p>	<p>Notre dernière section porte sur l'influence des facteurs environnementaux lors de l'établissement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les principales questions et préoccupations que les immigrants et les nouveaux arrivants sont confrontés à l'arrivée? • Est-ce que les migrants empruntent différents chemins d'intégration? Si oui, veuillez expliquer comment. • Est-ce que les services existants sont suffisants pour répondre aux besoins des migrants? • Est-ce que les migrants rencontrent des défis ou des obstacles à l'accès à ces services? Comment est-ce qu'ils se comparent par rapport à d'autres groupes de migrants? • Avez-vous remarqué des différences dans le processus d'établissement et des besoins des migrants environnementaux ? • Par exemple : des différences relatives aux régions/pays d'origine, types de facteurs environnementaux dans régions/pays d'origine, catégories d'immigrant (résident permanent, travailleurs qualifiés, réfugiés, etc.), différence de genre, âge, statut familial, socio-économique, niveau de scolarité, connaissance des langues officielles du Canada, emploi, ressource matérielle et sociale (réseau de connaissance, associations culturelles, famille, etc.) • Quelles sont les principales inquiétudes à court et long terme des migrants après être arrivé au Canada? (par exemple : avoir un statut stable au Canada, des problèmes de santé, réunification familiale, trouver un emploi, etc.)

	éducation, retourner au pays d'origine, etc.)
	Avant de conclure, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?

ANNEXE 2-GUIDE D'ENTREVUE POUR LES GROUPES DE DISCUSSION

Introduction du projet de recherche	
Environnement et migration internationale au Canada	<p>Un grand nombre d'études scientifiques ont démontré les effets de l'environnement naturel sur la migration humaine. Les stress environnementaux tels que la sécheresse, inondations, déforestations, érosion, dégradations des sols, ouragans et cyclones tropicaux influencent déjà les schémas de migration dans plusieurs régions du monde. On estime que les perturbations environnementales vont augmenter en nombre ainsi qu'en intensité dans le futur en raison des changements climatiques.</p> <p>Le Canada représente l'une des principales destinations internationales de migration et est un pays qui est bien doté au niveau environnemental. De fait, les Canadiens peuvent se demander si les conditions environnementales dans les principaux pays d'immigration au Canada influencent la prise de décision des immigrants pour venir au Canada, et si c'est le cas, de quelle manière? Si l'environnement compte pour certains groupes d'immigrants, est-ce qu'il crée des besoins particuliers lors de l'intégration à la société canadienne?</p> <p>Les Drs. Robert McLeman, Luisa Veronis et Nadia Abu-Zahra de l'Université d'Ottawa mènent à ce titre une étude pionnière dont le but est de déterminer comment des facteurs environnementaux dans d'autres pays ont influencé la migration vers le Canada et comment ces facteurs peuvent potentiellement orienter l'établissement ainsi que l'intégration des nouveaux arrivants au Canada.</p> <p>Présentations : Nous aimerions entamer la discussion en invitant chacun de vous à se présenter, et aussi à nous dire s'il y a des problèmes environnementaux (liés à l'environnement naturel) dans votre pays d'origine. Et si c'est le cas, de nous préciser quel genre de problèmes environnementaux – est-ce que la sécheresse, la désertification, la dégradation des sols, la pollution, la déforestation, les inondations ou les glissements de terrain, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que voulons-nous dire par facteurs environnementaux? (Exp., sécheresse, inondation, pollution atmosphérique, désastres naturels, etc.). Comment interprétez-vous la notion « environnement »?
Thème 1 : Facteurs environnementaux et décision de migration	
Facteurs environnementaux	<p>Nous voulons discuter du rôle potentiel de facteurs environnementaux dans votre prise de décision de quitter votre pays d'origine.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que ces facteurs environnementaux affectent les populations dans les régions affectées? • Savez-vous si ces facteurs environnementaux causent des déplacements vers d'autres régions de votre pays ou même la migration de

	<p>personnes à l'extérieur de votre pays?</p> <p>Pourriez-vous décrire votre ville ou région d'origine?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comment a-t-elle été ou comment est-elle encore affectée par des conditions environnementales? • Est-ce que ces facteurs vous ont affectés vous personnellement ou votre communauté? • Est-ce que ces facteurs causent des déplacements vers d'autres régions de votre pays ou même la migration de personnes à l'extérieur de votre pays? <p>Compte tenu de tout cela, est-ce que des facteurs environnementaux ont influencé votre décision de quitter votre pays (ou région) d'origine?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, quels types de facteurs environnementaux ont affecté votre décision de migrer? <p>Comment est-ce que ces facteurs environnementaux se comparent-ils avec des facteurs non environnementaux? (Exp., facteurs économiques, politiques, sociaux, culturels et autres) Pourriez-vous expliquer?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jusqu'à quel point est-ce que les facteurs environnementaux se sont combinés (ou pas) avec les facteurs non environnementaux?
	<p>Avant de continuer à la prochaine section, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p>
Les stratégies de migration	<p>Nous voulons maintenant discuter de votre expérience d'immigration au Canada.</p> <p>Votre décision finale de quitter votre pays d'origine était basée sur quels critères?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que l'environnement était un de vos critères? Pourquoi? <p>Comment était votre expérience de migration?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Basé sur vos connaissances, est-ce que votre expérience de migration est commune? • Avez-vous fait face à des difficultés/obstacles? <p>Basé sur vos réseaux et contacts dans votre pays d'origine, il y a-t-il des gens qui voudraient émigrer vers le Canada ou ailleurs, mais ils ne peuvent pas?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, à quels types d'obstacles font-ils face (exp., épouse, enfants, pauvreté, niveau d'éducation bas, ne maîtrise pas une des deux langues officielles du Canada, problème de santé, etc.)?
	<p>Avant de continuer à la prochaine section, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p>
Thème 2 : Facteurs environnementaux et établissement	
Destination d'établissement	<p>Nous voulons maintenant discuter des facteurs environnementaux qui ont potentiellement influencé votre destination de migration.</p> <p>Pourquoi avez-vous choisi le Canada comme destination?</p> <p>Est-ce que c'était votre premier choix?</p>

	<p><u>Le Canada comme pays d'établissement</u></p> <p>Est-ce qu'il y a des caractéristiques/qualités environnementales propres au Canada qui ont influencé votre décision de migrer ici?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, lesquelles? (exp., le climat, les espaces verts, la nature, la qualité de l'air, la disponibilité de ressources vitales telles que l'eau potable etc.) <p>Comment est-ce que vous avez entendu parler des conditions environnementales du Canada ?</p> <p>Il y avait-il des caractéristiques non environnementales qui ont influencé votre choix de pays de destination ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, lesquelles? (exp., l'économie, la politique, la culture, le multiculturalisme, la présence de réseaux ethniques, etc.) <p>Quelle a été l'importance des facteurs environnementaux par rapport aux facteurs non environnementaux ?</p> <p>Pourquoi avez-vous choisi Ottawa-Gatineau?</p> <p><u>Ottawa-Gatineau, ville de destination:</u></p> <p>Vous êtes-vous déjà établis dans une autre ville avant de venir à Ottawa-Gatineau?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expliquez pourquoi vous avez changé de ville. <p>Il y avait-il des facteurs non environnementaux qui ont également influencé votre choix?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, lesquels? (exp., la culture, la langue, la présence de communauté ethnique de la même origine, l'existence de réseau social, la disponibilité de services de santé, l'emploi, l'éducation, les politiques, le réseau de transport en commun, le logement, etc.) <p>Est-ce que la langue (le français, le bilinguisme) ou les réseaux communautaires ont joué un rôle?</p>
	<p>Avant de continuer à la prochaine section, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p>
<p align="center">Thème 3 : Facteurs environnementaux et les besoins en matière d'établissement</p>	
<p>Les besoins d'établissement et le processus d'intégration</p>	<p>Notre dernière section porte sur l'influence des facteurs environnementaux lors de l'établissement ainsi que dans le processus d'intégration.</p> <p>Quels ont été vos besoins à votre arrivée au Canada?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Été-ils reliés à des facteurs environnementaux auxquels vous avez fait face dans votre ville/pays d'origine? • Si oui, veuillez expliquer.

	<p>Y'avait-il des besoins particuliers qui n'ont pas été pas atteint?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si oui, veuillez expliquer. <p>Comment avez-vous entendu parler des services offerts aux nouveaux arrivants ? Pensez-vous avoir reçu l'information nécessaire?</p> <p>Quels ont été vos priorités une fois vous êtes arrivé au Canada? (exp., obtenir le statut légal au Canada ; problème de santé ; réunification familiale ; emploi ; éducation ; retourner dans votre pays d'origine ; développer un lien de solidarité avec les gens dans votre pays d'origine ; autres)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Est-ce que ces priorités ont changé au fil du temps? <p>Quelles ont été les difficultés principales auxquelles vous avez fait face au début de votre processus d'établissement au Canada?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Basé sur vos contacts, est-ce que ces difficultés sont communes? Veuillez expliquer. <p>Comment a été votre expérience avec la communauté francophone déjà établie à Ottawa-Gatineau?</p> <p>Est-ce que la présence d'une communauté francophone a facilité votre établissement?</p> <p>Fréquentez-vous les organismes francophones (communautaires) à Ottawa?</p>
	<p>Avant de conclure, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p> <p>Nous vous remercions énormément pour votre participation.</p> <p>Avant de quitter, nous vous prions, si vous le voulez bien, de remplir le questionnaire individuel ainsi que l'évaluation de notre discussion.</p>

ANNEXE 3- GUIDE D'ENTREVUE INDIVIDUELLE AVEC LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE À MONTRÉAL

<p>Description du lieu d'origine</p>	<p>Décrivez-moi votre ville d'origine.</p> <p>Y a-t-il des établissements de services, comme des écoles, hôpitaux, etc.?</p> <p>Quelle est la principale activité économique dans votre région?</p> <p>Est-ce que ce sont des familles qui les gèrent où des compagnies?</p> <p>Est-ce que des membres de votre famille possèdent des terres agricoles/liées à l'élevage?</p>
<p align="center">Thème 1 : Facteurs environnementaux et décision de migration ainsi que lieu d'établissement</p>	

<p>Facteurs environnementaux</p>	<p>Y a-t-il eu des problèmes environnementaux?</p> <p>Si oui, quels sont-ils?</p> <p>Connaissez-vous leurs causes?</p> <p>Est-ce qu'ils affectent les sources de revenus des habitants? (récoltes, pêche, etc.)</p> <p>Que font les personnes affectées par cela ?</p> <p>Pourriez-vous me donner un exemple concret?</p> <p>Est-ce que vous pensez que les villes et les régions rurales sont affectées de la même manière par les perturbations environnementales telles que les ouragans et les sécheresses?</p> <p>Pouvez-vous expliquer?</p> <p>Retournez-vous dans votre ville d'origine souvent?</p> <p>À quand remonte votre dernière visite?</p> <p>Avez-vous remarqué des changements environnementaux quelconques?</p> <p>Si oui, quels sont-ils?</p> <p>Affectent-ils négativement ou positivement la population de votre ville?</p>
	<p>Avant de continuer à la prochaine section, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p>
<p>Les stratégies de migration et destination d'établissement</p>	<p>Nous voulons maintenant discuter de votre expérience d'immigration au Canada.</p> <p>Avez-vous seulement vécu dans cette région rurale?</p> <p>Sinon, pourquoi avez-vous quitté?</p> <p>Est-ce que la migration est une pratique commune dans votre région?</p> <p>Si oui, quelles sont les grandes tendances? Où migrent la majorité des gens et pourquoi?</p> <p>Pourquoi avez-vous décidé d'immigrer au Canada?</p> <p><u>Le Canada, pays d'établissement :</u></p> <p>Est-ce qu'il y a des caractéristiques/ qualités environnementales propres au Canada qui ont influencé votre décision de migrer ici?</p> <p>Si oui, lesquelles? (exp., le climat, les espaces verts, la nature, la qualité de l'air, la disponibilité de ressources vitales telles que l'eau potable, etc.)</p> <p>Comment est-ce que vous avez entendu parler des conditions environnementales?</p>

	<p>du Canada ?</p> <p>Y'avait-il des caractéristiques non environnementales qui ont influencé votre choix de pays de destination ?</p> <p>Si oui, lesquelles? (exp., l'économie, la politique, la culture, le multiculturalisme, la présence de réseaux ethniques, etc.)</p> <p>Quelle a été l'importance des facteurs environnementaux par rapport aux facteurs non environnementaux ?</p> <p><u>Montréal , ville de destination :</u></p> <p>Une fois au Canada, comment est-ce que vous avez choisi Montréal comme ville d'établissement?</p> <p>Est-ce que des facteurs environnementaux ont joué un rôle?</p> <p>Si oui, lesquels? (exp., la taille de la ville, les espaces verts, la présence de la nature, le climat, la qualité de l'air, etc.)</p> <p>Comment avez-vous entendu parler de ces conditions environnementales? Vous êtes-vous établis dans une autre ville avant de venir à Ottawa-Gatineau ou Toronto?</p> <p>Expliquez pourquoi vous avez changé de ville.</p> <p>Y'avait-il des facteurs non environnementaux qui ont également influencé votre choix?</p> <p>Si oui, lesquels? (exp., la culture, la langue, la présence de communauté ethnique du même origine, l'existence de réseau social, la disponibilité de services de santé, l'emploi, l'éducation, les politiques, le réseau de transport commun, le logement, etc.) Quelle a été l'importance des facteurs environnementaux par rapport aux facteurs non environnementaux ?</p> <p>Est-ce qu'il y a des facteurs de réseau (membre de la famille, amis, connaissances, communauté haïtienne, etc.) qui ont influencé votre choix de destination?</p> <p>Est-ce qu'il y avait autres facteurs de type politique, économique, d'opportunités etc.?</p> <p>Quel rôle a joué le réseau dans le processus d'immigration? (facilitateur?)</p> <p>Est-ce que vous connaissez des personnes qui ont voulu immigrer au Canada qui n'ont pas pu?</p> <p>Quelle a été la cause principale de leur échec?</p> <p>Ont-ils changé de destination?</p> <p>Si oui, vers où?</p>
--	---

	<p>Vous êtes venu au Canada sous quelle catégorie? (parrainage familial, travail qualifié, réfugié, etc.)</p> <p>Comment est-ce que c'était déroulé la procédure d'immigration?</p> <p>Quels ont été les principaux obstacles/défis que vous avez rencontrés?</p> <p>Quelles solutions avez-vous trouvées pour les surmonter?</p>
	<p>Avant de conclure, y'a-t-il d'autres commentaires ou remarques à ajouter concernant ce sujet?</p> <p>Nous vous remercions pour votre participation.</p>

ANNEXE 4- QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL

Nous vous prions de remplir le questionnaire suivant dans le but de nous aider à mieux comprendre les personnes que nous interrogeons. Veuillez également noter que votre participation est volontaire et que tous les renseignements fournis seront maintenus confidentiels.

Nom : _____

– Âge (encercler une catégorie) : 18-24 25-34 35-54 55-64 65+

– Genre : _____

3. Quel est votre état matrimonial ?

- a. Célibataire b. Marié/ Conjoint de droit commun
c. Séparé d. Divorcé
e. Veuve/veuf f. Autre, veuillez spécifier : _____

4. Avez-vous des enfants ?

- a. Oui. Combien ? () b. Non

5. Quel est votre niveau d'éducation (veuillez indiquer le statut le plus élevé seulement) ?

- a. Inférieur à la 8^e année
b. Quelques années de secondaire
c. Diplôme secondaire
d. Quelques années de collège/ formation spécialisée /post-secondaire/ université
e. Collège/Formation spécialisée/ post-secondaire/ université
f. Quelques années d'études supérieures
g. Études supérieures
h. Diplôme professionnel
i. Autre, veuillez spécifier : _____

6. Veuillez indiquer votre statut d'emploi au Canada présentement :

- a. Au foyer (Mère ou père au foyer)
b. Étudiant
c. Employé avec salaire mensuel, veuillez indiquer votre poste : _____
d. Travailleur autonome, veuillez spécifier le domaine : _____
e. Ne travaille pas et je cherche un emploi
f. Ne travaille pas et je ne cherche pas un emploi
g. Retraité
h. dans l'incapacité de travailler
i. Autre, veuillez spécifier : _____

7. Veuillez indiquer le revenu annuel de votre ménage :

- a. Moins de \$10,000 d. \$30,000-\$39,999 g. \$60,000-\$69,999
b. \$10,000-\$19,999 e. \$40,000-\$49,999 h. \$70,000-\$79,999
c. \$20,000-\$29,999 f. \$50,000-\$59,999 i. 80,000 \$ ou plus

8. Quel est votre pays/région de naissance? _____

9. Quelle langue est-ce que vous parlez le plus souvent ?

À la maison : _____ Au travail : _____ Avec des amis(ES): _____

10. Quel est votre niveau de connaissances en français ?

- a. Très peu ou pas de connaissances
b. Niveau élémentaire ou de base

- c. Niveau intermédiaire
- d. Niveau avancé
- e. Maîtrise avec aisance

11. Quel est votre niveau de connaissances en anglais ?

- a. Très peu ou pas de connaissances
- b. Niveau élémentaire ou de base
- c. Niveau intermédiaire
- d. Niveau avancé
- e. Maîtrise avec aisance

12. Veuillez indiquer la date de votre arrivée au Canada ?

____/____/____
(Jour) (Mois) (Année)

13. Dans quelle catégorie avez-vous immigré au Canada ?

- a. Immigrant économique/Travailleur qualifié
- b. Famille
- c. Réfugié
- d. Autre, veuillez spécifier : _____

14. Êtes-vous venu seul ou avec des membres de votre famille?

- a. Seul
- b. Avec des membres de votre famille, veuillez spécifier : _____

15. Êtes-vous un citoyen canadien ?

- a. Oui
- b. Non

Étant donné le temps limité ainsi que le nombre d'individus présents dans le groupe de discussion, il pourrait s'avérer difficile d'explorer en profondeur chaque question avec chaque participant. Dans le besoin, les chercheurs peuvent inviter les participants de ce groupe de discussion à un entretien individuel afin d'approfondir d'avantage certains thèmes liés au sujet de recherche. Si cette situation se produit, seriez-vous prêt à participer?

Je suis intéressé(E) à participer (Si OUI, veuillez encercler).

OUI NON

Contactez-moi au (tél. ou courriel) :

ANNEXE 5- QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DU GROUPE DE DISCUSSION

Les influences environnementales et la migration internationale au Canada
Département de Géographie, Université d'Ottawa

Évaluation

Sur une échelle de 1 à 5 (5 étant le plus haut), s'il-vous-plaît évaluez:

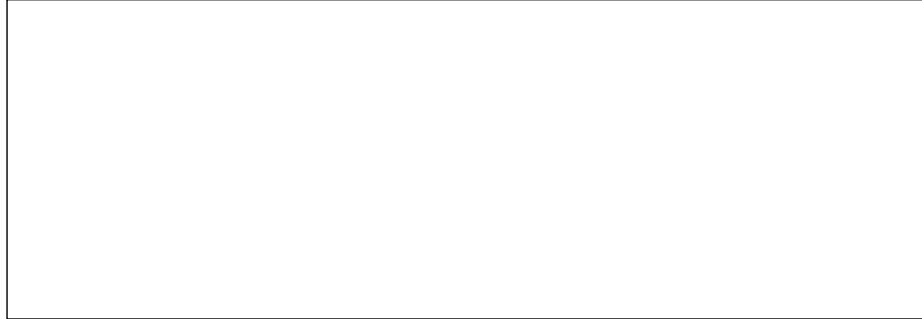
La pertinence des questions posées	1	2	3	4	5
Le lieu	1	2	3	4	5
La durée de la session	1	2	3	4	5
L'organisation générale de la session	1	2	3	4	5

Lequel des thèmes abordés aujourd'hui vous rejoint le plus?

Quelle est la chose la plus utile que vous avez apprise des autres membres du groupe de discussion?

Les influences environnementales et la migration internationale au Canada
Département de Géographie, Université d'Ottawa

Y a-t-il quelque chose dont nous n'avons pas parlé que nous aurions dû aborder à votre avis ?



Comment pourrions-nous améliorer l'exercice et obtenir le point de vue d'une diversité de personnes?



Commentaires additionnels?



ANNEXE 6- VILLES D'ORIGINE DES PARTICIPANTS AUX ENTREVIUES INDIVIDUELLES



Source : Wikimedia, 2013. (http://commons.wikimedia.org/wiki/File%3AHaiti_topographic_map-fr.svg, consulté le 9 septembre 2013).

ANNEXE 7- FORMULAIRE DE CONSENTEMENT POUR LES GROUPES DE DISCUSSION

Invitation à participer : Je, _____, suis invité(E) à participer à la recherche nommée ci-haut financée par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines (CRSH) dirigée par le Dr Robert McLeman de l'Université Wilfrid Laurier et les Drs Luisa Veronis et Nadia Abou-Zahra de l'Université d'Ottawa. Ce projet est mené indépendamment des organismes à partir desquels les participants pourraient être recrutés.

But de l'étude : À ma connaissance, le but de l'étude est de recueillir des renseignements au sujet des conditions environnementales dans mon pays d'origine qui pourraient influencer directement ou indirectement ma décision ainsi que ma stratégie de migration et mon expérience d'établissement au Canada.

Participation : Ma participation consistera principalement à faire partie d'un groupe de discussion afin de discuter des questions soulevées par l'un des chercheurs pour une durée approximative de 2 heures. Cette discussion enregistrée est conçue dans le but d'aider les chercheurs à recueillir des renseignements au sujet du rôle des facteurs environnementaux dans la prise de décision des individus à immigrer au Canada et leur influence sur les expériences d'établissement. Je recevrai une récompense de 40 \$ pour ma participation. Ce groupe de discussion aura lieu à/au _____ le _____.

Avantages : Ma participation à cette recherche aidera les chercheurs à déterminer quels types de conditions environnementales influencent les décisions des immigrants au Canada. De plus, basé sur certains critères tels que le genre et la classe sociale, ma participation aidera les chercheurs à identifier quels groupes sont plus susceptibles de migrer à cause de ces conditions environnementales. Ces renseignements aideront les chercheurs à élaborer des recommandations dans le but d'améliorer les politiques d'immigration du Canada, des programmes ainsi qu'identifier potentiellement des opportunités d'amélioration des services d'établissement offerts aux nouveaux arrivants touchés par ces conditions environnementales.

Participation volontaire : Ma participation à cette recherche est volontaire et je suis libre de me retirer en tout temps, et/ou de refuser de répondre à certaines questions. Si je choisis de me retirer au courant de l'étude, les données recueillies jusqu'à ce moment-là pourront être utilisées dans ce projet de recherche.

Inconvénients et risques : Dans le cadre de ce projet, je dois consacrer une partie de mon temps (2 heures) afin d'y participer.

Enregistrement et conservation des données : J'ai été informé(E) que ce groupe de discussion sera enregistré. Toute information notée lors de cet entretien ainsi que l'enregistrement audio et les transcriptions seront gardés par les chercheurs pour ce projet. Les chercheurs garderont ces données dans un cabinet fermé à clé dans leur bureau personnel jusqu'en 2022. Les notes écrites ainsi que les enregistrements audio et les transcriptions seront détruits à cette date-là. Aussi, j'aurai la possibilité de recevoir une copie des notes écrites, transcriptions et de l'enregistrement audio de cet entretien.

Confidentialité et anonymat : J'ai l'assurance des chercheurs que l'information que je partagerai avec eux restera strictement confidentielle. Les renseignements qui pourraient être publiés dans le cadre des résultats de recherche comme information publique seront dépourvus d'indicateurs personnels et regroupés avec d'autres résultats. Si les chercheurs le désirent, il leur est possible d'utiliser des citations anonymes de cette entrevue dans des articles scientifiques afin de présenter

des résultats importants et pertinents. Il se peut que les données soient aussi utilisées par des étudiants dans leur thèse. De telles citations, si elles ont lieu, seront référencées en utilisant des pseudonymes ou des codes et ne contiendront en aucun cas des renseignements qui pourraient identifier la source ou le sujet interviewé. Néanmoins, j'ai été informé(e) que les chercheurs ne peuvent pas protéger mon identité des autres participants au groupe de discussion. J'ai donc l'option de ne pas divulguer mon nom au groupe ou, si je le désire, de m'en retirer. De plus, les chercheurs ont demandé aux participants de respecter la confidentialité de l'information partagée durant ce groupe de discussion ainsi que l'anonymat des participants.

Acceptation : Je, _____, accepte de participer à la recherche mentionnée ci-dessus. Je réalise qu'en acceptant de participer, je ne renonce en aucun cas à mon droit de me retirer de cette étude si et quand je le désire.

Il y a deux copies du formulaire de consentement, dont une copie que je peux garder.

Signature du participant : _____ Date: _____

Signature du chercheur : _____ Date : _____

ANNEXE 8- FORMULAIRE DE CONSENTEMENT POUR LES ENTREVUES INDIVIDUELLES

Invitation à participer : Je, _____, suis invité(E) à participer à la recherche nommée ci-haut financée par le Conseil de Recherches en Sciences Humaines (CRSH) dirigée par le Dr Robert McLeman de l'Université Wilfrid Laurier et les Drs Luisa Veronis et Nadia Abou-Zahra de l'Université d'Ottawa. Ce projet est mené indépendamment des organismes à partir desquels les participants pourraient être recrutés.

But de l'étude : À ma connaissance, le but de l'étude est de recueillir des renseignements au sujet des conditions environnementales dans mon pays d'origine qui pourraient influencer directement ou indirectement ma décision ainsi que ma stratégie de migration et mon expérience d'établissement au Canada.

Participation : Ma participation consistera principalement à faire une entrevue individuelle afin de discuter des questions soulevées par l'un des chercheurs pour une durée approximative de 1 heure et demie. Cette discussion enregistrée est conçue dans le but d'aider les chercheurs à recueillir des renseignements au sujet du rôle des facteurs environnementaux dans la prise de décision des individus à immigrer au Canada et leur influence sur les expériences d'établissement. Je recevrai une récompense de 40 \$ pour ma participation. Cette entrevue individuelle aura lieu à/au _____ le _____.

Avantages : Ma participation à cette recherche aidera les chercheurs à déterminer quels types de conditions environnementales influencent les décisions des immigrants au Canada. De plus, basé sur certains critères tels que le genre et la classe sociale, ma participation aidera les chercheurs à identifier quels groupes sont plus susceptibles de migrer à cause de ces conditions environnementales. Ces renseignements aideront les chercheurs à élaborer des recommandations dans le but d'améliorer les politiques d'immigration du Canada, des programmes ainsi qu'identifier potentiellement des opportunités d'amélioration des services d'établissement offerts aux nouveaux arrivants touchés par ces conditions environnementales.

Participation volontaire : Ma participation à cette recherche est volontaire et je suis libre de me retirer en tout temps, et/ou de refuser de répondre à certaines questions. Si je choisis de me retirer au courant de l'étude, les données recueillies jusqu'à ce moment-là pourront être utilisées dans ce projet de recherche.

Inconvénients et risques : Dans le cadre de ce projet, je dois consacrer une partie de mon temps (1 heure) afin d'y participer.

Enregistrement et conservation des données : J'ai été informé(E) que cette entrevue individuelle sera enregistrée. Toute information notée lors de cet entretien ainsi que l'enregistrement audio et les transcriptions seront gardés par les chercheurs pour ce projet. Les chercheurs garderont ces données dans un cabinet fermé à clé dans leur bureau personnel jusqu'en 2022. Les notes écrites ainsi que les enregistrements audio et les transcriptions seront détruits à cette date-là. Aussi, j'aurai la possibilité de recevoir une copie des notes écrites, transcriptions et de l'enregistrement audio de cet entretien.

Confidentialité et anonymat : J'ai l'assurance des chercheurs que l'information que je partagerai avec eux restera strictement confidentielle. Les renseignements qui pourraient être publiés dans le cadre des résultats de recherche comme information publique seront dépourvus d'indicateurs personnels et regroupés avec d'autres résultats. Si les chercheurs le désirent, il leur est possible d'utiliser des citations anonymes de cette entrevue dans des articles scientifiques afin de présenter

des résultats importants et pertinents. Il se peut que les données soient aussi utilisées par des étudiants dans leur thèse. De telles citations, si elles ont lieu, seront référencées en utilisant des pseudonymes ou des codes et ne contiendront en aucun cas des renseignements qui pourraient identifier la source ou le sujet interviewé. Phrases enlevées

Acceptation : Je, _____, accepte de participer à la recherche mentionnée ci-dessus. Je réalise qu'en acceptant de participer, je ne renonce en aucun cas à mon droit de me retirer de cette étude si et quand je le désire.

Il y a deux copies du formulaire de consentement, dont une copie que je peux garder.

Signature du participant : _____ Date: _____

Signature du chercheur : _____ Date : _____

ANNEXE 9-PROCÉDURE DE DÉONTOLOGIE

Dans le cadre du projet « Influences environnementales et migration internationale au Canada », nous avons obtenu l'approbation du bureau de déontologie de l'Université d'Ottawa en trois étapes. Premièrement, nous avons obtenu l'accord du bureau de déontologie pour les entrevues avec les informateurs clés à l'automne 2012. Par la suite, nous avons obtenu, en décembre 2012, l'approbation pour les groupes de discussion, et en mars 2013, l'approbation pour les entrevues individuelles avec les immigrants issus de différentes communautés, incluant la communauté haïtienne à Ottawa-Gatineau et à Montréal. L'approbation du bureau de déontologie s'assure, en premier lieu, de la participation volontaire des participants à notre étude ainsi qu'à leur droit de se retirer, s'ils le désirent, à tout moment de la discussion. Deuxièmement, les participants ont le droit de ne pas répondre à une question s'ils le désirent. De plus, le but principal de cette approbation est de garder la confidentialité des propos ainsi que l'anonymat des participants. De ce fait, toute l'information partagée lors des groupes de discussion et des entrevues individuelles reste strictement confidentielle. Les renseignements qui pourraient être publiés dans le cadre des résultats de recherche de cette thèse de maîtrise seront dépourvus d'indicateurs personnels et regroupés avec d'autres résultats. Les citations seront donc référencées en utilisant des codes comme suit :

- Pour les groupes de discussion (Groupe de discussion 1, 2, 3 ou 4)
- Pour les entrevues individuelles (Entrevue 1, 2, etc., nom de la ville rurale d'origine)

Ces codes ne contiendront en aucun cas des renseignements qui pourraient identifier les personnes interrogées. De plus, avant chaque entretien (groupe de discussion et entrevues individuelles) les participants ont été informés de leurs droits et ont signé le formulaire de consentement afin de commencer l'enregistrement audio de l'entretien (voir annexes 7 et 8). Il est important de mentionner que les participants ont gardé une copie du consentement où les coordonnées des chercheurs leaders, tels que Dr Luisa Veronis, de même que les coordonnées du bureau d'éthique de l'Université d'Ottawa y sont indiquées. Bien que des notes ont été prises lors de la discussion, l'enregistrement audio nous a permis de nous concentrer entièrement sur la discussion sans avoir à nous soucier de la prise de commentaires des participants (Valentine, 2005). Également, l'enregistrement audio nous a permis une transcription juste des propos partagés lors des entrevues et des groupes de discussion. Étant donné que le CRSH a financé le projet « Influences environnementales et migration internationale au Canada », tous les participants (à l'exception des informateurs clés) à notre étude ont reçu en guise de récompense une somme de 40 \$. En ce qui concerne le Centre LASI Compétences mondiales-Ottawa et l'UNHO qui nous ont aidés au recrutement des participants pour les quatre groupes de discussion, ils ont reçu une somme de 500 \$ par groupe de discussion en guise de remerciement pour leur aide et un signe de soutien envers ces organismes communautaires ainsi que pour l'utilisation de leurs locaux pour les entretiens de groupes de discussion.

ANNEXE 10- ARBORESCENCE DE CODAGE POUR LES GROUPES DE DISCUSSION

Enjeux environnementaux

- dans les villes
- en régions rurales
- déforestation dans tout le pays

Enjeux économiques, politiques et sociaux

- raison économique (mauvaise finance/pauvreté)
- corruption
- insécurité
- enjeux politiques
- désordre social
- surpopulation (bidonvilles/insalubrité)
- maladies
- exode rural

Stratégies d'immigration

- région/pays de destination
- catégorie d'immigration
- classes sociales
- réseaux sociaux

ANNEXE 11- ARBORESCENCE DE CODAGE POUR LES ENTREVUES INDIVIDUELLES

Lieu d'origine

- description/condition de vie
- changement après immigration au Canada

Enjeux environnementaux

- érosion
- infertilité du sol
- sécheresse
- inondation
- déforestation
- affectent condition de vie

Enjeux sociaux, économiques et politiques

- absence de l'État
- abandon des populations rurales
- désordre social/chaumage/corruption
- action/décision politique

Stratégie d'immigration

- migration nationale/exode rural
- migration internationale
- classes sociales
- réseaux sociaux
- en Haïti
- dans pays d'immigration (Canada)

BIBLIOGRAPHIE

Adger, W. N. 2006. « Vulnerability ». *Global Environmental Change*, vol. 16 (3):, Pp. 268–281.

Afifi, T. 2011. « Economic or Environmental Migration? The Push Factors in Niger ». *International Migration*, vol. 49 (S1), Pp.e95-e124.

Agende d'aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED). 2012. « Étude sur les causes de l'insécurité alimentaire », accédé de <http://www.acted.org/fr/causes-ins-curit-alimentaire-en-ha-ti>, consulté le 26 novembre 2013.

Alam, M. et Rabbani, M. G. 2007. « Vulnerabilities and Responses to Climate Change for Dhaka ». *Environment and Urbanization*, vol. 19 (1), Pp. 81-97.

Alsher, S. 2011. « Environmental Degradation and Migration on Hispaniola Island ». *International Migration*, vol. 49 (S1), Pp. E194-188.

AVSI. 2009. « Haïti, germes d'espoir, réalisation de pépinières pour la production de plantes nécessaires à la reforestation », accédé de <http://www.avsi.org/wp-content/uploads/2011/07/AVSITascabile9HaitiFrancese.pdf>, consulté le 1 décembre 2013.

Banque Mondiale. 2001. « Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001, Combattre la pauvreté ». The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, États-Unis.

Banque Mondiale. 2013. « World Development Report 1999/2000, Entering in the 21s Century ». Accédé de <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/EXTRESEARCH/EXTWDRS/0,,contentMDK:22295143~pagePK:478093~piPK:477627~theSitePK:477624,00.html>, consulté le 27 octobre 2013.

Barnett, J. et Webber, M. 2009. « Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change ». Commission on Climate Change and Development, Stockholm, Suède.

Barthélémy, G. 1990. « L'univers rural haïtien le pays en dehors ». Editions L'Harmattan, Paris, France.

Bates, D. C. 2002. « Environmental Refugees? Classifying Human Migrations Caused by Environmental Change ». *Population and Environment*, vol. 23 (5), Pp. 465-477.

Bemenne, F. 2009. « Géopolitique du changement climatique », Armand Colin, Paris, France.

Barnett, J. 2002. « Focus groups tips for beginners ». TCALL Occasional Research Paper 1, accédé de <http://www-tcall.tamu.edu/orp/orp1.htm>, consulté le 22 novembre 2012.

Bertrand, A. 1983. « La déforestation en zone de forêt en Côte d'Ivoire ». *Revue Bois et Forêts des Tropiques*, (202, 4e trimestre), Pp. 3-17.

Bhattacharya, J., Currie, J. et Haider, S. 2004. « Poverty, Food Insecurity, and Nutritional Outcomes in Children and Adults ». *Journal of health economics*, vol. 23 (4), Pp. 839-862.

BIO Suisse/FiBL. 2013. « Les principes de la fertilité du sol, construire sa relation avec le sol ». Accédé de <https://www.fibl.org/fileadmin/documents/shop/1587-fertilite-des-sols.pdf>, consulté le 10 octobre 2013.

Biermann, F. et Boas, I. 2008. « Preparing for a warmer world: towards a global governance system to protect climate refugees ». *Global Governance Working Paper 33*, The Global Governance Project, Amsterdam, Pays-Bas.

2010. « Preparing for a Warmer World: Towards a Global Governance System to Protect Climate Refugees ». *Global Environmental Politics*, vol.10 (1), Pp. 60-88.

Black, R. et coll. 2011. « The Effect of Environmental Change on Human Migration ». *Global Environmental Change*, vol. 21 (supplement 1), Pp. S3-S11.

Black, R. 1998. « Refugees, Environment and development ». *International Journal of Population Geography*, vol. 6 (3), Pp. 251-252.

2001, « Environmental refugees: Myths or Reality? ». *New Issues in Refugee Research*, UNHCR, working paper 34, Accédé de: www.unhcr.org/research/RESEARCH/3ae6a0d00.pdf, consulté le 17 novembre 2012.

et coll. 2008. « Demographics and climate change: future trends and their policy implications for migration », Working Paper T-2, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, Sussex, Grande Bretagne.

et coll. 2011. « The effect of environmental change on human migration ». *Global Environmental Change*, vol. 21, Pp. S3-S11.

Boano, C. et Morris, T. 2008. « Environmentally Displaced People: Understanding Linkages between Environmental Change, Livelihoods and Forced Migration », Refugee Studies Centre, Oxford Department of International Development, accédé de <http://www.rsc.ox.ac.uk/publications/policy-briefings/RSCPBI-Environment.pdf>, consulté le 10 janvier 2013.

Bourne, J. K. 2008. « Dirt Poor ». *National Geographic*, vol 2 (4), Pp.3.

Cameron, J. 2005. « Focussing on the Focus Group ». Pp 156-174. Dans: *Qualitative Research Methods in Human Geography*, 2e édition, Iain Hay (éd.), Oxford University Press, Melbourne, Australie.

Caruso, R. (Éd.) 2011. « Ethnic Conflicts, Civil War and Cost of Conflict ». Vol. 17. Emerald Group Publishing, Bingley, Royaume Uni.

Castles, S. 2002. « Environmental Change and Forced Migration: Making Sense of the Debate ». UNHCR, Working Paper 70, Genève, Suisse.

Central Intelligence Agency (CIA). 2013. « The World Fact Book, Central America and Caribbean: Haiti ». Accédé de <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ha.html>, consulté le 4 octobre 2013.

Chidumayo, E. N. et Kwibisa, L. 2003. « Effects of Deforestation on Grass Biomass and Soil Nutrient Status in Miombo Woodland, Zambia ». *Agriculture, ecosystems & environment*, vol. 96 (1), Pp. 97-105.

Christian Aid. 2007. « Human Tide: The Real Migration Crisis », Christian Aid Report, Accédé de: www.christianaid.org.uk, consulté le 4 janvier 2013.

Citoyenneté et Immigration Canada. 2013a. « Preuve de fonds suffisants – Travailleurs qualifiés (fédéral) ». Accédé de <http://www.cic.gc.ca/francais/immigrer/qualifie/fonds.asp>, consulté le 11 décembre 2013.

Citoyenneté et Immigration Canada. 2013b. « Déterminer votre admissibilité-Travailleurs qualifiés ». Accédé de <http://www.cic.gc.ca/francais/immigrer/qualifie/demande-qui.asp>, consulté le 23 octobre 2013.

Citoyenneté et Immigration Canada. 2012. « Facts and figures 2012 – Immigration overview: Permanent and temporary residents ». accédé de <http://www.cic.gc.ca/English/resources/statistics/facts2012/index.asp>, consulté le 2 avril 2014.

Cochran, I. 2009. « Transport Infrastructures in France : Climate Change Vulnerabilities and Adaptation Possibilities ». *Climate Report*, vol.15 (Septembre).

Collins-Chobanian, S et coll. 2010. « Twenty Million Environmental Refugees and Counting: A Call for Recognition or a New Convention ». *Environmental ethics*, vol 32, Pp.149-163.

Collier, P. 2009. « Haïti : des catastrophes naturelles à la sécurité économique ». Rapport au Secrétaire général de l'ONU.

Conisbee, M. et Simms, A. 2003. « Environmental Refugees. The Case for Recognition ». New Economics Foundation. Accédé de: http://www.neweconomics.org/sites/neweconomics.org/files/Environmental_Refugees.pdf, consulter le 3 mars 2013.

Connell, J. 2012. « Population Resettlement in the Pacific: lessons from a hazardous history? ». *Australian Geographer*, vol 43 (2), Pp. 127-142.

Corfee-Morlot, J. et coll. 2011. « Multilevel Risk Governance and Urban Adaptation Policy ». *Climatic change*, vol. 104 (1), Pp. 169-197.

Décamps, H. 2007. « La vulnérabilité des systèmes socioécologiques aux événements extrêmes : exposition, sensibilité, résilience ». *Natures Sciences Sociétés*, vol. 15 (1), Pp. 48-52.

Delince, K. 1993. « Les forces politiques en Haïti : manuel d'histoire contemporaine ». KARTHALA Editions, Paris, France.

DeWind J. et Kinley, D. 1988. « Aide à la migration, l'impact de l'assistance internationale à Haïti ». Les Éditions du CIDIHCA, Montréal, Canada.

- Dick, B. 1990. « Convergent Interviewing ». 3e édition. Interchange, Brisbane, Australie.
- Dolisca, F., McDaniel, J. M., Teeter, L. D. et Jolly, C. M. 2007. « Land Tenure, Population Pressure, and Deforestation in Haiti: The Case of Forêt des Pins Reserve ». *Journal of Forest Economics*, vol. 13 (4), Pp. 277-289.
- Doura, F. 2001. « Économie d'Haiti : dépendance, crise et développement ». DAMI, Montréal, Canada.
- Dun, O. et Gemenne, F. 2008. « Defining Environmental Migration ». *Forced Migration Review*, vol. 31 (Octobre), Pp. 10-11.
2011. « Migration and Displacement Triggered by Floods in the Mekong Delta ». *International Migration*, vol. 49 (S1), Pp. e200-e223.
- Dunne, M. et coll. 2005. « Becoming a Researcher: A Companion to the research process ». Open University Press: Berkshire, Grande Bretagne.
- Échevin, D. 2011. « Vulnerability and Livelihoods before and after the Haiti Earthquake ». Policy Research Working Paper 5850, Banque Mondiale.
- El-Hinnawi, E. 1985. « Environmental Refugees ». United Nations Environmental Programme (UNEP), Nairobi, Kenya.
- Food and Agriculture Organization (FAO). 2013. « Rural Poverty in Haiti ». Accédé de <http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/haiti>, consulté le 30 septembre 2013.
- Food and Agriculture Organization (FAO). 2012. « La FAO en situation d'urgence, ouragan Sandy ». Accédé de <http://www.fao.org/emergencies/la-fao-en-action/histoires/histoire-detail/fr/c/164029/>, consulté le 3 octobre 2012.
- Farmer, P. et coll. 2001. « Community-Based Approaches to HIV Treatment in Resource-Poor Settings ». *Lancet*, vol. 358 (9279), Pp.404-409.
- Fazel, H. 1990. « Le redressement de l'économie Haïtienne. Résultats, problèmes et perspectives ». Rapport économique de la Banque mondiale, Washington, États-Unis.
- Farbotko, C., et Lazrus, H. 2012. « The first climate refugees? Contesting global narratives of climate change in Tuvalu ». *Global Environmental Change*, vol 22 (2), P. 382-390.
- Feng, S. et coll. 2010. « Linkages Among Climate Change, Crop Yields and Mexico–US Cross-Border Migration ». *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 107 (32), Pp. 14257-14262.
- Fern, E. F. 2001. *Advanced focus group research*. Sage Publication Inc, Londres, Grande-Bretagne.
- Ferrer, A. 2003. « La société esclavagiste cubaine et la révolution haïtienne ». Dans *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 58 (2), Pp. 333-356. Accédé de <http://www.cairn.info/revue-annales-2003-2-page-333.htm>, consulté le 20 août 2013.

Findley, S. E. 1994. « Does Drought Increase Migration? A Study of Migration from Rural Mali during the 1983-1985 Drought ». *International Migration Review*, vol. 28 (3), Pp. 539-553.

2011. « Migrant destinations in an era of environmental change ». *Global Environmental Change*, vol 21, Pp. S50-S58.

Flyvbjerg, B. 2001. *Making social science matter: Why social inquiry fails and how it can succeed again*. Cambridge University Press, Cambridge, Grande-Bretagne.

Friends of the Earth. 2007. « A Citizen's Guide to Climate Refugees », Friends of the Earth, Australia. Accédé de http://www.liser.org/Citizen's%20Guide_2007_small.pdf, consulté le 3 février 2013.

Gaspard, F. 2008. « Haïti : ajustement structurel et problèmes politiques ». L'Harmattan, Paris, France.

Gemenne, F. et coll. 2012. « The State of Environmental Migration 2011 ». Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI) et International Organization for Migration (IOM), Paris, France.

Gila, O. et coll. 2011. « Western Sahara : Migration, Exile and Environment ». *International Migration*, vol. 49 (S1), Pp. E146-163.

Gogia, N. et Slade, B. 2011. « Lecture About Canada : Immigration ». Fernwood, Canada.

Gondard- Delcroix, C. 2009. « Risque, Pluriactivité Rurale et Dynamiques de Pauvreté en Milieu Rural Malgache ». *Journal of Human Development and Capabilities*, vol.10 (1), Pp. 77-101.

Goss, J D. 1996. « Introduction to focus groups ». *Area*, vol 28, Pp. 113–114.

Gray, C. L. 2009. « Environment, Land, and Rural Out-migration in the Southern Ecuadorian Andes ». *World Development*, vol. 37 (2), Pp. 457-468.

Greenbaum, T. L. 1993. « The handbook for focus group research ». Mcmillans, New York, États-Unis.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Parry, M.L., et coll. (éd.) 2007. Résumé à l'intention des décideurs. Impacts, adaptation et vulnérabilité. Contribution du Groupe de travail II au quatrième Cambridge University Press, Cambridge, Grande-Bretagne.

Hallegatte, S. et Corfee-Morlot, J. 2010. « Understanding Climate Change Impacts, Vulnerability and Adaptation at City Scale : An Introduction ». *Climatic Change*, vol. 104 (1), Pp. 1-12.

Henry, S. et coll. 2004. « Descriptive Analysis of the Individual Migratory Pathways According to Environmental Typologies ». *Population and Environment*, vol. 25 (5), Pp. 397-744.

Hitchcock, D. 2011. « Urban Areas ». Dans Schmandt et coll. (eds.). 2011. *The Impact of Global Warming on Texas*, 2e édition, University of Texas Press, Texas, États-Unis, accédé de www.texasclimate.org/Home/ImpactofGlobalWarmingonTexas/tabid/481/Default.aspx, consulté le 12 novembre 2013.

- Homer-Dixon, T. F. 1999. « Scarcity, and Violence ». Princeton University Press. Princeton, États-Unis.
- Hopital Albert Schweitzer (HAS). 2013. « What Do we Do ». Accédé de <http://www.hashaiti.org/about-has>, consulté le 10 septembre 2013.
- Hulme, M. 2008. « Climate refugees: cause for a new agreement ». *Environment*, vol.50 (6), Pp.50-52.
- Ibarrarán, M. et coll. 2009. « Climate Change and Natural Disasters: Macroeconomic Performance and Distributional Impacts ». *Environment, Development and Sustainability*, vol. 11 (3), Pp. 549-569.
- Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). 2009. « Population totale, population de 18 ans et plus, ménages et densités en 2009 ». Accédé de http://www.ihsi.ht/pdf/projection/POPTOTAL&MENAGDENS_ESTIM2009.pdf, consulté le 8 octobre 2013.
- Institut national de santé publique du Québec (INSPQ). 2009. « Mesure de lutte aux îlots de chaleur urbains ». Accédé de http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/988_MesuresIlotsChaleur.pdf, consulté le 13 novembre 2013.
- International Fund for Agricultural Development (IFAD). 2013. « Rural Poverty in Haiti ». Accédé de <http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/haiti>, consulté le 30 sept 2013.
- Jacobson, J.L. 1988. « Environmental Refugees: a Yardstick of Habitability ». Worldwatch Paper 86. Worldwatch Institute, Washington, États-Unis.
- Jager J. (éd.) 2009. « Environmental Change and Forced Migration Scenarios Project EACH-FOR Synthesis Report », Budapest, Hongrie.
- Jerneck, A. et Olsson, L. 2008. « Adaptation and the Poor: Development, Resilience and Transition ». *Climate Policy*, vol. 8 (2), Pp.170-182.
- Keane, D. 2004. « The Environmental Causes and Consequences of Migration: A Search for the Meaning of 'Environmental Refugees' ». *Georgetown International Environmental Law Review*, vol. 16, Pp.209-223.
- Kibreab, G. 1997. « Environmental Causes and Impact of Refugee Movements: A Critique of the Current Debate ». *Disasters*, vol. 21 (1), Pp.20-38.
- Kitzinger, J., et Barbour, R. (éd). 1999. « Developing focus group research: politics, theory and practice ». Sage.
- Knivton, D. et coll. 2011. « Agent-based Model Simulations of Future Changes in Migration Flows for Burkina Faso ». *Global Environmental Change*, vol. 21 (Supplement 1), Pp. S34-S40.
- Kolmannskog, V. 2008. « Future Foods of Refugees: A Comment on Climate Change, Conflict and Forced Migration ». Norwegian Refugee Council, Norvège.
- L'Étang, G. 2011. « Haïti après la catastrophe : camps, bidonvilles et crise du logement » accédé de <http://www.metropolitiques.eu/Haiti-apres-la-catastrophe-camps.html>, consultée le 8 octobre 2013.

- Lee, S. 2001. « Environnement Matters : Conflict, Refugee and International Relations ». World Human Development Institut Press, Seoul and Tokyo, Coré du Nord, Japon.
- Le Roy, X. 1993. « Pratique de la jachère dans les terroirs Senoufo du Nord de la Côte d'Ivoire ». Dans Floret, C. et Serpentié, G. (éds). 1993. La jachère en Afrique de l'Ouest. ORSTOM, Paris, France. Accédé de <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/14/21/82/PDF/LEROY.pdf>, consulté le 23 septembre 2013.
- Longhurst, R. 1996. « Refocusing Groups: Pregnant Women's Geographical Experience of Hamilton », *New Zealand/Aotearoa'Area* 28, Pp.143-149.
2010. « Semi-structured Interviews and Focus Groups », Pp.103-115. Dans *Key Methods in Geography*, 2e édition, Clifford, N. et coll. (éd), Sage Publications Inc, Londre, Grande Bretagne.
- Lundahl, M. 1979. « Peasants and Poverty: A Study of Haiti ». Croom Helm, London, Royaume-Uni.
1996. « Income and Land Distribution in Haiti: Some remarks on Available Statistics ». *Journal of Inter-American Studies and World Affairs*, vol. 28 (2/3), Pp.109-126.
- Lundahl, M. 2011. « Poverty in Haiti, Essays on Underdevelopment and Post Disasters Prospects ». Palgrave Macmillan, Londre, Royaume-Uni.
- McLeman, R. 2010. « Impacts of population change on vulnerability and the capacity to adapt to climate change and variability: a typology based on lessons from "a hard country" ». *Population and Environment*, vol 31 (5), Pp. 286-316.
- Mansanet-Bataller, M. et coll. 2008. « Energy Infrastructures in France : Climate Change Vulnerabilities and Adaptation Possibilities ». Working Paper, Mission Climat, Caisse des Depots, Paris.
- Marchiori, L. et coll. 2012. « The Impact of Weather Anomalies on Migration in Sub-Saharan Africa ». *Journal of Environmental Economics and Management*, vol. 63 (3), Pp. 355–374.
- Marchiori, L., et Schumacher, I. 2011. « When nature rebels: international migration, climate change, and inequality ». *Journal of Population Economics*, vol. 24 (2), Pp. 569-600.
- Mazoyer, M. et Roudart, L. 2002. « Histoire des agricultures du monde ». Université Libre de Bruxelles (ULB), Belgique.
- McGregor, J. 1993. « Refugees and the Environment ». Pp.157-171. Dans *Geography and refugees: Patterns and Processes of Change*, Black, R. et Robinson, V. (éd.), Belhaven, London et New York, Grande-Bretagne et États-Unis.
- McLeman, R. 2010. Climate Change, Migration and Critical International Security Considerations, Organization Internationale pour les Migrations, Genève, Suisse.
- McLeman, R. et B. Smit. 2006 « Migration as an Adaptation to Climate Change ». *Climatic Change*, 76(1–2), Pp. 31–53.

Miller, K. A. et Yates, D. 2006. « Climate Change and Water Resources: A Primer for Municipal Water Providers ». AWWA Research Foundation, Colorado, États-Unis.

Morgan, D. L. 1997. « Focus Groups as Qualitative Research », 2e édition, Sage Publication, Inc, Californie, États-Unis.

Muggah, R. 2013. « The Political Economy of Statebuilding in Haiti ». Dans Berdal, M. et Zaum, D. (éds) 2013. Political Economy of Statebuilding: Power after Peace. Routledge, New-York, États-Unis.

Myers, N. 1993. « Environmental refugees in a globally warmed world ». *Bioscience*, vol. 43 (11), Pp. 752-761.

2002. « Environmental Refugees: A Growing Phenomenon of the 21st Century ». *Philosophical Transactions of the Royal Society*, vol. 357 (1420), Pp .609-613. Accédé de <http://rstb.royalsocietypublishing.org/content/357/1420/609#related-urls>, consulté le 15 janvier 2013.

2005. « Environmental Refugees: an Emerging Security Issue ». Economic Forum, Prague, République tchèque, 23-27 mai. Accédé de <http://www.osce.org/node/14851>, consulté le 5 décembre 2013.

Nelson, G. C. et coll. 2009. « Changement climatique : Impact sur l'agriculture et coûts de l'adaptation ». International Food Policy Research Institute (IFPRI). Accédé de <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/pr21fr.pdf>, consulté le 14 août, 2013.

Nicholls, R. 1995. « Coastal Megacities and Climate Change ». *GeoJournal*, vol. 37 (3), Pp. 369–379.

Nicholls, R. J. et coll. 2011. « Sea-level Rise and its Possible Impacts Given a Beyond 4°C World in the Twenty-first Century ». *Philosophical transactions of the Royal Society A*, vol. 369 (1934), Pp. 161-181.

Noel, R. 2012. « Migration et gouvernance urbaine : deux thématiques fondamentales et indissociables dans le cadre de la reconstruction de la ville de Port-au-Prince ». Urgence, Réhabilitation et Développement (URD). Accédé de <http://www.urd.org/Migration-et-gouvernance-urbaine>, consulté le 4 novembre 2013.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2008. « Competitive Cities and Climate Change ». OECD Conference Proceedings, Milan, Italy. Accédé de <https://www1.oecd.org/gov/regional-policy/50594939.pdf>, consulté le 25 septembre 2013.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2010. « Cities and climate Change ». OECD Publishing. Accédé de <http://dx.doi.org/10.1787/9789264091375-en>, consulté le 11 novembre 2013

Ortiz, I. et Cummin, M. 2012. « L'inégalité mondiale, la répartition des revenus dans 141 pays ». Document de travail, UNICEF Politique sociale et économique. Accédé de [http://www.unicef.org/socialpolicy/files/L_Inegalite_Mondiale\(1\).pdf](http://www.unicef.org/socialpolicy/files/L_Inegalite_Mondiale(1).pdf), consulté le 18 septembre 2013.

Oxfam. 2009. « La menace plane sur Haïti : Les dirigeants mondiaux doivent prendre des décisions à Copenhague ». Accédé de <http://www.oxfam.org/fr/pressroom/pressrelease/2009-11-27/cyclones-faim-et-sans-abris-haiti-si-les-dirigeants-mondiaux-ne-pr>, consulté le 6 janvier 2013.

Patz, J. A. et coll. 2005. « Impact of Regional Climate Change on Human Health ». *Nature*, vol 438 (7066), Pp. 310-317.

Paul, B. 2008. « Migration et pauvreté en Haïti : impacts économiques et sociaux des envois de fonds sur l'inégalité et la pauvreté? ». Accédé de http://mpra.ub.uni-muenchen.de/39019/1/MPRA_paper_39019.pdf, consulté le 28 juillet 2013.

Pedersen, D. 2002. « Political Violence, Ethnic Conflict, and Contemporary Wars: Broad Implications for Health and Social Well-being ». *Social science & medicine*, vol. 55 (2), Pp.175-190.

Pellek, R. 1990. « Combating Tropical Deforestation in Haiti ». *Journal of Forestry*, vol. 88 (9), Pp.15–19.

Perch-Neilson, S. B. et coll. 2008. « Exploring the Link Between Climate Change and Migration ». *Climatic Change*, vol. 91 (3-4), Pp. 375-393.

Piguet, E. 2013. « From “Primitive Migration” to “Climate Refugees”: the Curious Fate of the Natural Environment in Migration Studies ». *Annual of the Association of American Geographer*, vol.103 (1), Pp.148-162.

Porta, D. D. et Keating, M. (éd) 2008. « Approaches and Methodologies in the Social Sciences. A Pluralist Perspective », Cambridge University Press, Cambridge, Grande-Bretagne.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2010. « GEO HAÏTI – État et Perspectives de l'Environnement ». Accédé de [http://www.unep.org/pdf/GEO_Haiti2010\(web\).pdf](http://www.unep.org/pdf/GEO_Haiti2010(web).pdf), consulté le 9 octobre 2013.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-Haïti, 2004. « La vulnérabilité en Haïti : Chemin inévitable vers la pauvreté? ». Rapport national sur le développement humain – Haït. Accédé de http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/latinamericathecaribbean/haiti/haiti_2006_fr.pdf, consulté le 4 novembre 2013.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2013. « Rapport sur le développement humain ». Accédé de <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/>, consulté le 4 octobre 2013.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) 2013-b. « UN Data, World Information, Haiti ». Accédé de <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Haiti>, consulté le 5 octobre 2013.

Ranger, N. et coll. 2010. « A Preliminary Assessment of the Potential Impact of Climate Change on Flood Risk in Mumbai ». *Climatic Change*, vol. 104 (1), Pp. 139-167.

Regan, J. 2003. « Forest Land in Haïti Fading Fast ». *The Miami Herald*. Accédé de <http://www.wehaitians.com/forest%20land%20in%20haiti%20fading%20fast.html>, consulté le 7 août 2013.

République d'Haïti, 2004. « Carte de pauvreté, version 2004 ». Financement de la Banque inter-américaine. Accédé de <http://www.ilo.org/gimi/gess/ShowRessource.action?ressource.ressourceId=17756>, consulté le 15 septembre 2013.

Reuveny, R. 2007. « Climate Change-induced Migration and Violent Conflict ». *Political Geography*, vol. 26 (6), Pp. 656-673.

Rosenzweig, C. et Solecki, W. D. 2001. « Climate Change and a Global City ». *Environment*, vol 43 (3), Pp. 8-18.

Rosenzweig, C. et coll (éds). 2011. « Climate Change and Cities ». First Assessment Report of the Urban Climate Change Research Network, Cambridge University Press, État-Unis.

Rural Poverty Portal, 2013. « Haiti Statistics ». Accédé de <http://www.ruralpovertyportal.org/country/statistics/tags/haiti>, consulté le 3 octobre 2013.

Ruth, M. et Ibararán, M. E. (2009). « Climate Change and Natural Disasters: Economic and Distributional Impacts ». Dans *Distributional Impacts of Climate Change and Disasters: Concepts and Cases*. Edward Elgar Publishing Limited, Massachusetts, États-Unis.

Salomon, J. N. 1981. « Réalité et conséquences de la déforestation dans l'ouest Malgache ». *Omaly sy Anio*, vol 13 (14), Pp.329-335.

Scherr, S. J. 1999. « Soil degradation: A threat to developing-country food security by 2020? », International Food Policy Research Institute. Accédé de <http://www.env-edu.gr/Documents/Soil%20Degradation%20-%20A%20Threat%20to%20Developing-Country%20-%20Food%20Security%20by%202020.pdf>, consulté le 25 septembre 2013.

Schiller, A. et coll. 2007. « The Vulnerability of Global Cities to Climate Hazards ». *Environment and Urbanization*, vol. 19 (1), Pp. 39-64.

Sergot, J. 2009. « Pourquoi des agriculteurs rationnels sont-ils inefficients? Capital humain, efficience productivité et stratégies paysannes en Haïti ». Publibook, Paris, France.

Shen, S. et Binns, T. 2012. « Pathways, Motivations and Challenges: Contemporary Tuvaluan Migration to New Zealand. ». *GeoJournal*, vol. 77 (1), Pp. 63-82.

Shen, S. et Gemenne, F. 2011. « Contrasted Views on Environmental Change and Migration: the Case of Tuvaluan Migration to New Zealand ». *International Migration*, vol. 49 (S1), Pp. e225-e242.

Shrestha, S. S. et Bhabdari, P. 2007. « Environmental Security and Labor Migration in Nepal ». *Population and Environment*, vol 29 (1), Pp.25-38.

Shurmer-Smith, P. (éd). 2002. « Doing Cultural Geography », SAGE publications Ltd, Londres, Grande-Bretagne.

Smit, B. et Pilifosova, O. 2003. « From adaptation to adaptive capacity and vulnerability reduction ». Dans *Climate Change, Adaptive Capacity and Development* (J. B. Smith et al., eds). Imperial College Press, London, pp. 9–28

Smucker, G. R. et coll. 2000. « Land Tenure and the Adoption of Agricultural Technology in Haiti ». CGIAR System wide Program on Property Rights and Collective Action, International Food Policy Research Institute. Accédé de <http://dlc.dlib.indiana.edu/dlc/bitstream/handle/10535/1274/smuckerg150402.pdf?sequence=1>, consulté le 18 novembre 2013.

State of the Planet. 2013. « Climate Change in Haiti ». Accédé de <http://blogs.ei.columbia.edu/2012/02/01/climate-change-in-haiti/>, consulté le 3 janvier 2013.

Statistique Canada, 2011-a. « Profil de l'ENM, Montréal, RMR, Québec, 2011 ». Accédé de <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CMA&Code1=462&Data=Count&SearchText=Montreal&SearchType=Begins&SearchPR=01&A1=All&B1=All&Custom=&TABID=1>, consulté le 15 janvier 2014.

Statistique Canada, 2011-b. « Citoyenneté (5), lieu de naissance (236), statut d'immigrant et période d'immigration (11), groupes d'âge (10) et sexe (3) pour la population dans les ménages privés du Canada, provinces, territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement, Enquête nationale auprès des ménages de 2011 ». Accédé de: <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GK=0&GRP=0&PID=105411&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=95&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>, consulté le 22 mars 2014.

Statistique Canada, 2011-c. « Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Tableaux de données ». Accédé de <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?TABID=1&LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GK=0&GRP=0&PID=106715&PRID=0&PTYPE=105277&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2013&THEME=98&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF=>, consulté le 6 novembre 2013.

Statistique Canada. 2011-d. « Profil de l'ENM, Ottawa - Gatineau, RMR, Ontario, 2011 ». Accédé de <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CMA&Code1=505&Data=Count&SearchText=Ottawa-Gatineau&SearchType=Begins&SearchPR=01&A1=Ethnic%20origin&B1=All&Custom=&TABID=1>, consulté le 15 janvier 2014.

Stern, N. 2007. « The Economics of Climate Change ». *American Economic Review*, vol. 98 (2), Pp. 1-37.

Strauss, A., et Corbin, J. 2008. « Basics of qualitative research: Techniques and procedures for developing grounded theory », 2e édition. Sage Publication Inc, Californie, États-Unis.

Sunil, S. t. et coll. 2007. « United States' International Retirement Migration: the Reasons for Retiring to the Environs of Lake Chapala, Mexico ». *Ageing & Society*, vol. 27 (04), Pp. 489-510.

Tacoli, C. 2009. « Crisis or adaptation? Migration and climate change in a context of high mobility ». *Environment and Urbanization*, vol. 21 (2), Pp. 513-525.

Tippenhauer, H. (2010). « Freedom is not Enough: Haiti's Sustainability in Peril ». *Local Environment*, vol. 15 (5), Pp. 493-507.

- UCMU-Unité de Coordination et de Suivi de l'environnement. 1994. « Programme des Nations Unies pour le Développement, Haïti ». Dans Lundahl, M. (Éd.) 2011. « Poverty in Haiti, Essays on Underdevelopment and post disasters prospects ». Palgrave Macmillan, Basingstoke, Royaume-Uni.
- UNDP-Human Development Report, 2013. « Haiti HDI values and rank changes in the 2013 ». Accédé de <http://hdrstats.undp.org/images/explanations/HTI.pdf>, consulté le 4 octobre 2013.
- United Nations International Children's Emergency Fund (UNICEF), 2013. « Haïti en chiffres, données générales ». Accédé de http://www.unicef.org/haiti/french/overview_16366.htm, consulté le 5 octobre 2013.
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), 2008. « Statistical Yearbook 2007: Trends in Displacement, Protection and Solutions ». UNHCR, Genève, Suisse.
- United Nations, 2008. « World Urbanization Prospects: The 2007 Revision ». Population Division, Department of Economic and Social Affairs. Accédé de http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007WUP_Highlights_web.pdf, consulté le 3 décembre 2013.
- USAID, 1982. « Food and Agriculture Sector Strategy for Haiti ». Final report, Port-au-Prince, Haïti.
- Vag. A. 2007. « Environmental Change and Froced Migration Scenarios ». D.3.4 Synthesis Report, EARCH-FOR.
- Valentine, G. 1997. « Tell me about...:Using interviews as a research methodology ». Pp.110-127 Dans Flowerdew, R et Martin, D. (éd) *Methods in Human Geography: A guide for students doing a research project*. eds. Longman, Essex, Grande Bretagne.
- Van Der, G. 2009. « Migration and Natural Resources Scarcity in Ghana », Case study report for the Environmental Change and Forced Migration Scenarios project (EACH-FOR).
- Vaughn, S. et coll. 1996. « Focus group interviews in education and psychology ». Sage.
- Verner, D. 2008. « Labor Markets in Rural and Urban Haiti », Policy Research Working Paper 4574. The World Bank Social-Development Sustainable Development Division. Accédé de <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-4574>, consulté le 16 septembre 2013.
- Versluis, A. et Rogan, J. 2010. « Mapping Land-cover Change in a Haitian Watershed Using a Combined Spectral Mixture Analysis and Classification Tree Procedure ». *Geocarto International*, vol. 25 (2), Pp. 85-103.
- Ville de Montréal, 2010. « Montréal en statistiques, immigration ». Accédé de http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/mtl_stats_fr/media/documents/HA%CFTI.PDFORTAL, consulté le 4 novembre 2013.
- Warner, K. 2010. « Global Environmental Change and Migration: Governance Challenges ». *Glonal Environmental Change*, vol. 20 (3), Pp.402-413.

Warner, K. et coll. 2009a. « In Search of Shelter: Mapping the Effects of Climate Change on Human Migration and Displacement ». Policy paper for the 2009 Climate Negotiations. Bonn, Germanie.

2009b. « Researching Environmental Change and Migration: Evaluation of EACH-FOR Methodology and Application in 23 Case Studies Worldwide », Pp.197-243. Dans Laczko, F. (Éd.). Migration and the Environment Research: A State of the Art Review, , IOM, Genève, Suisse.

Weiner, M. 1992. « Security, Stability, and International Migration ». International Security, vol. 17 (3), Pp.91-126.

Westing A. H. 1992. « Environmental Refugees: A Growing Category of Displaced Persons ». Environmental Conservation, vol. 19 (3), Pp. 201-207.

Wikimedia, 2013. « Haiti road map ». Accede de http://commons.wikimedia.org/wiki/File%3AHaiti_road_map-fr.svg, consulté le 9 septembre 2013.

Wrathall, D. J. 2012. « Migration Amidst Social-Ecological Regime Shift: The Search for Stability in Garífuna Villages of Northern Honduras ». Human Ecology, vol. 40 (4), Pp. 583-596.